

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

# QUATRIÈME INTERNATIONALE

20ème ANNEE

N° 15

## SOMMAIRE

### NATALIA SEDOVA-TROTSKY 1882-1962

#### EDITORIAL :

Crise révolutionnaire en Amérique latine, bastion essentiel de l'impérialisme.

#### NOTES EDITORIALES :

La Révolution algérienne aborde sa phase sociale.  
Le mouvement ouvrier anglais devant le Marché commun.

La Deuxième Déclaration de La Havane.  
(texte intégral)

E. GERMAIN. — La crise mondiale du stalinisme après le 22<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S.

M. PABLO. — La Révolution angolaise au seuil de l'An II.

J. REGNAUD. — Après la signature des accords d'Evian.

M. PABLO. — Lettre à Fidel Castro.

G. KANO. — Les relations économiques dans les ex-colonies françaises.

**Les livres.** — Les damnés de la terre, de F. Fanon. — Itinéraire, de R. Bonnaud. — Toussaint-Louverture, d'A. Césaire. — Mémoires d'un révolutionnaire juif, d'H. Mendel.

**Documents.** — Les répercussions du 22<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. et nos tâches (Résolution du S.I.). — Le contrôle ouvrier (par la section italienne de la IV<sup>e</sup> Internationale.

**Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale.** — Inde. — Ceylan. — Cuba. — Etats-Unis. — Italie. — Danemark. — Belgique. — Grande-Bretagne. — France.



AVRIL 1962 (2<sup>e</sup> trimestre)

## SOMMAIRE

<b>NATALIA SEDOVA-TROTSKY</b> 1882-1962 .....	8
<b>EDITORIAL :</b>	
Crise révolutionnaire en Amérique latine, bastion essentiel de l'impérialisme .....	1
<b>NOTES EDITORIALES :</b>	
La Révolution algérienne aborde sa phase sociale .....	3
Le mouvement ouvrier anglais devant le Marché commun .....	5
<b>LA DEUXIEME DECLARATION DE LA HAVANE</b> .....	17
<b>E. GERMAIN</b>	
La crise mondiale du stalinisme après le 22 <sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. ....	31
<b>M. PABLO</b>	
La Révolution congolaise au seuil de l'An II .....	38
<b>J. REGNAUD</b>	
Après la signature des accords d'Evian .....	42
<b>M. PABLO</b>	
Lettre à Fidel Castro .....	46
<b>G. KANO</b>	
Les relations économiques dans les ex-colonies françaises .....	52
<b>Les livres</b>	
Les damnés de la terre, de F. Fanon. — Itinéraire, de R. Bonnaud. — Toussaint-Louverture, d'A. Césaire. — Mémoires d'un révolutionnaire juif, d'H. Mendel .....	57
<b>Documents</b>	
Les répercussions du 22 <sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. et nos tâches (Résolution du S.I.). — Le contrôle ouvrier (par la section italienne de la IV <sup>e</sup> Internationale) .....	67
<b>Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale</b>	
Inde - Ceylan - Cuba - Etats-Unis - Italie - Danemark - Belgique Grande-Bretagne - France .....	80

# Prolétaires de tous les pays, unissez-vous

## IV<sup>E</sup> INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IV<sup>e</sup> Internationale

### CRISE REVOLUTIONNAIRE EN AMERIQUE LATINE

#### bastion essentiel de l'impérialisme

La crise révolutionnaire qui caractérise l'Amérique latine depuis plusieurs années, ne cesse de s'élargir et de s'approfondir. Désormais, il n'y a plus un seul pays de ce continent où il n'y ait pas de révoltes, de mouvements de masses impétueux ou de situations extrêmement précaires pour les vieilles classes dirigeantes, où l'impérialisme ne doit faire face à ceux que, jusqu'à une période assez récente, il n'avait considérés que comme des objets de sa propre exploitation.

Le plus grand des pays latino-américains, le Brésil, a été bouleversé il y a quelques mois par la crise liée à la démission de Quadros. L'Argentine — qui n'a jamais atteint dans l'après-guerre une stabilisation, fût-elle relative, et qui a été le théâtre de luttes de masse presque ininterrompues — se trouve dans une situation, en dernière analyse assez analogue à celle du Brésil, à la suite de la victoire péroniste aux élections de mars. Au Venezuela, l'expérience Bétancourt, que de larges couches dirigeantes en Amérique latine et aux Etats-Unis suivaient avec tant d'espoirs, est loin d'avoir atteint des résultats importants : les masses ouvrières et estudiantines des villes sont en conflit constant avec le gouvernement, les projets velléitaires d'une réforme agraire n'ont pas altéré dans la moindre mesure la réalité de la tragique misère paysanne. Au Pérou, la révolte agraire semble mûrir progressivement et des luttes sanglantes ont eu lieu au cours des derniers mois, tandis que la Bolivie se trouve toujours dans cette situation de partielle dualité de pouvoir, dans laquelle elle est entrée il y a dix ans. Les événements récents dans la République dominicaine, où l'impérialisme est allé jusqu'à recourir aux méthodes les plus classiques de pression et de chantage, ont confirmé, s'il en était encore besoin, que l'Amérique centrale reste une poudrière non moins explosive que les autres régions du continent.

La situation actuelle est d'autant plus significative et d'autant plus alarmante pour l'impérialisme que celui-ci se trouve en face de nœuds de plus en plus inextricables, précisément à l'heure où, sous l'administration Kennedy, il esquissait un effort plus organique sur un plan de « réformisme néocolonialiste ». La leçon cubaine a été trop amère : les dirigeants les plus conscients de l'impérialisme yankee ne pouvaient pas ne pas comprendre la nécessité de changer ne fût-ce que partiellement leur orientation, de tenter des voies relativement nouvelles d'hégémonie. Continuer à miser sur des dictatures militaires sanglantes et assister avec indifférence à la détérioration progressive de conditions économiques et sociales déjà si dramatiques, signifiait se précipiter vers le désastre généralisé à une échéance courte.

D'où les manœuvres basées sur la soi-disant « Alliance pour le progrès », d'où les tentatives d'exercer une pression sur les classes dirigeantes indigènes pour qu'elles profitent elles aussi de l'expérience cubaine, introduisent quelques réformes, même assez timides, et remplacent les dictatures féroces par un simulacre d'institutions démocratiques.

La marge de manœuvre était étroite et l'impérialisme ne pouvait pas se leurrer sérieusement sur le pouvoir d'endiguer un mouvement de masses poussées à la lutte par des souffrances séculaires, désormais devenues insupportables. Les derniers mois ont bouleversé les plans de Kennedy justement dans les deux pays les plus importants, le Brésil et l'Argentine, où, grâce à un développement industriel partiel et à la présence de classes dirigeantes plus articulées et plus « modernes », existaient plus qu'ailleurs les prémisses objectives pour un tournant dans le sens du « réformisme » et du « néocolonialisme ». Quadros et Frondizi, malgré les différences et malgré la plus grande méfiance de la part des milieux de Washington envers le premier, pouvaient symboliser une orientation qui, en dernière analyse, représentait pour l'impérialisme et pour les classes dirigeantes indigènes, la ligne de défense extrême contre le débordement de la révolution dans tout le continent.

Mais Quadros a dû rapidement se retirer (peut-être aussi pour ne pas compromettre définitivement cette tentative pour l'avenir), tandis que Frondizi s'est trouvé paralysé et a fait essentiellement faillite dans sa tentative de s'assurer un contrôle même relatif sur le mouvement des masses. Les travailleurs et les couches populaires argentines ont exprimé clairement, dans les élections de mars, leur opposition au régime et leur orientation péroniste tout en confirmant les limites politiques de ce mouvement qui, en dernière analyse, est un reflet de profondes aspirations anti-impérialistes et anti-capitalistes. Le recours à un gouvernement militaire ou basé sur les forces armées s'est produit ; mais c'est là précisément le cercle vicieux d'où l'impérialisme voulait sortir et qui, par contre, en s'imposant une fois encore, provoquera les conséquences dont tout le monde est désormais conscient.

Il n'est pas besoin de rappeler que l'enjeu est, somme toute, décisif. Si, dans d'autres continents, l'impérialisme américain se trouve souvent engagé d'une façon indirecte et peut même paraître sous le camouflage frauduleux d'un adversaire du colonialisme tra-

ditionnel, en Amérique latine il est accusé directement, dans sa personne propre. Et l'Amérique latine, économiquement, politiquement et militairement, représente un bastion auquel il ne saurait renoncer : sa chute saperait rapidement les bases de la citadelle numéro 1 du capitalisme mondial. C'est pourquoi le continent américain sera le théâtre de conflits extrêmement âpres, et l'impérialisme, pour reprendre une expression des Cubains, est en train de préparer un drame sanglant.

De ce drame, Cuba a été le premier acte et, en réalité, tous les événements de l'Amérique latine apparaissent sous un jour particulier, précisément parce que l'Etat ouvrier cubain existe avec son influence politique et son idéal énorme.

Cette influence deviendra encore plus grande si la direction castroiste sait mener jusqu'au bout la bataille courageuse qu'elle a engagée contre les dangers d'une bureaucratisation qui, dans les vieux stalinien du P.S.P., avait déjà trouvé ses candidats. Et de Cuba les peuples de l'Amérique latine ont reçu récemment un nouvel appel : cette **Deuxième Déclaration de la Havane** (1) qui synthétise les leçons stratégiques et tactiques fondamentales de la révolution dans l'île des Caraïbes, détruit toutes les stupides et philistines illusions légalitaires, précise sans équivoque les forces motrices révolutionnaires dans tout le continent, déchire le masque des classes dirigeantes indigènes, y compris de cette bourgeoisie nationale avec qui les P.C. voudraient réaliser une alliance impossible (certaines concessions « aux couches les plus progressives » de la bourgeoisie nationale, qu'il aurait été préférable d'éviter, ne changent pas les termes essentiels de l'orientation).

Depuis les premières années de la III<sup>e</sup> Internationale, le mouvement révolutionnaire n'avait entendu aucune voix si haute, si passionnée. L'épopée révolutionnaire latino-américaine y a trouvé une première expression, à la mesure de la portée historique des événements qui se préparent.

29 mars 1962.

(1) Que nous publions dans ce numéro en page 17.

## La Révolution Algérienne aborde sa phase sociale

Une phase de la Révolution algérienne sera bientôt close, une autre — plus importante — commencera. Il s'agira de voir de quelle manière le F.L.N., la direction que s'est donnée le peuple algérien dans sa lutte pour l'émancipation, saura répondre aux aspirations révolutionnaires des masses paysannes, des ouvriers et des « éduqués » et réaliser, après l'indépendance formelle, la *Révolution*.

La lutte armée entre l'impérialisme français et les masses algériennes dirigées par le F.L.N. se termine par une « paix de compromis », qui reflète le rapport de force sur le terrain militaire et général, vers laquelle s'est orientée, du reste en connaissance de cause, la direction du F.L.N., combinant action militaire et action diplomatique pour arriver à un résultat tant soit peu acceptable.

Cette tactique fut justifiée par l'appréhension, en cas d'appel à l'aide massive des Etats ouvriers — que certains, mais pas tous, étaient prêts à accorder — ou à l'aide d'autres Etats arabes, de perdre en quelque sorte le contrôle algérien proprement dit de la Révolution et de transformer en même temps l'Algérie — pays après tout de population réduite et déjà terriblement ravagé par tant d'années de guerre coloniale bestiale — en une « nouvelle Corée », qui ne laisserait après une « victoire » éventuelle sur l'impérialisme que des ruines. On peut arguer que l'aide étrangère massive était nécessaire pour aboutir à une victoire militaire complète, « à la Dien-Bien-Phu », sur l'impérialisme, d'autant plus qu'il devenait évident que, malheureusement, il ne fallait pas compter sur l'aide effective du prolétariat français paralysé par ses directions traditionnelles traitresses, socialiste et communiste.

Une telle aide, qui fut offerte et dont la possibilité existe toujours, devrait au moins servir d'*atout essentiel* à la diplomatie de la direction du F.L.N. envers l'impérialisme, pour extorquer de lui le maximum de concessions possibles, et on doit espérer qu'elle a été utilisée adéquatement en tant que telle.

De toute façon une marche de la révolution différente, de celle qui s'est développée jusqu'à présent, avec des résultats probables différents, n'aurait été possible que dirigée par un parti politique structuré, discipliné, doté d'une idéologie et d'un programme total précis. Ce n'était pas le cas avec le F.L.N., front large, englobant toutes les tendances idéologiques de la Révolution algérienne, du « bourguibisme » au « socialisme révolutionnaire et démocratique » que préconise Fanon, à structure relâchée, à programme imprécis, compartimenté entre Services et Administrations quasi-autonomes les uns par rapport aux autres, parfois à régime « caïdal », sans vie idéologique et politique intérieure intense, ni contrôle démocratique collectif.

La « paix de compromis » à laquelle aboutit la longue phase des négociations secrètes entre le F.L.N. et le gouvernement gaulliste, comporte des clauses économiques, militaires, politiques, qui, observées à la lettre, ne sauraient que bloquer la révolution, la cantonnant dans une sorte de régime « bourguibiste », « associé » par de multiples liens à l'ex-métropole.

Mais on peut envisager toutes les clauses restrictives d'une réelle indépendance, comme des concessions octroyées à de Gaulle pour qu'il puisse faire entériner l'accord par son armée, et arriver à mater ainsi la résistance suprême à laquelle les forces fascistes en Algérie et en France recourront pour empêcher le proche accès à l'indépendance de l'Algérie.

Et aussi bien le F.L.N. que de Gaulle savent parfaitement que les accords conclus ne sauront résister longtemps à la poussée révolutionnaire des masses, dès l'accès au pouvoir du F.L.N., annulant en fait nombre des clauses actuelles qui concernent les garanties de la minorité colonialiste européenne, le régime économique du Sahara, les bases militaires, la présence de l'armée française en Algérie.

Il est certain que tout dépend encore du regroupement idéologique, nécessaire et inévitable, au sein du F.L.N. et de la vaste base de la Révolution algérienne, qui englobe les militants des maquis et des villes algériennes, de l'armée en Tunisie et au Maroc, les milliers de prisonniers en France, et sa transformation rapide en parti politique structuré, discipliné, doté d'un programme précis, socialiste démocratique, préparant en tant que tel son accès au pouvoir et la reconstruction économique et politique du pays.

Ce regroupement idéologique se fera de toute manière, tant la Révolution algérienne a déjà été profonde, ayant labouré, secoué, transformé les masses algériennes jusqu'au tréfonds. Il ne saurait être possible en Algérie de gouverner demain par l'instauration d'une dictature policière, d'un régime « bourguibiste » qui renvoie les réformes de structure nécessaires aux calendes grecques, ou qui palabre sur la « révolution » toujours à venir et qui ne vient jamais.

Les masses paysannes et ouvrières, qui ont tant souffert et qui se sont aguerries dans une longue lutte implacable contre un impérialisme puissant, exigeront impérieusement d'être payées comptant et vite. L'Algérie s'achemine vers une nouvelle phase tumultueuse de son destin révolutionnaire, aux grandes répercussions dans tout le Maghreb, dans les pays arabes, l'Afrique tout entière, la péninsule ibérique, la France également.

Une étape est close, mais la lutte continue sous d'autres formes, pour le parachèvement de la Révolution socialiste algérienne, première implantation du socialisme sur le continent africain.

1er mars 1962.

## Le mouvement ouvrier anglais devant le Marché Commun

Comme l'ont prévu les documents adoptés au VI<sup>e</sup> Congrès Mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale, le gouvernement tory s'est vu obligé d'engager des pourparlers en vue d'une entrée éventuelle de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun. Les lois de la concentration capitaliste opèrent de façon impitoyable, ne respectant même pas le vénérable *Commonwealth* ! Marqué par un taux de croissance sensiblement inférieur à celui de ses concurrents sur le continent européen, souffrant d'un retard de plus en plus prononcé dans le domaine de la technologie et de la productivité du travail, l'impérialisme britannique n'avait le choix qu'entre l'entrée dans le Marché Commun ou le déclin au niveau d'une puissance de 4<sup>e</sup> ordre. Il a choisi nécessairement la première solution.

La lenteur des négociations ne doit tromper personne : MacMillan est fermement décidé à réaliser l'entrée dans la C.E.E. Il est appuyé par les forces décisives et dynamiques du capitalisme britannique. L'opposition à cette intégration, qui se fait jour dans certains milieux particuliers de la bourgeoisie impérialiste, particulièrement intéressés aux liens les plus étroits avec le *Commonwealth* (surtout le capital commercial et bancaire, certaines compagnies de navigation et de constructions navales, etc.) ou effrayés par la perspective d'une concurrence exacerbée, ne fait pas le poids. Le triomphe facile de MacMillan au congrès conservateur en témoigne. Tout au plus le gouvernement tory compte-t-il monnayer cette opposition, ainsi que celle de divers gouvernements du *Commonwealth*, afin d'obtenir le maximum de concessions de la part des dirigeants du Marché Commun. Il s'agit d'assouplir le Traité de Rome en vue de protéger tant bien que mal l'agriculture britannique, et surtout de permettre à l'impérialisme britannique de conserver son traitement préférentiel à l'égard de matières premières et de produits alimentaires importés des pays du *Commonwealth*.

Si l'intégration économique entre le Marché Commun et la Grande-Bretagne s'effectue, une nouvelle puissance capitaliste de très grande envergure commencera à naître. Elle finira par renforcer la cohésion militaire et politique du capitalisme occidental — si du moins le Marché Commun résiste aux chocs des récessions futures et de la lutte de classe intensifiée qu'il va provoquer. Elle représentera surtout un client formidable sur le marché mondial des matières premières, achetant à lui tout seul plus de 50 % de toutes les matières premières vendues. De là l'inquiétude et l'hostilité qu'affichent à l'égard de cette intégration économique les bourgeoisies semi-coloniales des pays latino-américains, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, des pays d'Afrique et d'Asie. Elles craignent, non sans raison, que ce client tout-puissant n'accroisse davantage le caractère inégal des échanges entre pays impérialistes et pays semi-coloniaux, ne pèse plus lourdement encore sur le marché des matières premières et ne fasse tomber encore plus bas le prix de celles-ci. Une intégration économique régionale est synonyme de désintégration internationale accentuée, de même que toute suppression de la concurrence par les monopoles reproduit celle-ci sur une échelle plus vaste, au niveau des monopoles eux-mêmes.

Si, dans les pays semi-coloniaux, les marxistes révolutionnaires riposteront à la menace que représente l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché en avançant les mots d'ordre transitoires du *pool des matières premières*, et du *développement du commerce avec les Etats ouvriers*, ils ont une responsabilité particulière en Grande-Bretagne même, où il s'agit de faire adopter par l'ensemble du mouvement ouvrier, et avant tout par sa gauche large au sein du *Labour Party* et des syndicats, une position correcte à l'égard de ce problème, position qui devrait permettre une mobilisation anti-capitaliste plus vaste et plus énergique des travailleurs britanniques.

De ce point de vue, vouloir constituer un « front unique de lutte contre l'entrée dans le Marché Commun », avec des tendances capitalistes réactionnaires comme celles de lord Beaverbrook, serait une politique désastreuse. Il est vrai que l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun renforce le capitalisme en Europe occidentale et, par conséquent, que le mouvement ouvrier ne peut l'approuver. Mais elle le renforce dans le même sens que la concentration capitaliste et la constitution des trusts le renforcent par rapport à l'époque de la lutte d'un grand nombre d'entreprises moyennes. De

même que des marxistes ne peuvent jamais combattre les trusts au nom du retour à la libre concurrence capitaliste, de même ils ne peuvent combattre l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun au nom de « l'indépendance nationale » de l'impérialisme britannique ou, pis encore, au nom de la défense du *Commonwealth* impérialiste.

Parille « lutte » contre l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun n'est pas seulement une utopie réactionnaire ; elle est encore profondément démobilisatrice. Certaines tendances au sein de la gauche britannique affirment que l'entrée dans le Marché Commun liquiderait toute chance de renverser le capitalisme en Grande-Bretagne. Or, l'entrée dans le Marché Commun va se réaliser plus que probablement. Toute propagande qui insisterait sur les difficultés prétendument insurmontables que cette entrée provoquerait pour un renversement du capitalisme anglais, déboucherait donc sur le scepticisme et le pessimisme le plus noir.

Tout aussi erronée serait l'acceptation passive ou même l'approbation de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, au nom d'un « internationalisme » mal digéré. Les marxistes révolutionnaires ne sont pas partisans de l'intégration économique régionale à n'importe quelle condition ; ils n'ont pas approuvé l'intégration économique que l'impérialisme nazi voulut, lui aussi, réaliser à sa manière sur le continent européen. Ils ne peuvent faire abstraction du fait que, dans les conditions actuelles de rapports de forces entre les classes, en Europe occidentale, cette intégration risque de renforcer la bourgeoisie beaucoup plus que le mouvement ouvrier. Ils ne peuvent fermer leurs yeux devant les aspects politiques et militaires de cette intégration, dirigés contre les États ouvriers et contre la révolution coloniale, de même qu'ils ne peuvent nier la réalité, à savoir que la bourgeoisie européenne se trouve aujourd'hui unie dans une mesure croissante, alors que le mouvement ouvrier est profondément divisé et partiellement paralysé par ses directions traditionnelles.

Pour aborder en pratique, sur le plan de l'action et de l'agitation, le problème de l'intégration de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, les marxistes révolutionnaires doivent partir de la situation économique et sociale concrète de la Grande-Bretagne. En vérité, l'entrée dans le Marché Commun fait partie d'un plan d'ensemble d'« assainissement » du capitalisme britannique *aux dépens des travailleurs*. C'est un plan de renforcement de la capacité concurrentielle et de la force de frappe du capitalisme britannique, aussi bien à l'égard de ses concurrents étrangers qu'à l'égard de la classe laborieuse britannique.

Ce plan apporte une « solution » — à la manière capitaliste, et pour une brève durée — à des maux réels de la société et de l'économie britanniques, pour autant que les travailleurs soient prêts à le subir. Le budget 1961 de Selwyn Lloyd n'en était qu'un avant-goût. Les récents *lock-out* patronaux chez Rootes, la fermeture récente d'une aciérie dans le pays de Galles, sont d'autres aspects de ce même plan d'ensemble. La première tâche du mouvement ouvrier britannique, c'est d'organiser la résistance commune contre ce plan d'« austérité ». Cette bataille doit être engagée avec les forces unies de tous les syndicats et du Labour Party. Les marxistes révolutionnaires britanniques doivent présenter un programme d'action défensive commune de tout le mouvement ouvrier britannique, contre le blocage des salaires et contre les attaques visant les services sociaux. Il faut condamner comme capitularde toute l'aile des dirigeants syndicaux et politiques qui, sous prétexte de ne pas nuire aux chances électorales du Labour Party, s'efforce de freiner, de morceler ou même de saboter cette bataille défensive d'ensemble.

Même si cette première bataille défensive se solde par une victoire, la défense du niveau de vie des travailleurs britanniques contre les conséquences du Marché Commun n'en sera pas pour autant assurée. La concurrence capitaliste au sein du Marché Commun implique la tentative périodique de *chaque* bourgeoisie d'améliorer sa position concurrentielle en réduisant relativement, ou même de façon absolue, les salaires — et coûts de production — dans son industrie. Les travailleurs dont les salaires sont relativement les plus élevés se trouvent en ce sens les plus menacés. Après les travailleurs français et belges, le tour est maintenant aux travailleurs anglais, en attendant que les travailleurs d'Allemagne occidentale ne soient frappés eux aussi.

De même que la bataille contre l'offensive Selwyn Lloyd ne peut être efficace si chaque corporation ou chaque syndicat de métier se défend séparément, de même la lutte contre une pression périodique sur les salaires au sein du Marché Commun ne pourra être victorieuse si chaque classe ouvrière se bat séparément de sa sœur des pays

voisins. La réponse ouvrière au Marché Commun des trusts s'appelle donc, tout d'abord sur le plan défensif : *cartel européen des syndicats et des partis ouvriers, sans exclusive aucune* ! Les marxistes révolutionnaires doivent mener campagne pour que la T.U.C. prenne l'initiative de convoquer à Londres un grand congrès de tous les syndicats européens, de la D.G.B., de la F.G.T.B. (belge), des trois centrales néerlandaises, des trois centrales françaises et italiennes, où serait formulée une stratégie de défense commune du niveau de vie et du plein emploi de tous les salariés dans le Marché Commun.

Mais toute lutte défensive débouche aujourd'hui fatalement sur une lutte offensive pour des revendications transitoires. Le plan *tory* d'entrée dans le Marché Commun et d'offensive anti-ouvrière est une réponse capitaliste à une réelle crise de structure et de vieillissement du capitalisme britannique. A cette réponse capitaliste, le mouvement ouvrier britannique doit opposer sa réponse, socialiste, à lui. Pour assurer la rénovation du pays, les travailleurs britanniques doivent lutter pour que le Labour Party prenne le pouvoir, non pas en vue d'effectuer quelques petites réformes à l'eau de rose, proposées par Gaitskell, mais en vue de réaliser un programme réellement socialiste : nationalisation sans indemnités ni rachat des industries de base, des banques, des compagnies d'assurance, sous contrôle ouvrier ; élaboration et application d'un plan de développement économique d'ensemble, qui assure au secteur public une rapide croissance économique ; taxation sévère des fortunes et des revenus bourgeois qui permette un accroissement rapide des dépenses pour l'enseignement, la recherche scientifique et la santé publique ; municipalisation des maisons à appartements loués ; départ de l'O.T.A.N. et désarmement nucléaire unilatéral ; réorganisation fondamentale de la politique étrangère et commerciale, etc. Bref, au plan d'« assainissement » capitaliste, le mouvement ouvrier britannique doit opposer le plan d'une Grande-Bretagne socialiste.

Il est infiniment plus facile de mobiliser les travailleurs britanniques pour de telles perspectives précises, que de les mobiliser contre l'entrée dans le Marché Commun. Et même si cette mobilisation ne réussit pas, dans l'immédiat, à renverser le gouvernement *tory* et à empêcher l'entrée dans le Marché Commun, elle déclenche une montée des masses telles que la conquête du pouvoir pourrait être envisagée à une étape ultérieure. L'entrée de la Grande-Bretagne n'empêche pas et n'empêchera pas cette conquête du pouvoir pendant toute une période transitoire. Ce n'est que lorsque l'interpénétration des capitaux au sein du Marché Commun aura atteint un point où il deviendra impossible de frapper le capital britannique seulement en Grande-Bretagne, que la tâche de la conquête du pouvoir à l'échelle européenne se substituera à la perspective, toujours possible, d'une Grande-Bretagne socialiste.

Pour préparer cette étape ultérieure, c'est dès maintenant qu'il faut opposer, sur le plan de la propagande, l'idée des *Etats-Unis socialistes d'Europe*, englobant aussi bien les pays de l'Europe orientale que ceux de l'Europe occidentale, à l'idée d'une Europe des grands monopoles capitalistes. Plus l'intégration économique européenne se réalisera sous forme capitaliste, et plus cet objectif propagandiste se transformera en un objectif d'action, préparé par des revendications transitoires à formuler sur le plan européen, dans le cadre du Marché Commun aussi bien que dans le but de faire éclater ce cadre.

Mais aujourd'hui, et pendant toute une phase, ces objectifs propagandistes ne doivent à aucun prix détourner les marxistes révolutionnaires des objectifs d'action à courte échéance, qui pourraient conduire à des luttes de très grande envergure et promettre d'éclatantes victoires : transformer les luttes défensives que les travailleurs britanniques engageront inévitablement contre l'attaque des *tories* en une lutte offensive pour le renversement du gouvernement conservateur, pour la prise du pouvoir par un gouvernement ouvrier en vue de créer une économie planifiée et socialisée.

# NATALIA SEDOVA-TROTSKY

## 1882-1962



Natalia Ivanovna Sedova, veuve de Léon Trotsky, décédée le 23 janvier 1962, à Corbeil, était née en 1882, à Romni, petite ville de la province ukrainienne de Poltava.

Son père, Ivan Sedov, était d'origine cosaque ; sa mère, Olga Kolchevsky, de petite noblesse polonaise. Ils eurent six enfants.

Orpheline dès l'âge de huit ans, Natalia fut élevée par des parents. Plusieurs membres de sa famille avaient été impliqués dans le mouvement révolutionnaire antitsariste des *narodniks*. Certains d'entre eux avaient été exilés en Sibérie, et Natalia encore adolescente en connut qui revenaient d'exil.

Elle manifesta très tôt ses tendances révolutionnaires. A Kharkov, dans une institution pour jeunes filles nobles, elle organisa des collectes pour le soutien des prisonniers politiques ainsi qu'une manifestation de ses collègues, ayant persuadé celles-ci de ne pas assister aux offices religieux et de ne pas lire la Bible mais la littérature révolutionnaire russe, alors réputée subversive. Elle fut expulsée pour cette action.

Elle se rendit ensuite dans une Université féminine à Moscou. Elle adhéra à un groupe d'étudiants sociaux-démocrates (à l'époque, tous ceux qui se réclamaient du marxisme s'appelaient sociaux-démocrates). De là, Natalia se rendit à Genève pour y suivre des cours de botanique, puis à Paris où elle se tourna vers l'étude de l'histoire de l'art à la Sorbonne.

Voici ce qu'elle-même déclara sur ces années :

« C'est pendant mon adolescence, dans les années du siècle précédent, que je fis connaissance avec les « idées révolutionnaires » qui, dans la vieille Russie impériale, n'étaient souvent que celles du libéralisme occidental. J'étais dans une institution à Kharkov. Nous y organisions des soirées d'étudiants et j'y rencontrai des jeunes gens déjà initiés au monde des idées. Ils nous apportèrent des brochures illégales qui dénonçaient les scuffrances du peuple russe et prédisaient la conquête de la liberté... »

« Mes études préparatoires terminées, je voulus, comme beaucoup d'autres, respirer l'air de pays libres et je me rendis à Genève pour y suivre des cours

à la Faculté des Sciences naturelles... J'étais particulièrement intéressée à la botanique et plus encore aux problèmes sociaux, surtout après le suicide par le feu, en prison, d'une étudiante nommée Vietrova, suicide qui toucha considérablement la jeunesse estudiantine.

« Plekhanov, le théoricien marxiste, avait organisé un important cercle d'étudiants dans lequel j'eus la bonne fortune d'être introduite par un jeune militant du groupe de l'Iskra, dont Lénine était un des animateurs... »

Ainsi, à Genève, Natalia rejoignit le groupe dirigé par la rédaction de l'Iskra. A l'âge de 19 ans, elle fut chargée de sa première mission de transport clandestin de littérature illégale en Russie.

A Paris, elle dirigea la commission de l'organisation social-démocrate chargée de s'occuper des militants qui arrivaient pour la première fois dans cette ville, de leur procurer un logement et de faciliter leur installation. Et c'est ainsi qu'elle connut Trotsky. Elle a raconté cette période en ces termes :

En 1902 j'habitais à Paris. Je mangeais dans un logement, rue Lalande, où, pour vivre à meilleur marché, nous mettions nos ressources en commun. Jules Martov y venait. Agé de 29 ans, il était déjà connu comme un des fondateurs des premiers groupes sociaux-démocrates et un des vétérans du terrible exil sibérien de Turukhansk... C'est lui qui nous annonça un jour, à table, l'arrivée d'un jeune fuyard de Sibérie... et Lev Davidovitch vint rue Lalande le jour même de son arrivée à Paris. Il avait 23 ans, il venait de passer trois ans exilé en Sibérie orientale. Sa vitalité, son esprit alerte et sa capacité de travail avaient déjà fait reconnaître sa personnalité énergique et mûre.

« A ce moment là il s'intéressait peu à Paris. « Odessa est mieux », disait-il en plaisantant. Il était préoccupé notamment de connaître le mouvement socialiste parmi les émigrés russes. Mais nous avons eu l'occasion de voir ensemble la tombe de Baudelaire, près du mur du cimetière de Montparnasse.

« ...A partir de ce moment là, ma vie ne se sépara pas de la sienne. Nous demeurions rue Gassendi à un de ces étages supérieurs que nos émigrés aimaient tant. De ma famille je recevais environs 20 roubles, à peu près 50 francs, par mois. Lev Davidovitch en gagnait à peu près autant par ses écrits. C'était un budget très maigre, mais à Paris nous connaissions la bonne camaraderie des réfugiés, la pensée constante de la Russie, les idées pour lesquelles nous vivions... »

Pendant les premières années du XXème siècle, Natalia fit plusieurs voyages en Russie, transportant de la littérature illégale et assurant les contacts avec des organisations du parti.

Dans cette période, elle exerça une très grande influence sur Trotsky, comme il l'indiqua lui-même, en l'intéressant aux questions artistiques. Toute la vie durant, Natalia, comme on sait, conserva le plus vif intérêt pour la peinture, la sculpture, la musique.

La révolution de 1905 les ramena en Russie, Natalia précédant Trotsky pour y organiser son séjour clandestin. Le 1er mai 1905, Natalia fut arrêtée dans un meeting organisé clandestinement dans une forêt près de Petersbourg. Elle fut déportée à Tver, mais revint bientôt dans la capitale où Trotsky présidait le premier Soviet.

En 1906, après l'écrasement de la révolution en décembre de l'année précédente, Trotsky fut emprisonné et condamné à la déportation perpétuelle. C'est à cette époque que naquit leur premier fils, Léon Sedov.

S'étant enfui pour la seconde fois de Sibérie, Trotsky rejoignit Natalia. Ils vécurent clandestinement à Petersbourg, puis se rendirent en Finlande, et finalement à Vienne. Ils y vécurent jusqu'en 1914 ; Trotsky, comme correspondant d'un journal de Kiev et l'un des dirigeants du Parti social-démocrate ouvrier russe,

voyageait fréquemment en Europe. C'est en 1908 que naquit, à Vienne, leur second fils, Serge.

Lors du déclenchement de la première guerre mondiale, Trotsky et Natalia se rendirent en Suisse, puis à Paris, d'où ils furent expulsés en 1916. Natalia et les deux fils rejoignirent Trotsky en Espagne et, avec lui, se rendirent à New York. Peu après, la révolution ayant éclaté en Russie, ils retournèrent dans leur pays, non sans avoir été arrêtés pendant un mois environ sur le chemin du retour dans le camp canadien d'Amherst.

Dans la période qui précéda l'insurrection d'octobre, Natalia fut employée par les syndicats de Petrograd à des tâches de propagandiste et d'éducatrice. Après la victoire de la Révolution d'Octobre, elle dirigea le service des monuments historiques au Commissariat à l'Instruction publique, à la tête duquel était Lounatcharsky.

A cette époque, Trotsky, Natalia et leurs enfants vivaient au Kremlin, partageant une salle à manger et une salle de bain avec Lénine et Kroupskaya.

Natalia connut alors probablement les années les plus calmes de son existence, celles où son activité répondait le plus normalement aux aspirations de sa personne.

Puis vinrent les années de réaction bureaucratique, de lutte contre le stalinisme, au sein même de la direction soviétique. Natalia, comme toujours, soutint Trotsky à sa façon, modeste en apparence, intense dans le fond. Trotsky et Natalia quittèrent le Kremlin en 1927, après la manifestation de l'Opposition lors du 10<sup>e</sup> anniversaire d'Octobre. Alors commença pour eux la période la plus dramatique, la plus pénible de leur existence, un véritable calvaire : déportation à Alma-Ata, exil en Turquie, en France, en Norvège, puis au Mexique. Les tragédies s'accumulèrent. Mort de Nina, la plus jeune fille de Trotsky de son premier mariage. Suicide de Zina, la fille aînée de Trotsky. Nouvelle expulsion par les autorités françaises en 1934-35. Procès de Moscou des années 1936-37. Internement en Norvège par le gouvernement social-démocrate sous la pression des autorités soviétiques au cours de ces procès. Arrestation et disparition de leur fils cadet, Serge, jeune savant soviétique, qui ne s'intéressait pas à la politique. Vol des archives confiés à un institut historique à Paris. Mort de Léon Sedov dans des conditions qui ne permettent pas de douter qu'il s'agit d'un assassinat.

Ayant reçu de la part du Président Cardenas le droit d'asile au Mexique, Trotsky et Natalia y seront pourchassés par le Guépéou.

Une première tentative d'assassinat, le 24 mai 1940, dirigée par le peintre Siqueiros, avec mitraillettes et bombes incendiaires, échoua. Natalia y couvrit Trotsky de son corps. Lors du deuxième attentat quelques mois plus tard, le 20 août, où Trotsky fut assassiné par un coup de piolet de l'agent du Guépéou Mornard (Ramon Mercader), Natalia se trouvait dans une pièce voisine et recueillit Trotsky, frappé à mort, dans ses bras.

Tous ces coups reçus dans cette période d'une dizaine d'années, Trotsky y résista avec une puissance extraordinaire avant tout parce qu'à ses côtés, Natalia déploya toutes ses ressources personnelles de courage, de dévouement inébranlable à la cause de la révolution socialiste, de volonté indomptable. Elle fit preuve durant ces années d'un héroïsme d'autant plus grand qu'elle se tenait discrètement auprès de Trotsky.

Restée seule après la mort du compagnon de sa vie, Natalia, profondément affligée, comme en témoignent plusieurs photographies prises dans les années qui suivirent l'assassinat de Trotsky, continua à défendre inlassablement la mémoire de Léon Trotsky, de son fils Léon Sedov, de tous les communistes victimes de Staline, et à demander des informations sur le sort de son autre fils Serge Sedov. Par deux fois, à l'occasion des 20<sup>e</sup> et 22<sup>e</sup> Congrès du PC de l'Union

Soviétique, elle adressa des demandes directes aux autorités soviétiques pour obtenir la réhabilitation de Trotsky, de Léon Sedov, des victimes des procès de Moscou, demanda des informations sur le sort de son fils disparu, et — lors du 22<sup>e</sup> Congrès — demanda aussi la réédition des œuvres de Trotsky en U.R.S.S. Aucune de ces demandes ne reçut de réponse de la direction Khrouchtchev. Elle n'eut un témoignage sur son fils Serge qu'en 1957 de la part d'un vieux bolchévik, sorti des camps après 22 années de détention, qui l'avait rencontré en 1937 dans une prison de Moscou. Selon toute vraisemblance, il fut liquidé peu après parce qu'il refusa de figurer dans un procès contre son père.

En 1954-55, Natalia revint pour une première fois en Europe et eut la joie de trouver un mouvement trotskyste, rénové par des cadres jeunes, luttant avec dévouement pour les idées de son compagnon. Des désaccords politiques avec la IV<sup>e</sup> Internationale n'empêchèrent jamais le maintien de liens d'amitié et de rapports politiques avec celle-ci. En juin 1961, elle envoya au procès d'Amsterdam son témoignage en faveur des dirigeants de l'Internationale, Michel Pablo et Sal Santen, poursuivis pour leur aide à la Révolution algérienne.

Dans les dernières années de son existence, Natalia connut la joie de voir le mariage du petit-fils de Trotsky, Seva, et la naissance de quatre fillettes dans la famille.

En 1957, Natalia reçut de façon inattendue pour elle un visa d'entrée aux Etats-Unis, alors que deux années auparavant on ne lui avait pas permis de quitter l'aéroport de New York où elle passait en transit à l'occasion de son voyage en Europe. Les autorités américaines avaient pensé pouvoir l'utiliser : on lui demanda d'avoir une « conversation » avec un député membre de la « Commission des activités non américaines ». Comprenant qu'on lui tendait un piège, Natalia refusa une telle « conversation » : son visa fut aussitôt annulé et elle dut quitter immédiatement les Etats-Unis.

A la fin de 1960 elle revint en France, où elle se plaisait beaucoup. Sa santé avait déjà beaucoup décliné. Quelques mois plus tard, dans l'été de 1961, un nouveau coup douloureux devait encore la frapper. Natalia considérait la compagne de Léon Sedov, Jeanne Martin, comme sa propre fille et éprouvait pour elle une affection très grande, qui était d'ailleurs partagée. Natalia était venue en France, entre autre, pour la revoir. D'une façon inattendue et très brutale, la maladie emporta Jeanne Martin en moins d'un mois. Ceux qui ont approché Natalia dans cette période savent combien ce coup affecta sa santé qui périclitait de plus en plus.

Après le 22<sup>e</sup> Congrès, à la suite de la lettre qu'elle avait adressée aux autorités soviétiques, elle fut interviewée par un journaliste français le 5 novembre 1961, quelques jours avant de devoir retourner au Mexique. Mais elle tomba malade deux jours avant la date prévue pour le retour, elle dut renoncer à faire le voyage. Sa fin était désormais proche.

Clouée sur le lit depuis plusieurs semaines, elle accepta de se laisser filmer et de faire une courte déclaration enregistrée sur magnétophone, affirmant sa conviction inébranlable et la communion de vues qui unit Trotsky et elle toute leur vie dans la cause de la révolution socialiste. Quarante-huit heures plus tard, elle entraînait dans le coma.

Elle n'avait jamais cessé de suivre attentivement les luttes révolutionnaires dans le monde et appréciait particulièrement le réveil qui s'opérait dans les profondeurs de la société soviétique.

Bien que très douée littérairement, Natalia n'a écrit que fort peu. De son *Journal* on ne connaît que les extraits cités par Trotsky dans son autobiographie. Elle a fait un tableau touchant des dernières heures de Trotsky : « Comment c'est arrivé ».



## NATALIA VUE PAR TROTSKY

La personnalité de Natalia ne manquera pas d'être décrite, à l'avenir, par ceux qui l'ont connue et par ceux qui s'intéresseront à notre mouvement et à la personnalité de Léon Trotsky. Mais, au moment où Natalia disparaît, rien ne nous paraît mieux pouvoir l'évoquer que ce que Trotsky lui-même avait écrit sur elle, notamment dans ce *Journal* qu'il tint en France dans les années 1934-35 : « *Est-ce parce que mes forces sont sur le déclin, ou pour quelque autre raison, je voudrais fixer, au moins partiellement, le portrait de Natalia sur le papier* », dit-il dans ce *Journal*, où l'on trouvera les lignes suivantes :

« Je remercie chaleureusement les amis qui me sont restés loyaux à travers les heures les plus pénibles de ma vie. Je n'en nommerai aucun en particulier faute de pouvoir les nommer tous. Cependant, je me crois justifié à faire une exception pour ma compagne, Natalia Ivanovna Sedova. En plus du bonheur d'être un combattant pour la cause du socialisme, le destin m'a donné le bonheur d'être son époux. Durant les presque quarante ans de notre vie commune elle est restée une source inépuisable d'amour, de grandeur d'âme et de tendresse. Elle a subi de grandes souffrances, surtout dans la dernière période de notre vie. Mais je trouve quelque réconfort dans le fait qu'elle a connu aussi des jours de bonheur. » (Testament, Coyocan, le 27 février 1940).

« J'envie N. lorsqu'elle écoute la grande musique : par tous les pores de l'âme et du corps. N. n'est pas musicienne, mais elle est quelque chose de plus : toute sa nature est musicale, dans ses souffrances comme dans ses (rares) joies il y a toujours une profonde mélancolie qui ennoblit toutes ses émotions. Les petits faits quotidiens de la politique ne sont pas sans l'intéresser, mais elle ne les lie pas habituellement en un tableau d'ensemble. Cependant, là où la politique pénètre en profondeur et exige une réaction totale. N. trouve toujours dans sa musique intérieure la note juste. De même dans ses jugements sur les gens, et non pas seulement sous l'angle de la psychologie personnelle, mais aussi sous l'angle révolutionnaire. Le philistinisme, la vulgarité, la lâcheté n'échappent jamais à son regard, bien qu'elle soit extraordinairement indulgente à tous les petits travers humains. Les gens délicats, même les gens tout à fait « simples » — et aussi les enfants — sentent instinctivement la musicalité et la profondeur de sa nature. Quant à ceux qui sont indifférents, ou passent condescendants auprès d'elle, sans remarquer les forces cachées en elle, on peut presque toujours dire avec certitude que ce sont des gens superficiels et triviaux. » (Journal d'exil, page 71).

« Dans nul domaine N. ne peut « jouer » [un rôle]. Partout et dans toutes les conditions — toute la vie — et dans toutes les circonstances (et nous n'en avons pas peu changé) elle est restée elle-même, sans permettre aux contingences d'influer sur sa vie intérieure... » (do, page 77).

« Elle travaille trop, avec passion (comme pour tout ce qu'elle fait)... (do, page 77).

« N. et moi sommes liés depuis déjà près de trente-trois ans (un tiers de siècle !) et je suis toujours frappé, dans les heures tragiques, des réserves de sa nature (do, page 97).

« Chaque fois que N. est souffrante, j'éprouve à nouveau quelle place elle occupe dans ma vie. Elle supporte toutes les souffrances, physiques aussi bien que morales, en silence, doucement, en les gardant pour elle. En ce moment elle s'inquiète davantage de ma mauvaise santé que de la sienne propre. « Que tu te rétablisses seulement — m'a-t-elle dit aujourd'hui, au lit — il ne me faut rien de plus. » Elle prononce rarement des paroles comme celles-là. Et elle les a dites si simplement, uniment, doucement, et en même temps d'une telle profondeur, que j'en ai été bouleversé dans l'âme. » (do, page 146).

« Où prend-elle tant de concentration, d'énergie passionnée et en même temps contenue ?... Elle ne peut pas « jouer », « tenir un rôle », « imiter ». Elle éprouve tout ce qu'elle vit avec une extrême plénitude, tout en donnant à ses sentiments une expression artistique. Le secret de cet art : la profondeur, la spontanéité, la pureté achevée du sentiment. » (do, page 163).

« Jamais Natacha ne me fait de reproches, jamais, même aux heures les

plus pénibles ; pas de reproches maintenant non plus, dans ces jours les plus durs de notre vie, alors que tout se ligue contre nous... » (do, page 164).

« J'ai vécu avec N. une longue et pénible vie, mais elle n'a pas perdu la faculté de m'étonner encore par la fraîcheur, la plénitude et la qualité artistique de sa nature. » (do, page 177).

## LE SALUT DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

### Allocution du camarade Livio MAITAN aux obsèques de NATALIA

Au nom du Secrétariat International de la IV<sup>e</sup> Internationale, je salue Natalia Sedova, la compagne de Léon Trotsky, fondateur de notre mouvement.

Nous saluons cette femme courageuse et infatigable, cette femme héroïque, qui a poursuivi son combat des décennies durant, malgré les coups meurtriers que d'implacables adversaires lui ont portés.

La camarade dont nous honorons la dépouille, ce matin, représente une synthèse symbolique des vicissitudes de notre époque, du mouvement ouvrier de notre siècle. Elle a connu les années obscures de la période d'incubation du mouvement révolutionnaire avant 1905 et 1917, elle a connu les montées soudaines des masses et les premières victoires d'une portée historique, elle a pris part activement, aux côtés d'un des dirigeants les plus prestigieux, à l'événement capital qui a constitué un tournant dans l'histoire de l'humanité. Elle a connu ensuite les conflits et les contradictions propres de la société nouvelle, luttant avec nombre de militants conséquents et intrépides contre une dégénérescence qui a marqué de ses suites tragiques une longue étape du mouvement communiste. En dépit d'innombrables difficultés, elle n'hésita pas à s'engager dans un nouveau combat, souvent extrêmement pénible, sans avoir peur de miser sur des échecs lointains et de reprendre les activités modestes et obscures qu'elle avait connues dans les années de sa jeunesse.

Certains regretteront qu'elle n'ait pu assister de son vivant à la réhabilitation des victimes des procès de Moscou, à la réhabilitation « officielle » de Léon Trotsky lui-même.

Certes, nous pensons qu'on aurait dû éprouver le besoin de quelque acte de réparation partielle, que certains de ceux qui dénoncent les crimes dont Natalia a été une des victimes auraient dû lui rendre hommage sous quelque forme pendant les dernières semaines de sa vie, ne fut-ce qu'en répondant à ses lettres demandant des nouvelles de son fils disparu, ne fut-ce qu'en rétablissant pour cette combattante d'Octobre le droit à la citoyenneté soviétique.

Mais Natalia, à vrai dire, ne demandait aucune réhabilitation, estimant à juste titre que Léon Trotsky et les autres victimes de Staline n'avaient commis aucun crime, n'avaient pas été jugés par des tribunaux ou des jurys révolutionnaires dont ils auraient pu reconnaître l'autorité. Elle pensait, comme nous le pensons, qu'il ne s'agit que de dénoncer publiquement, pour ainsi dire officiellement, des falsifications abominables qui ne sauraient être effacées par le simple jeu de grotesques omissions de tel soi-disant manuel d'histoire.

Cependant, le destin n'a pas été tout de même si cruel avec notre camarade, car elle a pu voir, avant la fin de ses jours, non une restauration complète de la vérité historique et le rétablissement et un épanouissement nouveau de la démocratie soviétique, mais l'écroulement lamentable des mystifications du stalinisme. Elle a pu voir renaître, après les ténèbres staliniennes, l'intérêt pour les idées et la lutte de son compagnon, parmi des couches de jeunes militants à qui on avait prétendu imposer une exécution a priori de tout ce qui avait trait à Trotsky et à son mouvement historique.

Le salut que nous adressons à Natalia, nous le faisons au nom de tous les secteurs de notre mouvement, de tous les militants qui ont regretté sa

disparition, de l'Asie à l'Amérique latine, de l'Europe à l'Australie, au nom de plusieurs générations du mouvement ouvrier révolutionnaire, de groupes et de militants qui ont mené et mènent leur bataille dans des conditions très différentes et jusqu'ici avec des fortunes différentes. C'est au nom des vieux militants qui, déjà avant la première guerre mondiale, étaient dans le mouvement ouvrier ; au nom de ceux qui sont venus au communisme avec la Révolution russe et les luttes des années 20 ; au nom des générations qui sont arrivées à la lutte révolutionnaire pendant la deuxième guerre et la Résistance ; au nom enfin de jeunes militants des années 60 qui ne connaissent certains cauchemars que par les livres ou les vieux journaux mais qui se relient, ce qui est significatif, dans leurs couches les plus avancées, à la lutte glorieuse à laquelle la camarade Natalia a participé avec un courage et une abnégation sans défaillance.

Que tu sois saluée, Natalia, par les hommes qui t'ont connue, qui ont lutté avec toi, cela ne saurait être étonnant. Mais ce qui confirme la validité historique de la lutte pour laquelle tu as sacrifié tes affections les plus chères, tes exigences les plus élémentaires, c'est que les générations nouvelles comprennent, comme le démontre d'ailleurs la présence ici de nombreux jeunes, que les générations nouvelles se rattachent à l'orientation théorique et politique qui a été celle de ta vie de militant.

Devant le cercueil de Natalia Sedova, de la compagne fidèle de Léon Trotsky, la IV<sup>e</sup> Internationale incline aujourd'hui son drapeau.

## Les obsèques de NATALIA

Décédée à Corbeil le 23 janvier, Natalia a été incinérée au Colombarium du Père-Lachaise le 29 janvier, et ses cendres ont été transportées à Coyoacan, où elles ont été unies à celles de Léon Trotsky.

La cérémonie des obsèques au Père-Lachaise, par sa simplicité et sa grandeur, permit de rendre à Natalia l'hommage qui convenait à cette révolutionnaire héroïque, dont l'existence fut si dramatique et si exemplaire.

De six à huit cents personnes étaient venues dans cette froide matinée pour saluer une dernière fois la dévouée mortelle de Natalia.

Nombre d'entre elles attendaient à la porte d'entrée du cimetière afin d'accompagner en cortège le convoi jusqu'au Colombarium. Malgré l'interdiction de la Préfecture de police, un cortège s'organisa derrière deux drapeaux rouges (celui du P.C.I. et celui de l'ancienne section belge) et monta jusqu'au Colombarium.

De nombreuses gerbes et couronnes rouges, hommage du monde entier : la IV<sup>e</sup> Internationale, le P.C.I., les Groupes Communistes Révolutionnaires d'Italie, le Bureau latino-américain de la IV<sup>e</sup> Internationale, des amis italiens, des amis arabes..., recouvraient les marches du Colombarium.

Les présents comprenaient des amis personnels, des militants appartenant à différentes organisations, y compris des membres de Partis communistes, des personnalités, des militants d'autrefois, et aussi un nombre très important de jeunes, qui se préparaient à assurer la relève dans la lutte pour la révolution socialiste.

Le deuil était conduit par le petit-fils de Trotsky, venu de Mexico. Parmi les présents, nous avons noté : Daniel Guérin, Hespel, Michel et Louise Leiris, Maurice Jardot, Mme Marcel Martinet, le docteur Martinet, le peintre Annenkov, auteur d'un remarquable portrait de Trotsky, Hasfeld (de la librairie du Travail), Pierre de Massot, Favre-Bleibren, de « La Nouvelle Revue Marxiste », Roger Blin, Lambert, de « La Vérité », Healy, secrétaire de la Socialist Labour League, M<sup>rs</sup> Rosenthal, ancien avocat de Trotsky, le sociologue Edgar Morin, Maurice Nadeau, directeur des *Lettres Nouvelles*, Mme E. Reiss, veuve d'un révolutionnaire bolchevique assassiné par le Guépéou, Lanzmann, des *Temps Modernes*, Mme Hic, veuve de Marcel Hic, dirigeant trotskyste mort en déportation, une forte délégation du P.O.U.M. (Espagne), des camarades venus de Belgique, de Hollande, d'Italie, d'Allemagne. Depreux, secrétaire du P.S.U., s'était fait représenter ; Dommanget et Rosmer, souffrants, s'étaient excusés.

Tandis que le cercueil, porté par des camarades, entrait au Colombarium s'éleva le vieux chant révolutionnaire russe de 1905 *A la mémoire du camarade mort*.

Divers orateurs, qui tous avaient connu personnellement Natalia, prirent la parole pour rappeler sa vie, ses luttes, ses qualités, son abnégation totale pour la cause de la révolution socialiste. Ces discours ainsi que les hommages qui vinrent du monde entier seront publiés dans une plaquette consacrée à Natalia.

Dans le Colombarium prirent la parole successivement le poète André Breton, Marguerite Bonnet, professeur, qui apporta aussi le salut d'Alfred Rosmer, Pierre Naville, sociologue, Isaac Deutscher, biographe de Trotsky, Laurent Schwartz, professeur à la Sorbonne, Joseph Hansen, éditeur du « Militant » des Etats-Unis. L'incinération terminée, la foule quitta le Colombarium au chant de l'Internationale. Puis, sur le parvis du Colombarium, devant l'urne contenant les cendres de Natalia entourée des drapeaux rouges, prirent encore la parole Pierre Frank, secrétaire du P.C.I., et Livio Maitan au nom du Secrétariat International de la IV<sup>e</sup> Internationale.

La cérémonie terminée, tandis que deux gerbes étaient emportées pour être déposées au cimetière de Thiais sur la tombe de Léon Sédov, assassiné en 1938, les autres gerbes et couronnes furent transportées au Mur des Fédérés où retentit une fois encore l'Internationale.

\*

\*\*

Dans plusieurs villes (New York, Londres, Mexico, Bombay...) des meetings ont été tenus en hommage à Natalia. De nombreux pays, on nous signale des articles saluant la mémoire de Natalia.

## LA DEUXIEME DECLARATION de la HAVANE

La Deuxième Déclaration de La Havane que nous reproduisons ici, en réponse à l'appel qu'elle adresse à tous les amis de la Révolution cubaine dans le monde entier, est une preuve tangible de l'esprit révolutionnaire qui continue à animer les dirigeants, les cadres et les militants du mouvement fidéliste à Cuba, ainsi que les masses révolutionnaires de toute l'île.

Les accents « trotskystes » de cette Déclaration sont incontestables. Pour la première fois depuis la Révolution d'Octobre, voici en effet une révolution socialiste qui, ayant triomphé dans un pays, ne se cantonne pas dans l'œuvre nationale de construction économique, qui ne transforme pas les compromis passagers inévitables avec l'impérialisme en une stratégie fondée sur la « coexistence pacifique » avec ce même impérialisme, une révolution dont le chef d'Etat n'hésite pas à appeler les travailleurs, les paysans pauvres des campagnes et les ouvriers des villes, à prendre les armes et à abattre le règne des classes dominantes par la voie insurrectionnelle, révolutionnaire.

Autant la Révolution yougoslave constituait un progrès par rapport à la pratique des partis stalinien dans les Etats ouvriers nés au lendemain de la deuxième guerre mondiale, autant la Révolution cubaine ouvre maintenant des perspectives hardies qu'aucun des nouveaux Etats ouvriers n'avait osé ouvrir jusqu'ici.

Ce progrès substantiel s'explique à la fois par des causes objectives et subjectives.

Objectivement, il découle du fait que le peuple de Cuba a construit un Etat ouvrier au cœur même de la zone mondiale dominée par l'impérialisme, aux portes de la métropole impérialiste la plus puissante, celle des Etats-Unis. L'aide des autres Etats ouvriers lui a sans doute été vitale pour subsister jusqu'ici. Mais cette aide ne suffit pas, à elle seule, pour briser le blocus impérialiste, et les dirigeants de la Révolution cubaine ont absolument raison de ne pas se faire trop d'illusions quant à l'ampleur de l'assistance militaire qu'ils recevraient de la part de la bureaucratie soviétique, en cas de nouvelle agression impérialiste. C'est pourquoi la vie même les oblige à miser avant tout sur l'aide des masses laborieuses latino-américaines, à voir dans l'extension internationale de la révolution en Amérique latine le meilleur moyen de défense de la Révolution cubaine, à voir dans la constitution d'un Second Front dans les Andes la meilleure riposte à une nouvelle intervention contre-révolutionnaire de la part de l'impérialisme américain.

Subjectivement, il découle du fait que Fidel Castro et son équipe n'ont jamais été stalinien, qu'ils sont venus au marxisme d'abord, au léninisme ensuite, sur la base de leur expérience propre, et que leur pensée doctrinale est infiniment plus souple, plus vivante, plus proche des sources du marxisme révolutionnaire que les dogmes pragmatiques (et de plus en plus révisionnistes) codifiés par les groupes successifs qui dirigent la bureaucratie soviétique.

La Deuxième Déclaration de La Havane inclut quelques lacunes, notamment concernant le caractère de l'Etat qui doit naître de la victoire de la révolution, dans tous les pays d'Amérique latine et qui, d'après nous, doit être un Etat prolétarien. Mais nous serions de très mauvais révolutionnaires, en fait des sectaires incorrigibles, si, devant une révolution aussi vivante, aussi large, aussi populaire et aussi radicale que la Révolution cubaine, nous prenions prétexte de ces lacunes — secondaires parce que la *pratique* fidéliste incite les masses latino-américaines à « faire comme Fidel », c'est-à-dire à couronner la révolution par la création d'Etats ouvriers ! — pour mettre au second plan notre tâche primordiale, qui est la *défense inconditionnelle de la révolution et de l'Etat cubains prolétariens contre l'impérialisme*.

Tous ceux qui liront la Deuxième Déclaration de La Havane et qui en assimileront le message éminemment révolutionnaire, ont le devoir de tout mettre en œuvre pour *briser le blocus impérialiste*, par lequel Wall Street s'efforce d'affamer le peuple cubain, avant de déclencher contre lui un nouvel attentat militaire.

Les marxistes révolutionnaires latino-américains doivent se battre aux premiers rangs des défenseurs de la Révolution cubaine, dresser les masses de leurs pays contre la politique honteuse des gouvernements réactionnaires qui, à Punta del Este, se sont fait les complices du blocus impérialiste, exiger des gouvernements apparemment plus « souples » à l'égard de la Révolution cubaine qu'ils mettent en pratique leurs déclamations anti-impérialistes en développant leurs relations commerciales avec Cuba, en assurant un large approvisionnement en vivres de l'héroïque peuple cubain. La meilleure aide qu'ils peuvent donner à Cuba, c'est en définitive le développement efficace de la lutte révolutionnaire sur le continent, s'acheminant vers la création d'autres Etats ouvriers.

Les marxistes révolutionnaires d'Asie et d'Afrique doivent expliquer aux masses de leurs pays et aux militants des mouvements de libération nationale que le blocus impérialiste contre Cuba est un précédent extrêmement dangereux, et que, si on permettait qu'il réussisse, n'importe quel autre peuple en train de conquérir son émancipation de l'impérialisme et du capitalisme serait demain menacé du même sort. C'est pourquoi tous les révolutionnaires du monde entier doivent lutter pour la défense de Cuba.

Les marxistes révolutionnaires des pays impérialistes doivent tout mettre en œuvre pour briser l'odieuse entreprise d'affamer Cuba socialiste. Ils doivent mobiliser le mouvement ouvrier, les partis et les syndicats ouvriers de leurs pays pour qu'ils jettent tout leur poids dans la balance afin de faire échec au plan de Washington d'associer les pays de l'O.T.A.N. et tous les pays impérialistes au blocus contre Cuba. Ils doivent exiger que des relations commerciales normales soient maintenues et élargies avec la République socialiste de Cuba, que le peuple cubain reçoive toute l'aide en produits pharmaceutiques, vivres, pièces détachées, machines agricoles et équipement industriel, lui permettant de construire librement un avenir meilleur.

Les marxistes révolutionnaires et toute la gauche communiste des Etats ouvriers doivent exiger de leurs gouvernements et avant tout du gouvernement soviétique, que celui-ci augmente considérablement l'aide accordée à Cuba. Ce serait une honte que ce gouvernement, qui prétend construire le communisme dans son pays, qui distribue une aide économique importante à des potentats féodaux comme le roi d'Afghanistan ou à des bourgeois réactionnaires comme Nehru, assiste les bras croisés à la détérioration des conditions d'approvisionnement à Cuba, et cherche même à monnayer les difficultés économiques passagères de la Révolution cubaine pour... faire pression sur le prix du sucre. Les travailleurs de l'Union soviétique doivent comprendre que la Révolution cubaine est pour eux un moyen de défense et de protection contre l'impérialisme plus efficace que de nombreuses divisions blindées, et qu'en manifestant leur solidarité avec Cuba, en exigeant une aide beaucoup plus ample pour la Révolution cubaine, ils ne font que défendre leurs propres intérêts.

Telle est la réponse de la IV<sup>e</sup> Internationale à l'appel lancé par la Deuxième Déclaration de La Havane. Elle appelle tous ses militants, ses sympathisants et amis, à agir dans ce sens. Tous à l'action pour la défense de la Révolution cubaine !

## DECLARATION

Le 18 mai 1895, à la veille de mourir d'une balle espagnole dans le cœur, José Martí, apôtre de notre indépendance, dans une lettre inachevée à son ami Manuel Mercado, disait :

« Maintenant je suis capable d'écrire... Je cours chaque jour le danger de donner ma vie pour mon pays et pour l'obligation... d'empêcher à temps, grâce à l'indépendance de Cuba, que les Etats-Unis étendent leur contrôle sur les Antilles et par conséquent assujettissent avec d'autant plus de force nos pays d'Amérique. Tout ce que j'ai fait jusqu'à maintenant et tout ce que je ferai l'a été dans ce but... »

« Les personnes les plus vitalement intéressées à empêcher l'annexion impérialiste de Cuba, qui ferait de Cuba le point de départ de la course (qu'il faut bloquer et que nous bloquons de notre sang) à l'an-

nexion de nos nations américaines par le Nord brutal et violent qui les méprise, sont empêchées par des engagements de donner un appui ouvert et franc au sacrifice qui est fait pour notre profit et pour le leur.

« J'ai vécu au sein du monstre et connais ses entrailles ; et ma fronde est la fronde de David. »

En 1895, Martí soulignait déjà le danger qui planait sur l'Amérique et appelait l'impérialisme par son nom : impérialisme. Il soulignait aux peuples de l'Amérique latine que, plus que quiconque, ils étaient intéressés à ce que Cuba ne succombe à la cupidité du Yankee méprisant les peuples d'Amérique latine. Et, de son propre sang, versé pour Cuba et l'Amérique, il écrivit les mots que, de façon posthume, pour rendre hommage à sa mémoire, le peuple de Cuba met en tête de cette déclaration.

## HUMILIATION

Soixante-sept années se sont écoulées. Porto-Rico a été converti en une colonie et est toujours une colonie saturée de bases militaires. Cuba tomba aussi dans les griffes de l'impérialisme. Ses troupes occupèrent notre territoire. L'amendement Platt fut imposé à notre première Constitution, comme une clause humiliante sanctionnant l'odieux droit d'intervention étrangère. Nos richesses passèrent dans ses mains, notre histoire fut falsifiée, notre gouvernement et notre politique furent entièrement modelés dans les intérêts des contremaîtres, la nation fut soumise à 60 années d'étouffement politique, économique et culturel.

Mais Cuba se souleva. Cuba fut capable de s'arracher à la tutelle illégitime. Cuba brisa les chaînes qui liaient son sort à celui de son oppresseur impérialiste, récupéra ses richesses, régénéra son agriculture et déploya la bannière d'un Territoire et d'un Peuple Libre de l'Amérique.

Maintenant, les Etats-Unis ne seront plus jamais en état d'utiliser la force de Cuba contre l'Amérique ; mais, par contre, dominant la majorité des autres pays d'Amérique latine, les Etats-Unis s'efforcent d'utiliser la force de l'Amérique contre Cuba.

Qu'est l'histoire de Cuba si ce n'est celle de l'Amérique latine ? Et qu'est l'histoire de l'Amérique latine, si ce n'est celle de l'Asie, de l'Afrique et de l'Océanie ? Et qu'est l'histoire de tous ces peuples si ce

n'est celle de l'exploitation la plus cruelle et la plus impitoyable par l'impérialisme dans le monde ?

A la fin du siècle dernier et au début du siècle actuel, une poignée de nations économiquement développées avait terminé de partager le monde entre elles, soumettant à leur domination économique et politique les deux-tiers de l'humanité, forcés de travailler pour les classes dirigeantes des pays capitalistes économiquement avancés.

Les circonstances historiques qui permirent à certains pays européens et aux Etats-Unis d'avoir un haut niveau de développement industriel les mirent en état de soumettre le reste du monde à leur domination et à leur exploitation.

Quels furent les mobiles de l'expansion des puissances industrielles ? Etaient-ce des raisons de moralité et de civilisation comme elles le prétendent ? Non, c'étaient des raisons économiques.

Depuis la découverte de l'Amérique qui lança les conquérants européens à travers les mers pour occuper et exploiter les terres et habitants des autres continents, le mobile fondamental de leur conduite a été le désir de s'enrichir. La découverte de l'Amérique elle-même fut faite au cours de la recherche de routes plus courtes vers l'Orient dont les produits étaient payés très cher en Europe.

## LA SOIF DE L'OR

Une nouvelle classe (les marchands et les producteurs d'objets manufacturés pour le commerce) naquit au sein de la société féodale des nobles et des serfs, au déclin du Moyen Age.

La soif de l'or éperonna les efforts de cette nouvelle classe. Le désir du profit fut

le stimulant de sa conduite dans l'histoire. La manufacture et le commerce grandissant, l'influence sociale de cette classe grandit aussi. Les nouvelles forces productives qui se développaient dans le sein de la société féodale se heurtèrent de plus en plus à ses lois, ses institutions, sa philosophie, sa mo-

rale, son art et son idéologie politique.

De nouvelles idées philosophiques et politiques, de nouvelles conceptions du droit et de l'Etat furent proclamées par les intellectuels représentant la classe bourgeoise ; parce qu'elles correspondaient aux nouvelles nécessités de la vie sociale, elles entrèrent graduellement dans la conscience des masses exploitées. C'étaient alors des idées révolutionnaires opposées aux idées surannées de la société féodale. Les paysans, les artisans, les ouvriers des manufactures, dirigés par la bourgeoisie, renversèrent l'ordre féodal, sa philosophie, ses idées, ses institutions, ses lois et les privilèges de la classe dirigeante, à savoir la noblesse héréditaire.

A cette époque la bourgeoisie considérait que la révolution était nécessaire et juste. Elle ne pensait pas que l'ordre féodal pouvait être éternel, comme elle le pense maintenant de l'ordre bourgeois.

Elle encouragea les paysans à se libérer de la servitude féodale, elle encouragea les artisans contre les guildes médiévales et exigea le droit au pouvoir politique. Les rois absolus, la noblesse et le haut clergé défendirent opiniâtement leurs privilèges de classe, proclamant le droit divin des rois et l'immutabilité de l'ordre social. Etre libéral, avancer les idées de Voltaire, de Diderot ou de Jean-Jacques Rousseau, porte-parole de la philosophie bourgeoise, constituait alors aux yeux des classes dirigeantes un crime aussi grave que l'est aux yeux de la bourgeoisie aujourd'hui d'être un socialiste et d'avancer les idées de Marx, d'Engels et de Lénine.

Quand la bourgeoisie prit le pouvoir politique et établit, sur les ruines de la société féodale, son mode de production capitaliste, elle érigea sur celui-ci son Etat, ses lois, ses idées et ses institutions. Ces institutions sanctifièrent en première instance l'essence de sa domination de classe : la propriété privée.

La nouvelle société basée sur la propriété privée des moyens de production et la libre concurrence était ainsi divisée en deux classes fondamentales : l'une, celle des possédants des moyens de production, toujours plus modernes et plus efficaces ; l'autre privée de toute richesse, possédant seulement sa force de travail vendue nécessairement sur le marché comme toute autre marchandise, simplement pour pouvoir vivre.

## GUERRES IMPERIALISTES

Le monde, de dimensions limitées, étant partagé jusqu'au dernier coin de la terre, un conflit s'ensuivit entre les différentes nations monopoles et des luttes surgirent pour de nouveaux partages, provenant de la répartition disproportionnée de la puissance industrielle et économique que les diverses nations monopoles avaient atteinte dans leur développement inégal. Des guerres impérialistes éclatèrent qui coûtèrent à l'humanité 50 millions de morts, des dizaines de millions de blessés et la destruction incalculable de richesses matérielles et culturel-

Les chaînes féodales brisées, les forces productives se développèrent extraordinairement. De grandes usines surgirent dans lesquelles se trouvèrent rassemblés les ouvriers en nombre toujours croissant.

Les usines les plus modernes et techniquement les plus efficaces éliminaient continuellement du marché les concurrents les moins efficaces. Le coût de l'équipement industriel s'élevait continuellement. Il fallait accumuler de plus en plus de capital. Une partie plus grande de la production passa dans un nombre plus petit de mains. Ainsi naquirent les grandes entreprises capitalistes et plus tard, selon le degré et la nature de l'association, les grandes combinaisons industrielles, au moyen de cartels, syndicats, trusts, sociétés anonymes, contrôlées par les propriétaires de la plus grande partie des actions, c'est-à-dire par les plus puissants dirigeants de l'industrie. La libre entreprise, caractéristique du capitalisme à son premier stade, fit place aux monopoles qui s'entendirent entre eux et contrôlèrent les marchés.

D'où venaient les ressources colossales qui permirent à une poignée de monopoles d'accumuler des milliards de dollars ? Simplement de l'exploitation du travail humain. Des millions d'hommes, forcés de travailler pour un salaire assurant à peine l'existence produirent par leur travail le gigantesque capital des monopoles. Les ouvriers assurèrent les richesses des classes privilégiées, toujours plus riches, toujours plus puissantes. Par les banques, ces classes furent en état d'utiliser non seulement leur propre argent mais aussi celui de toute la société. Ainsi s'opéra la fusion des banques et de la grande industrie, donnant naissance au capital financier. Que devaient-ils faire de l'énorme surplus de capital s'accumulant en quantités toujours plus grandes ? Envahir avec lui le monde. Toujours à la recherche de profits, ils commencèrent à s'emparer des ressources naturelles de tous les pays économiquement faibles et à exploiter le travail humain de leurs habitants avec des salaires beaucoup plus misérables que ceux qu'ils devaient payer aux ouvriers de leurs pays développés. Ainsi commença la division territoriale et économique du monde. En 1914, huit ou dix pays impérialistes avaient soumis des territoires au-delà de leurs frontières couvrant plus de 83.700.000 kilomètres carrés avec une population de 970.000.000 d'habitants. Ils avaient simplement partagé le monde.

Même avant que cela ne se soit produit, Karl Marx avait écrit que « le capital est venu au monde suant le sang et la boue par tous les pores ».

Le système de production capitaliste, après avoir donné tout ce qu'il pouvait donner, devint un obstacle puissant au progrès de l'humanité. Mais la bourgeoisie, dès le début, portait en elle sa contradiction. Dans son sein se développaient de gigantesques instruments de production, mais en même temps une nouvelle force sociale vigoureuse : le prolétariat, destiné à changer le vieux

système social suranné du capitalisme pour une forme socio-économique supérieure conforme aux possibilités historiques de la société humaine, convertissant en propriété sociale ces gigantesques moyens de production que le peuple, et lui seul, avait créés et amassés par son travail. A un tel degré de développement, les forces productives rendaient totalement anachronique et désuet un régime qui défendait la propriété privée et avec elle la subordination économique de millions et de millions d'hommes aux diktats d'une petite minorité sociale.

Les intérêts de l'humanité exigeaient que soient arrêtés l'anarchie de la production, le gaspillage, les crises économiques et les guerres de rapine qui sont partie intégrante du système capitaliste. Les nécessités grandissantes de l'humanité et les possibilités de les satisfaire exigeaient un développement planifié de l'économie et l'utilisation rationnelle de ses moyens de production et de ses ressources naturelles.

Il était inévitable que l'impérialisme et le colonialisme tombent dans une profonde crise insoluble. La crise générale commença avec l'éclatement de la première guerre mondiale, avec la révolution des ouvriers et paysans qui renversa l'empire tsariste de Russie et fonda, au milieu des conditions les plus difficiles d'encerclement et d'agression capitalistes, le premier Etat socialiste dans le monde, ouvrant une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité. Depuis lors, la crise et la décomposition du système impérialiste se sont constamment aggravées.

La deuxième guerre mondiale, déclenchée par les puissances impérialistes, et dans laquelle furent entraînés l'Union soviétique et d'autres peuples criminellement envahis d'Asie et d'Europe, qui s'engagèrent dans une sanglante lutte de libération, culmina dans la défaite du nazisme, la formation du camp mondial du socialisme et la lutte des peuples coloniaux et dépendants pour leur souveraineté. De 1945 à 1957, plus de 1,2

milliard d'êtres humains ont conquis leur indépendance en Asie et en Afrique. Le sang versé par ces hommes ne le fut pas en vain. Le mouvement des peuples colonisés et dépendants est un phénomène de caractère universel qui agite le monde et marque la crise finale de l'impérialisme.

Cuba et l'Amérique latine font partie du monde. Nos problèmes font partie des problèmes engendrés par la crise générale du capitalisme et la lutte des peuples qui avaient été soumis, du conflit entre le monde qui naît et le monde qui agonise. La campagne odieuse et brutale déclenchée contre notre nation exprime l'effort aussi désespéré que futile des impérialistes pour empêcher les peuples de se libérer. Cuba heurte les impérialistes d'une façon spéciale. Que se cache-t-il derrière la haine des Yankees envers la Révolution cubaine ? Qu'est-ce qui explique rationnellement la conspiration, unissant dans le même but agressif, la puissance la plus riche et la plus forte du monde et les oligarchies de tout un continent qui, ensemble, sont supposées représenter une population de 350 millions d'hommes, contre un petit pays de seulement 7 millions d'habitants, économiquement sous-développé, sans moyens militaires ou financiers capables de menacer la sécurité ou l'économie d'aucun autre pays ? Ce qui les unit et les stimule, c'est la peur. Non la peur de Cuba, mais la peur de la Révolution latino-américaine. Non la peur des ouvriers, paysans, intellectuels, étudiants et couches progressistes des classes moyennes qui ont pris le pouvoir par des moyens révolutionnaires à Cuba, mais la peur que les ouvriers, paysans, étudiants, intellectuels et secteurs progressistes des couches moyennes prennent le pouvoir par des moyens révolutionnaires dans les pays opprimés et affamés, exploités par les monopoles yankees et les oligarchies réactionnaires d'Amérique, la peur que le peuple spolié du continent arrache les armes à ses oppresseurs et, comme Cuba, se déclare le peuple libre de l'Amérique.

## LE SPECTRE DE CUBA

En écrasant la Révolution cubaine, ils espèrent dissiper la peur qui les tourmente, le spectre de la révolution qui les menace. En liquidant la Révolution cubaine, ils espèrent liquider l'esprit révolutionnaire des peuples. Ils s'imaginent, dans leur délire, que Cuba est un exportateur de révolutions. Dans leurs cerveaux troublés de marchands et d'usuriers, se trouve l'idée que les révolutions peuvent être achetées, vendues, louées, exportées et importées tout comme une marchandise. Ignorant les lois objectives qui régissent le développement des sociétés humaines, ils croient que leurs régimes monopoles, capitalistes et semi-féodaux sont éternels. Eduqués dans leur propre idéologie réactionnaire, mélange de superstition, d'ignorance, de subjectivisme, de pragmatisme et autres aberrations mentales, ils ont une image du monde et de la marche de l'histoire conforme à leurs intérêts de classes exploiteuses.

Ils s'imaginent que les révolutions naissent ou meurent dans des cerveaux d'individus ou bien sont causées par des lois divines, les Dieux étant d'ailleurs de leur côté. Ils ont toujours pensé de cette manière, que ce soit les patriciens païens et dévots de la société esclavagiste romaine qui jetaient les premiers chrétiens aux lions dans le cirque, les inquisiteurs du Moyen-Age qui, gardiens du féodalisme et de la monarchie absolue, brûlaient sur le bûcher les premiers représentants de la pensée libérale de la bourgeoisie naissante, ou les évêques d'aujourd'hui qui lancent l'anathème contre les révolutions prolétariennes en défense du régime bourgeois et monopoleur.

Toutes les classes réactionnaires à toutes les époques historiques ont, quand l'antagonisme entre exploités et exploités atteignait un paroxysme, présageant l'arrivée d'un nouveau régime social, dirigé les pires

armes de la calomnie et de la répression contre leurs adversaires. Les premiers chrétiens furent conduits au martyre sous l'accusation d'avoir incendié Rome et de sacrifier leurs enfants sur leurs autels. Des philosophes comme Giordano Bruno, des réformateurs comme Huss, des milliers d'autres non-conformistes à l'ordre féodal, furent accusés d'hérésie et envoyés au bûcher par les inquisiteurs.

Aujourd'hui, la persécution fait rage contre les militants prolétariens, et ce crime provoque les pires calomnies de la presse

## LA MARCHÉ DE L'HUMANITE

Mais le développement de l'histoire, la marche ascendante de l'humanité, ne s'arrête pas et ne peut être arrêtée. Les forces animant les masses qui font réellement l'histoire, déterminée par les conditions matérielles de leur existence et des aspirations à des objectifs plus élevés de bien-être et de liberté, qui émergent quand les progrès de l'homme dans les domaines de la science, de la technique et de la culture les rendent possibles, sont supérieures à la volonté et à la terreur déchaînée par les oligarchies régnautes.

Les conditions subjectives de chaque pays, c'est-à-dire le facteur conscient, l'organisation, la direction, peuvent accélérer ou retarder la révolution, suivant le plus ou moins grand degré de développement, mais tôt ou tard, à chaque époque historique, quand les conditions objectives mûrissent, la conscience s'acquiert, la direction émerge et la révolution se produit.

Que ceci se fasse pacifiquement ou dans les douleurs ne dépend pas des révolutionnaires, mais des forces réactionnaires de la vieille société, qui résistent à la naissance de la nouvelle société engendrée par les contradictions portées dans le sein de la vieille société. Dans l'histoire, le révolutionnaire est comme le docteur qui assiste à la naissance d'une nouvelle vie. Il n'emploie pas nécessairement les instruments de force, mais il les utilisera sans hésiter s'il faut aider la naissance. Une naissance qui apporte aux masses asservies et exploitées l'espoir d'une vie nouvelle, meilleure.

Dans nombre de pays d'Amérique latine, la révolution est aujourd'hui inévitable. Ce fait n'est pas déterminé par le vouloir de personne. Il est déterminé par les horribles conditions d'exploitation dans lesquelles vit l'homme d'Amérique, par le développement de la conscience révolutionnaire des masses, la crise de l'impérialisme et le mouvement universel de lutte des peuples asservis.

L'anxiété ressentie aujourd'hui est un symptôme indubitable de rébellion. Les tréfonds mêmes du continent sont puissamment ébranlés, de ce continent qui a connu quatre siècles d'esclavage, de semi-esclavage, d'exploitation féodale, en commençant par ses habitants autochtones et les esclaves importés d'Afrique, jusqu'aux noyaux des nationalités qui émergèrent plus tard : blancs, noirs, mulâtres, métis et Indiens, qui sont

monopoleuse et bourgeoise. Toujours, à chaque époque historique, les classes dirigeantes ont assassiné, invoquant la défense de la société, du pays, de l'ordre, pour défendre les minorités privilégiées contre les majorités exploitées : « leur domination de classe » maintenue par le sang et le feu contre ceux qui n'ont rien ; « le pays » dont eux seuls jouissent des fruits, dépouillant les autres de ces fruits — afin de réprimer les révolutionnaires qui aspirent à une société nouvelle, à un ordre juste, à un pays vraiment pour tous.

devenus des frères sous le mépris, l'humiliation et le joug yankee, des frères dans leur espoir d'un avenir meilleur.

Les peuples d'Amérique se libèrent du colonialisme espagnol au début du siècle dernier, mais pas de l'exploitation. Les propriétaires fonciers féodaux assumèrent l'autorité des dirigeants espagnols ; les Indiens restèrent dans leur pénible servitude ; l'homme d'Amérique latine continua, sous une forme ou une autre, à être un esclave, et les plus minimes espoirs du peuple cédèrent devant la puissance des oligarchies et le joug du capital étranger. Telle est la vérité de l'Amérique, avec des nuances et des variations diverses. Aujourd'hui, l'Amérique latine est écrasée par un impérialisme plus féroce, plus cruel et plus puissant que l'empire colonial espagnol.

Devant la réalité objective et la révolution latino-américaine historiquement inexorable, quelle est l'attitude de l'impérialisme yankee ? Il se prépare à mener une guerre coloniale contre les peuples d'Amérique latine. Il crée un appareil de force, des prétextes politiques et des instruments pseudo-légaux souscrits par les oligarchies réactionnaires pour réprimer par le fer et par le feu la lutte des peuples d'Amérique latine.

L'intervention du gouvernement des Etats-Unis dans la politique intérieure des pays d'Amérique latine est devenue de plus en plus ouverte et effrénée.

Par exemple, le Conseil de Défense inter-américain a été et est le nid où sont formés les officiers les plus réactionnaires et les plus pro-yankees des armées latino-américaines pour être utilisés plus tard comme troupes de choc au service des monopoles.

Les missions militaires nord-américaines forment un appareil permanent d'espionnage dans chaque nation, et sont reliés directement à la Central Intelligence Agency, inculquant à ces officiers les sentiments les plus réactionnaires et cherchant à convertir les armées en instruments de ses propres intérêts économiques et politiques.

A présent, dans la zone du canal de Panama, le haut commandement nord-américain a organisé des cours spéciaux pour former des officiers latino-américains destinés à combattre les guerillas révolutionnaires, en vue de réprimer l'action armée des masses paysannes contre l'exploitation féodale à laquelle elles sont soumises.

Aux Etats-Unis même, la C.I.A. a organisé des écoles spéciales pour former des agents latino-américains aux formes les plus subtiles d'assassinat ; dans les services militaires yankees, la liquidation physique des leaders anti-impérialistes est une politique admise.

Il est notoire que les ambassades yankees dans les différents pays latino-américains or-

ganisent, instruisent et équipent des bandes fascistes pour semer la terreur et attaquer les organisations ouvrières, estudiantines et intellectuelles. Ces bandes, qui recrutent les fils de l'oligarchie, les lumpen et les gens du plus bas caractère moral, ont déjà perpétré une série d'actes agressifs contre les mouvements de masse.

## SAINT-DOMINGUE

Rien n'est plus évident et dépourvu d'équivoque quant aux intentions de l'impérialisme que sa conduite récente dans les événements de Saint-Domingue. Sans aucune sorte de justification, sans même faire usage de relations diplomatiques avec cette République, les Etats-Unis, après avoir mis en place leurs navires de guerre devant la capitale dominicaine, ont déclaré avec leur arrogance habituelle, que, si le gouvernement de Balaguer demandait une aide militaire, des troupes débarqueraient à Saint-Domingue contre le soulèvement du peuple dominicain. Que le pouvoir de Balaguer soit tout à fait illégitime, que chaque Etat souverain d'Amérique latine ait le droit de résoudre ses problèmes intérieurs sans intervention étrangère, qu'il existe des règles internationales et une opinion mondiale, qu'il existe même l'O.A.S. (Organisation des Etats Américains), tout cela ne compte pas du tout dans les considérations des Etats-Unis.

Ce qui compte, ce fut son dessein d'arrêter la révolution dominicaine, de rétablir sa politique odieuse, de débarquer des « marines » sans autre base ou préalable pour établir cette nouvelle conception de pirate de la loi que la simple demande d'un dirigeant tyrannique, illégitime, faisant face à une crise. La signification de cet acte ne saurait échapper aux peuples d'Amérique latine. En Amérique latine, il y a plus d'un dirigeant qui est prêt à utiliser les troupes yankees contre son propre peuple quand il se trouve en crise.

La politique avouée de l'impérialisme nord-américain d'envoyer des soldats pour combattre le mouvement révolutionnaire de tout pays d'Amérique latine, c'est-à-dire de tuer des ouvriers, des paysans, des étudiants, des hommes et des femmes d'Amérique latine, n'a d'autre objectif que le maintien de ses intérêts monopoleurs et les privilèges des oligarchies traîtresses qui le soutiennent.

On peut voir maintenant clairement que les pactes militaires signés par le gouvernement des Etats-Unis avec des gouvernements latino-américains — des pactes souvent secrets et toujours dans le dos des peuples — invoquant des dangers étrangers hypothétiques que personne n'a vu nulle part, ont pour seul et unique objet d'empêcher les luttes des peuples. Ce sont des pactes contre les peuples, contre le seul danger, le danger indigène du mouvement de libération qui mettrait en péril les intérêts yankees. Ce n'est pas sans raison que les peuples se demandent : pourquoi tant d'accords militaires ? Pourquoi l'envoi d'armes qui, bien que techniquement démodées pour des guer-

res modernes, sont cependant suffisantes pour briser des grèves, réprimer des manifestations populaires, couvrir les pays de sang ? Pourquoi les missions militaires, le pacte de Rio de Janeiro, et les mille et une conférences internationales ?

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les nations latino-américaines ont été de plus en plus appauvries, leurs exportations ont de moins en moins de valeur, leurs importations coûtent davantage, le revenu par tête tombe, l'effrayant taux de mortalité infantile ne diminue pas, le nombre des illettrés s'élève, les gens manquent de travail, de terre, de logements appropriés, d'écoles, d'hôpitaux, de moyens de communication et de moyens d'existence. D'autre part, les investissements nord-américains dépassent dix milliards de dollars. En outre, l'Amérique latine fournit des matières premières bon marché et achète des objets finis coûteux. Les premiers conquérants espagnols troquaient des miroirs et des colifichets contre de l'or et de l'argent ; c'est ainsi que les Etats-Unis commercent avec l'Amérique latine. Conserver ce torrent de richesses, acquérir toujours plus de contrôle sur les ressources de l'Amérique latine et exploiter ses peuples souffrants, c'est ce qui se cache derrière les pactes militaires, les missions militaires et les pressions diplomatiques de Washington.

Cette politique d'étranglement graduel de la souveraineté des nations latino-américaines et de liberté d'intervention dans leurs affaires intérieures a culminé à la récente réunion des ministres des Affaires étrangères à Punta del Este. L'impérialisme yankee a rassemblé les ministres pour leur arracher — par une pression politique et un chantage économique sans précédent, en collusion avec un groupe de dirigeants les plus discrédités de ce continent — la renonciation à la souveraineté nationale de nos peuples et la consécration de l'odieux droit yankee d'intervention dans les affaires intérieures de l'Amérique latine, la soumission totale des peuples à la volonté des Etats-Unis de l'Amérique du nord, contre laquelle avaient combattu tous nos grands hommes, de Bolivar à Sandino. Ni le gouvernement des Etats-Unis, ni les représentants des oligarchies exploiteuses, ni la grande presse réactionnaire, à la solde des monopoles et des seigneurs féodaux, ne le dissimulèrent ; ils demandaient ouvertement des accords qui constituaient la suppression formelle du droit d'auto-détermination de nos peuples, annulé d'un coup de plume par la conspiration la plus infâme dans la mémoire de ce continent.

## ACHAT DE VOTES

Les portes fermées, dans des réunions difficiles où le ministre yankee des Colonies consacra des journées entières à vaincre la résistance et les scrupules de quelques ministres, faisant entrer en jeu les millions de la trésorerie yankee dans un marchandage avéré de votes, une poignée de représentants des oligarchies de pays qui, au total, font à peine le tiers de la population du continent, ont imposé des accords qui servent au maître yankee, sur un plat d'argent, le premier de nos principes qui a coûté le sang de tous nos pays depuis les guerres d'indépendance. Le caractère à la Fyrrhus de ces réalisations tristes et frauduleuses de l'impérialisme, sa faillite morale, l'unanimité brisée et le scandale universel ne diminuent pas le grave danger que des accords imposés à un tel prix ont rapproché des peuples d'Amérique latine. A ce conclave de malheur, la voix puissante de Cuba fut élevée sans faiblesse ni crainte, accusant devant tous les peuples d'Amérique et du monde la tentative monstrueuse, défendant avec une virilité et une dignité qui resteront dans les annales de l'Histoire, non seulement les droits de Cuba, mais aussi les droits abandonnés de toutes nos nations sœurs du continent américain. La parole de Cuba ne put trouver un écho dans cette majorité brisée, mais elle ne put non plus y être réfutée. Seul un silence impuissant répondit à ces arguments destructeurs, à la clarté et au courage de ces propos. Mais Cuba ne parlait pas à destination des ministres ; Cuba parlait pour les peuples et pour l'Histoire, où ses paroles auront un écho et trouveront une réponse.

A Punta del Este se livra une grande bataille idéologique entre la Révolution cu-

## DES METHODES HONTEUSES

Les accords obtenus par les Etats-Unis au moyen de méthodes si honteuses que le monde entier les critiqua ne diminuent pas, mais augmentent, la moralité et la force de raison de la position de Cuba qui dénonce la vente et la trahison des intérêts nationaux par les oligarchies et montre aux peuples la voie de la libération. Ils révèlent la corruption des classes exploiteuses dont les représentants parlèrent à Punta del Este. L'O.A.S. se révéla pour ce qu'elle est réellement : un ministère yankee des Colonies, une alliance militaire, un appareil de répression contre le mouvement de libération des peuples latino-américains.

Cuba a vécu trois années de révolution, constamment harassé par l'intervention yankee dans nos affaires intérieures. Des avions-pirates venant des Etats-Unis, jetant des substances incendiaires, ont brûlé des millions d'arobas (1) de cannes à sucre ; des actes de sabotage international perpé-

baine et l'impérialisme yankee. Qui représentaient-ils là, pour qui ont-ils chacun parlé ? Cuba représentait les peuples, les Etats-Unis représentaient les monopoles. Cuba parlait pour les masses exploitées d'Amérique, les Etats-Unis pour les intérêts des exploités, de l'oligarchie et de l'impérialisme. Cuba pour la souveraineté, les Etats-Unis pour l'intervention. Cuba pour la nationalisation des entreprises étrangères, les Etats-Unis pour de nouveaux investissements de capitaux étrangers. Cuba pour la culture, les Etats-Unis pour l'ignorance. Cuba pour la réforme agraire, les Etats-Unis pour les grandes propriétés foncières. Cuba pour l'industrialisation de l'Amérique, les Etats-Unis pour le sous-développement. Cuba pour le travail créateur, les Etats-Unis pour le sabotage et la terreur contre-révolutionnaire pratiqués par ses agents (destruction de champs et d'usines de cannes à sucre, bombardement par ses avions-pirates du travail d'un peuple pacifique). Cuba pour les victimes, les Etats-Unis pour les assassins. Cuba pour le pain, les Etats-Unis pour la faim. Cuba pour l'égalité, les Etats-Unis pour les privilèges et la discrimination. Cuba pour la vérité, les Etats-Unis pour le mensonge. Cuba pour la liberté, les Etats-Unis pour l'oppression. Cuba pour un brillant avenir de l'humanité, les Etats-Unis pour le passé sans espoir. Cuba pour les héros qui tombèrent à Giron afin de sauver le pays de la domination étrangère, les Etats-Unis pour les mercenaires et les traîtres qui servent l'étranger contre leur pays. Cuba pour la paix entre les peuples, les Etats-Unis pour l'agression et la guerre. Cuba pour le socialisme, les Etats-Unis pour le capitalisme.

trés par des agents yankees, comme l'explosion du bateau « La Coubre », ont coûté des dizaines de vies cubaines ; des milliers d'armes nord-américaines ont été lancées par parachutes par les services de l'armée des Etats-Unis sur notre territoire pour promouvoir la subversion ; des centaines de tonnes de matériaux explosifs et de bombes ont été secrètement débarquées sur nos côtes par des bateaux nord-américains pour faire du sabotage et du terrorisme ; un cuvier cubain a été torturé à la base navale de Guantanamo et tué, sans aucun procès avant, ni explication ensuite ; notre quota de sucre a été soudainement réduit et un embargo proclamé sur les pièces et matières premières pour les usines et l'outillage de construction nord-américaine, afin de ruiner notre économie. Les ports et installations cubains ont été attaqués par surprise par des navires armés et des bombardiers à partir de bases préparées par les Etats-Unis. Des troupes mercenaires, organisées et entraînées en Amérique centrale par le même gouvernement ont, comme en temps de guerre, envahi notre territoire, escortées par des navires de

la flotte yankee et avec un soutien aérien de bases étrangères, causant beaucoup de pertes en vies humaines ainsi qu'en richesses matérielles ; des contre-révolutionnaires cubains sont entraînés dans l'armée des U.S.A. et de nouveaux plans d'agression contre Cuba sont dressés. Tout ceci s'est produit sans interruption depuis trois ans, sous les yeux de tout le continent, et l'O.A.S. n'en savait rien.

Les ministres se rencontrent à Punta del Este et ne disent rien au gouvernement des U.S.A. ni aux gouvernements qui sont les complices matériels de ces agressions ; ils expulsent Cuba, la victime latino-américaine, la nation blessée.

Les Etats-Unis ont passé des pactes militaires avec des nations de tous les continents ; des blocs militaires avec n'importe

quel gouvernement fasciste, militariste ou réactionnaire dans le monde : O.T.A.N., S.E.A.T.O et C.E.N.T.O, auxquels il faut maintenant ajouter l'O.A.S. ; ils interviennent au Laos, au Vietnam, en Corée, à Formose, à Berlin. Ils envoient ouvertement des navires à Saint-Domingue pour y imposer leur loi, leur volonté, et ils annoncent leur proposition d'utiliser leurs alliés de l'O.T.A.N. pour stopper le commerce avec Cuba. Et l'O.A.S. ne sait rien ! Les ministres se rencontrent et expulsent Cuba qui n'a pas de pacte militaire avec un pays quelconque. Ainsi le gouvernement qui organise la subversion dans le monde et forge des alliances militaires dans quatre continents, impose l'expulsion de Cuba, ne l'accusant pas moins de subversion et de liens extérieurs au continent.

## LE DOSSIER DE CUBA

Cuba, la nation latino-américaine qui a rendu propriétaires de terre plus de 100.000 petits fermiers, assuré du travail toute l'année sur les fermes d'Etat et les coopératives à tous les ouvriers agricoles, transformé les forts en écoles, donné 700.000 bourses à des étudiants d'universités, d'écoles secondaires et techniques, créé des salles de lecture pour toute la population infantile, liquidé totalement l'analphabétisme, quadruplé les services médicaux, nationalisé les intérêts étrangers, supprimé le système abusif qui transformait l'habitation en un moyen d'exploitation du peuple, éliminé virtuellement le chômage, supprimé la discrimination suivant la race ou le sexe, débarrassé le pays du jeu, du vice et de la corruption administrative, armé le peuple, fait de la jouissance des droits de l'homme et la femme de l'exploitation, du manque de culture et de l'inégalité sociale ; Cuba qui s'est libéré de la tutelle étrangère, qui a acquis une complète souveraineté, établi les bases pour le développement de l'économie afin de ne plus être un pays de monoculture exportant seulement des matières premières, Cuba est expulsé de l'Organisation des Etats Américains par des gouvernements qui n'ont pas réalisé pour leurs peuples un seul de ces objectifs. Comment pourraient-ils justifier leur conduite devant les peuples d'Amérique et du monde ? Comment pourraient-ils nier que, dans leur conception, une politique de terre, de pain, de travail, de santé, de liberté, d'égalité et de culture, de développement accéléré de l'économie, de dignité nationale, de totale auto-détermination et de souveraineté, est incompatible avec l'hémisphère américain ?

Les peuples pensent très différemment, ils pensent que la seule chose incompatible avec la destinée de l'Amérique latine est la misère, l'exploitation féodale, l'analphabétisme, les salaires de famine, le chômage, la politique de répression contre les masses d'ouvriers, de paysans et d'étudiants, la discrimination envers les femmes, les Noirs, les Indiens, les métis, l'oppression par les oligarchies, le pillage de leurs richesses par les monopoles yankees, la stagnation morale de leurs in-

tellectuels et artistes, la ruine des petits producteurs par la concurrence étrangère, le sous-développement économique, les gens sans rues, sans hôpitaux, sans logements, sans écoles, sans industries, la soumission à l'impérialisme, la renonciation à la souveraineté nationale, et la trahison de leur pays.

Comment les impérialistes peuvent-ils faire comprendre leur conduite et leur attitude de condamnation de Cuba ? Avec quels mots, quels arguments, vont-ils s'adresser à ceux que, tout en les exploitant, ils ont ignorés si longtemps ?

Ceux qui étudient les problèmes de l'Amérique sont habitués à demander : quel pays s'est donné pour objet de remédier à la situation de l'oisif, du pauvre, des Indiens, des Noirs et des enfants impuissants, ce nombre énorme d'enfants : 30 millions en 1960 (qui seront 50 millions dans huit autres années) ? Oui, qui ? Quel pays ?

Trente-deux millions d'Indiens, comme les Andes, constituent l'épine dorsale de tout le continent américain. Il est clair, pour ceux qui considèrent l'Indien plus comme une chose que comme une personne, que cette masse humaine ne compte pas, ne comptait pas et, pensent-ils, ne comptera jamais. Bien sûr, ils étaient considérés comme une force brute de travail, il fallait les employer comme le joug d'un bœuf ou un tracteur.

Comment peut-on croire à un profit quelconque de quelque Alliance pour le Progrès avec l'impérialisme, quand, sous sa sainte protection, ses meurtres, ses persécutions, les indigènes du sud du continent, tels ceux de Patagonie, vivent encore sous la tente, comme leurs ancêtres il y a près de 500 ans quand l'Amérique fut découverte ? Où sont ces grandes races qui peuplèrent le nord de l'Argentine, le Paraguay, la Bolivie, tels les Guaranis qui furent sauvagement décimés, chassés comme des animaux, et enterrés dans les profondeurs de la jungle ? Où est le réservoir de race indigène — dont l'extinction est continuellement accélérée — qui aurait pu servir de base pour une grande civilisation américaine ? A travers les marécages du Paraguay et les tristes hauteurs

(1) un arroba : 11,5 kg.

de Bolivie, très profondément en elle-même, l'Amérique a poussé ces races primitives, mélancoliques, violentées par l'alcool et les narcotiques auxquels elles se sont adonnées afin au moins de survivre aux conditions sous-humaines (non seulement de nutrition) dans lesquelles elles vivent. Où une chaîne de mains se tend-elle presque en vain à travers les siècles ? Par-dessus les sommets et les pentes des Andes, le long des grandes rivières et des forêts ombragées, elle se tend, unissant leurs misères à celles d'autres, périssant lentement, depuis les tribus brésiliennes et du nord du continent, et des côtes, jusqu'aux confins les plus incroyables et les plus sauvages de la jungle de l'Amazonie et les chaînes de montagnes de Perija, avec une certaine de milliers d'indigents du Venezuela, et les Vapicharnas isolés, maintenant presque définitivement perdus pour la race humaine, qui attendent leur fin. Oui, à tous ces 32 millions d'Indiens qui s'étendent des frontières des Etats-Unis jusqu'aux limites de l'hémisphère sud, et aux 45 millions de métis qui, pour la plupart, diffèrent

## « L'ALLIANCE » POUR LES NOIRS ?

Et pour le Noir ? Quelle « alliance » peut offrir le système de lynchage et d'exclusion brutale des Noirs, aux 15 millions de Noirs et aux 14 millions de mulâtres de l'Amérique latine, qui savent avec horreur et colère que leurs frères dans le Nord ne peuvent voyager dans le même compartiment que leurs compatriotes blancs, ni suivre les mêmes écoles, ni même mourir dans les mêmes hôpitaux ?

Comment ces groupes raciaux déshérités pourraient-ils croire en cet impérialisme, à ses bénéfices ou à une quelconque « alliance » avec lui (qui ne soit pas pour les lyncher ou les exploiter comme des esclaves) ? Ces masses à qui on n'a pas permis de jouir même modestement de quelque bienfait culturel, social ou professionnel, qui, bien qu'elles soient la majorité ou des millions, sont maltraitées par les impérialistes en vêtements du Ku-Klux-Klan, parquées dans les quartiers les plus insalubres, dans les habitations les moins confortables construites expressément pour elles, contraintes aux occupations les plus basses, au travail le plus dur et aux professions les moins lucratives. Elles ne peuvent penser atteindre les universités, les académies avancées et les écoles privées.

Quelle Alliance pour le Progrès peut servir d'encouragement à ces 107 millions d'hommes et de femmes de notre Amérique, épine dorsale du travail dans les villes et les champs, dont la peau sombre (noir, métis, mulâtre, Indien) inspire le mépris aux nouveaux impérialistes ? Comment eux, qui ont vu avec une impuissance amère à Panama qu'il y a une échelle de salaires pour les Yankees et une autre pour les Panaméens considérés comme une race inférieure, feraient-ils confiance à cette prétendue Alliance ?

peu des Indiens, à tous ces indigènes, à ce formidable réservoir de travail dont les droits ont été piétinés, que peut leur offrir l'impérialisme ? Comment ces hommes, si longtemps ignorés, pourraient-ils croire qu'un avantage peut leur venir de ces mains tachées de sang ?

Des tribus entières vivent nues, d'autres sont réputées cannibales, d'autres voient leurs membres mourir comme des mouches à leur premier contact avec la civilisation conquérante, d'autres sont bannies, c'est-à-dire chassées de leurs terres, obligées de vivre dans la jungle, les montagnes ou très loin des prairies, là où ne pénètre pas la plus minime parcelle de culture, de lumière, de pain, de quoi que ce soit.

A quelle « alliance » — autre que celle de leur propre extermination plus rapide — pourraient croire ces races indigènes, ces races qui ont été fouettées pendant des siècles, abattues pour que l'on prenne leurs terres, battues à mort par milliers parce qu'elles ne travaillaient pas plus vite pour l'impérialisme ?

Que peuvent espérer les ouvriers avec leurs salaires de famine, les travaux les plus durs, les conditions les plus misérables, le manque de nourriture, la maladie et tous les maux qu'engendre la misère ?

Quels mots peut-on dire, quels profits les impérialistes peuvent-ils offrir aux mineurs de cuivre, d'étain, de fer, de charbon, qui crachent leurs poumons pour le profit d'impitoyables maîtres étrangers, aux pères et fils des bûcherons et des travailleurs des plantations de caoutchouc, des plantations de fruits, des entreprises de café et de sucre, aux peons des pampas et des plaines qui, avec leur santé et leur vie, amassent les fortunes des exploitateurs ?

Que peuvent espérer ces vastes masses qui produisent la richesse, les valeurs, qui aident à créer un monde nouveau en tous lieux ? Que peuvent-elles espérer de l'impérialisme, de sa bouche avide, de sa main cupide, que la misère, la destitution la plus absolue et la mort, même pas enregistrée à la fin ?

Cette classe qui a changé le cours de l'Histoire, qui en d'autres lieux a révolutionné le monde, qui est l'avant-garde de tous les humbles et de tous les exploités, que peut-elle espérer de l'impérialisme, son ennemi le plus irréconciliable ?

Et aux instituteurs, professeurs, professions libérales, intellectuels, poètes et artistes, que peut offrir l'impérialisme ? Quelle sorte de bienfaits, quelle chance d'une vie meilleure et plus équitable, quel objectif, quelle cause, quel désir d'exceller, d'acquiescer une maîtrise au delà des simples premiers pas, à ceux qui accordent leurs soins aux générations d'enfants et de jeunes êtres dont l'impérialisme plus tard se repaîtra ? Que peut-il offrir à ces êtres qui vivent des salaires les plus dégradants dans la plupart

des pays, qui presque partout souffrent de restrictions dans leurs droits d'expression politique et sociale, dont l'avenir économique ne dépasse pas les simples limites de leurs ressources branlantes, qui sont enfermés dans une vie sombre, sans perspective, se

terminant par une pension qui n'atteint pas même la moitié du coût de l'existence ? Quels « bienfaits », ou quelles « alliances » l'impérialisme peut-il leur offrir à l'exception de ceux qui se tournent à son complet avantage ?

## LA PENSEE ASSERVIE

Si l'impérialisme fournit des sources d'aide aux professions, aux arts, aux publications, il est toujours entendu que leurs produits doivent refléter ses intérêts, ses buts et son « insignifiance ». Les romans qui essaient de refléter la réalité du monde et les actes rapaces de l'impérialisme ; les poèmes aspirant à traduire les protestations contre l'asservissement, son interférence dans la vie, la pensée, le corps même des nations et des peuples ; les arts qui, dans leur expression, s'efforcent de saisir les formes et le contenu de l'agression de l'impérialisme et sa pression constante sur tout être progressiste et sur tout ce qui est révolutionnaire, qui enseigne, qui essaie en toute lumière et conscience, avec clarté et beauté, de guider les hommes et les peuples vers de meilleurs destins, aux plus hauts sommets de la vie et de la justice — tous se heurtent à la plus sévère censure de l'impérialisme. Ils se heurtent à des obstacles, à la condamnation et aux persécutions maccarthystes. Leurs imprimeries sont fermées, leurs noms rayés des colonnes, et une campagne du plus atroce silence est imposée contre eux — ce qui est une autre contradiction de l'impérialisme. Car c'est alors que l'écrivain, le poète, le peintre, le sculpteur, le savant, commencent vraiment à vivre dans la langue du peuple dans le cœur de millions d'hommes à travers le monde. L'impérialisme fait reculer tout, déforme tout, détourne tout dans ses canaux pour le profit, pour multiplier les dollars, achetant des paroles ou des peintures ou réduisant au silence l'expression de révolutionnaires,

de progressistes, de ceux qui luttent pour le peuple et ses besoins.

Nous ne pouvons oublier, dans ce triste tableau, les enfants sous-privilegiés, négligés, les enfants sans avenir de l'Amérique.

L'Amérique, un continent avec un taux de naissance élevé, a aussi un taux de mortalité élevé. La mortalité des enfants, au-dessous d'un an, dans onze pays, il y a quelques années, était supérieure à 125 pour mille, dans 17 autres à 90. D'autre part, dans 102 pays du monde, le taux est de 51. En Amérique latine, il meurt donc, tristement négligés, 74 enfants pour mille dans la première année qui suit la naissance. Dans quelques régions d'Amérique latine, ce taux atteint 300 pour mille ; des milliers et des milliers d'enfants jusqu'à l'âge de sept ans meurent en Amérique de maladies incroyables : diarrhées, pneumonies, malnutrition, faim. Des milliers et des milliers sont malades, sans traitement hospitalier, sans médicaments ; des milliers et des milliers vivent, victimes de crétinisme endémique, de malaria, du trachome et d'autres maladies causées par la contamination, le manque d'eau et d'autres nécessités. Les maladies de cette nature sont une entrave dans ces pays d'Amérique latine où des milliers et des milliers d'enfants souffrent, enfants de déclassés, de pauvres et de la petite bourgeoisie à la vie rude et aux moyens précaires. Les statistiques qui sont superflues glacent le sang. Toute publication officielle des organisations internationales en fournit par centaines.

## UNE MASSE D'ILLETRES

En ce qui concerne l'éducation, on ne peut que s'indigner rien qu'à penser à ce qui manque à l'Amérique sur le plan culturel. Tandis que les Etats-Unis accordent huit ou neuf ans d'études à ceux qui ont 15 ans et plus, l'Amérique latine, pillée et paupérisée par les U.S.A., à un niveau de moins d'une année admise d'école pour le même âge.

On est encore plus indigné d'apprendre que, sur les enfants compris entre 5 et 14 ans, 20 % seulement sont inscrits dans quelques pays, et, dans les meilleurs cas, 60 %. C'est dire que plus de la moitié des enfants d'Amérique latine ne va pas à l'école. On souffre encore plus quand on apprend que dans les trois premières classes ne vont pas plus de 80 % de ceux qui sont inscrits, et

que dans la sixième classe l'inscription varie entre 6 et 22 élèves sur cent qui ont suivi la première classe. Même dans ces pays qui croient avoir pris soin de leurs enfants, les élèves diminuent de la première à la sixième classe en moyenne de 73 %. A Cuba, avant la révolution, ce chiffre était de 74 %. En Colombie, la « démocratie représentative », il est de 78 %. Et si l'on regarde de près ce qui se passe dans les campagnes, seulement un pour cent des enfants arrive à la cinquième classe dans le meilleur cas.

Une seule cause suffit à expliquer cet absentéisme désastreux : l'économie de la misère. Manque d'écoles, de maîtres, de ressources familiales, main-d'œuvre infantile. En dernière analyse, c'est l'impérialisme et l'oppression et le retard qu'il produit.

Pour résumer ce cauchemar que l'Amérique a vécu d'un bout à l'autre, sur ce continent de près de 200 millions d'êtres humains, les deux tiers sont des Indiens, des métis, des Nègres, des « discriminés » ; sur ce continent de semi-colonies, environ quatre personnes meurent chaque minute, de faim, de maladies curables, ou avant l'âge, soit 5.500 par jour, deux millions par an, dix millions tous les cinq ans. On pourrait aisément éviter ces morts, mais elles se produisent tout de même. Les deux tiers de la population latino-américaine ont une vie brève, sous la menace constante de la mort. Un holocauste de vies qui en quinze années a causé deux fois le nombre de morts de la première guerre mondiale et qui continue. Entre temps, d'Amérique latine s'écoule un torrent continu d'argent vers les Etats-Unis, environ 4.000 dollars par minute, 5 millions par jour, 2 milliards par an, dix milliards tous les cinq ans. Pour chaque millier de dollars qui nous quitte il reste un cadavre. C'est le prix de ce qu'on appelle l'impérialisme ! Un millier de dollar par mort, quatre fois par minute !

Mais pourquoi se sont-ils réunis à Punta

## UNE FORCE DE REPRESSION

Un comité de surveillance ayant des pouvoirs exécutifs dans le Conseil de Défense Inter-Américain, signifie une force de répression continentale contre les peuples, aux ordres du Pentagone. Des mesures collectives, c'est le débarquement de marines yankees dans tout pays d'Amérique.

A l'accusation que Cuba veut exporter sa révolution, nous répondons : les révolutions ne s'exportent pas, elles sont faites par le peuple.

Ce que Cuba peut donner aux peuples et ce qu'il a déjà donné, c'est son exemple.

Et qu'enseigne la Révolution cubaine ? Que la révolution est possible, que le peuple peut la faire, que dans le monde contemporain il n'y a pas de forces capables d'arrêter le mouvement de libération des peuples.

Nous n'aurions jamais pu triompher si la révolution elle-même n'avait été inexorablement destinée à surgir des conditions existantes dans notre réalité socio-économique, réalité qui existe à un degré encore plus grand dans bon nombre de pays latino-américains.

Il arrive inévitablement que, dans les pays où le contrôle des monopoles yankees est le plus fort, l'exploitation de l'oligarchie la plus cruelle, et la situation des masses travailleuses et paysannes la moins supportable, le pouvoir politique apparaisse le plus solide. L'état de siège devient habituel, toute manifestation de mécontentement des masses est réprimée par la force. La voie démocratique est totalement fermée. Le caractère brutal de la dictature, la forme de domination adoptée par les classes dirigeantes, se révèle toujours plus clairement que jamais. C'est alors que l'explosion révolutionnaire des peuples devient inévitable.

del Este malgré cette réalité américaine ? Peut-être pour amener une goutte d'allègement à ces maux ? Non !

Les peuples savent qu'à Punta del Este les ministres qui ont expulsé Cuba se sont réunis pour renoncer à la souveraineté nationale, que le gouvernement des U.S.A. s'y rendit pour établir pas seulement une base d'agression contre Cuba, mais la base d'intervention contre le mouvement de libération du peuple dans toutes les nations américaines, que les Etats-Unis préparent un drame sanglant pour l'Amérique latine, que de même que les oligarchies exploiteuses renoncent maintenant au principe de souveraineté, elles n'hésiteront pas à solliciter l'intervention des troupes yankees contre leur propre peuple, et qu'à cette fin, la délégation nord-américaine a proposé la création d'un comité de surveillance contre la subversion dans le Conseil de Défense Inter-Américain, ayant des pouvoirs exécutifs, et l'adoption de mesures collectives. Pour l'impérialisme yankee, la subversion c'est la lutte d'un peuple affamé pour du pain, la lutte des paysans pour la terre, la lutte des peuples contre l'exploitation impérialiste.

Bien que dans ces pays sous-développés d'Amérique la classe ouvrière soit en général relativement faible, il y a une classe qui, en raison des conditions sous-humaines dans lesquelles elle vit, constitue une force potentielle qui, dirigée par les ouvriers et les intellectuels révolutionnaires, a une importance décisive dans la lutte pour la libération nationale : les paysans.

Dans nos pays se rencontrent une industrie sous-développée et un régime agraire de caractère féodal. C'est pourquoi, en dépit de toutes les difficultés de la vie des ouvriers des villes, la population rurale vit dans des conditions encore plus horribles d'oppression et d'exploitation ; mais elle est aussi, sauf exceptions, le secteur majoritaire absolu, dépassant parfois plus de 70 % de la population latino-américaine.

Abstraction faite des propriétaires fonciers qui souvent résident dans les villes, le reste de cette grande masse gagne son existence en travaillant comme peons sur les haciendas pour les plus misérables salaires, ou travaille la terre dans des conditions d'exploitation qui ne feraient pas honte au Moyen Age. Ce sont ces circonstances qui font que la population rurale pauvre en Amérique latine constitue une énorme force révolutionnaire potentielle.

Les armées, édifiées et équipées pour la guerre conventionnelle, qui sont la force sur laquelle repose le pouvoir des classes exploiteuses, deviennent absolument impuissantes quand elles ont à faire face à la lutte irrégulière des paysans sur leur propre terrain. Elles perdent dix hommes pour chaque combattant révolutionnaire qui tombe, et la démoralisation s'étend rapidement chez elles du fait de faire face à un ennemi invisible

et invincible qui ne leur offre pas l'occasion de faire preuve de leur tactique académique et de la forfanterie qu'elles emploient tant dans les mouvements militaires pour réprimer les ouvriers des villes et les étudiants.

La lutte initiale de petites unités combattantes est nourrie constamment par de nouvelles forces, le mouvement de masse commence à détendre ses chaînes, le vieil ordre peu à peu commence à se casser en mille morceaux, c'est alors le moment où la classe ouvrière et les masses urbaines décident de la lutte.

Qu'est-ce qui, dès le début de la lutte de ces premiers noyaux, les rend invincibles, indépendamment du nombre, de la puissance et des ressources de leurs ennemis ? C'est l'aide du peuple, et ils pourront compter sur cette aide du peuple dans une mesure toujours croissante.

Mais la paysannerie est une classe qui, en raison de l'état d'ignorance dans lequel elle est maintenue et d'isolement dans lequel elle vit, a besoin de la direction politique révolutionnaire de la classe ouvrière et des intellectuels révolutionnaires, car sans eux elle ne serait pas capable de s'élancer dans la lutte et d'arriver à la victoire.

Dans les conditions historiques actuelles de l'Amérique latine, la bourgeoisie nationale ne peut pas diriger la lutte antiféodale et anti-impérialiste. L'expérience montre que, dans nos nations, cette classe, même quand ses intérêts sont en contradiction avec ceux de l'impérialisme yankee, est incapable de l'affronter, parce qu'elle est paralysée par la peur de la révolution sociale et effrayée par les cris des masses exploitées.

Devant le dilemme : impérialisme ou révolution, seules ses couches les plus progressistes seront avec le peuple.

L'actuelle corrélation de forces dans le monde et le mouvement universel de libéra-

tion des peuples colonisés et dépendants indiquent à la classe ouvrière et aux intellectuels révolutionnaires d'Amérique latine leur véritable rôle, qui est de se placer résolument à l'avant-garde de la lutte contre l'impérialisme et le féodalisme.

L'impérialisme, utilisant les grands monopoles cinématographiques, ses agences télégraphiques, ses périodiques, les livres et les journaux réactionnaires, recourt aux mensonges les plus subtils pour semer la division et incliquer aux masses les plus ignorantes la peur et la superstition contre les idées révolutionnaires qui peuvent et doivent effrayer seulement les exploiters puissants avec leurs intérêts et privilèges terrestres.

La division, un produit de toutes sortes de préjugés ; le sectarisme, le dogmatisme, un manque de largesse dans l'analyse du rôle de chaque couche sociale, de ses partis, organisations et dirigeants, rendent difficile la nécessaire unité d'action des forces démocratiques et progressistes de nos peuples. Ce sont des défauts de croissance, des maladies infantiles du mouvement révolutionnaire qui doivent être abandonnées. Dans la lutte antiféodale et anti-impérialiste, il est possible de pousser la majorité du peuple résolument derrière les buts de libération qui unissent l'esprit de la classe ouvrière, des paysans, de la petite bourgeoisie et des couches les plus progressistes de la bourgeoisie nationale. Ces secteurs comprennent la majorité de la population et rassemblent de grandes forces sociales capables de balayer la domination impérialiste et réactionnaire féodale. Dans ce large mouvement, peuvent et doivent lutter ensemble pour le bien de nos nations, de nos peuples, pour le bien de l'Amérique, depuis les vieux militants marxistes jusqu'aux catholiques sincères qui n'ont rien à faire avec les monopoles yankees et les seigneurs féodaux de la terre.

## LA TACHE PREMIERE

Ce mouvement entraînera avec lui les éléments les plus progressistes des forces armées, également humiliés par les missions militaires yankees, la trahison des intérêts nationaux par les oligarchies féodales, et le sacrifice de la souveraineté nationale aux diktats de Washington.

Là où les voies sont fermées au peuple, où la répression contre les ouvriers et paysans est féroce, où la domination des monopoles yankees est la plus forte, la tâche première et la plus importante est de comprendre qu'il n'est ni honorable, ni juste de tromper le peuple avec l'illusion fallacieuse et commode qu'il est possible d'extirper, par des moyens légaux qui n'existent pas et n'existeront pas, les classes dirigeantes qui sont retranchées dans toutes les positions de l'Etat, monopolisant l'éducation, possédant tous les moyens d'information, des ressources financières infinies, une puissance que les monopoles et les oligarchies défendent par le fer et par le feu, avec toute la force de leur police et de leur armée.

Il est du devoir de tout révolutionnaire

de faire la révolution. On sait que la révolution triomphera en Amérique et dans le monde, mais les révolutionnaires ne doivent pas rester sur le pas de leur porte, attendant que passe le cadavre de l'impérialisme. Le rôle de Job ne convient pas à un révolutionnaire. Chaque année que gagnera la libération de l'Amérique signifiera des millions de vies d'enfants sauvés, des millions de cerveaux sauvés pour la culture, une infinité de maux épargnés au peuple. Même si les impérialistes yankees préparent un drame sanglant pour l'Amérique, ils ne réussiront pas à écraser les luttes populaires, ils susciteront seulement une haine universelle contre eux. Et un tel drame marquera aussi la mort de leur système cupide et carnivore.

Aucune nation d'Amérique latine n'est faible, car toutes font partie d'une famille de 200 millions de frères qui souffrent les mêmes misères, éprouvent les mêmes sentiments, ont le même ennemi, rêvent du même avenir meilleur et comptent sur la solidarité de tous les hommes et femmes honnêtes à travers le monde.

Si grande qu'ait été l'épopée de l'indépendance de l'Amérique latine, si héroïque que fut cette lutte, la génération latino-américaine actuelle est appelée à s'engager dans une épopée qui sera encore plus grande et plus décisive pour l'humanité. Cette lutte avait pour but de se libérer de la puissance coloniale espagnole, d'une Espagne décadente envahie par les armées de Napoléon. Aujourd'hui il s'agit de lutter pour se libérer du centre impérialiste le plus puissant du

monde, de la plus grande force de l'impérialisme mondial, et de rendre à l'humanité un plus grand service que celui rendu par nos prédécesseurs.

Cette lutte, dans une plus grande mesure que la précédente, sera menée par les masses, réalisée par le peuple ; le peuple sera amené à jouer un rôle beaucoup plus important maintenant que jadis, les leaders sont moins importants dans cette lutte que dans celle d'autrefois.

## LES MASSES FONT L'HISTOIRE

L'épopée devant nous sera écrite par les masses indiennes affamées, les paysans sans terre, les ouvriers exploités. Elle sera écrite par les masses progressistes, les intellectuels honnêtes et brillants qui abondent tant dans nos pays latino-américains malheureux. Luttés de masses et d'idées. Une épopée qui sera portée de l'avant par nos peuples méprisés et maltraités par l'impérialisme, nos peuples qui ne comptaient pas jusqu'à ce jour et qui commencent à sortir de leur sommeil. L'impérialisme nous considérait comme un troupeau faible et soumis, et maintenant il commence à être effrayé par ce troupeau, ce gigantesque troupeau de 200 millions de Latino-Américains dans lesquels le capitalisme monopoléur yankee voit maintenant ses fossoyeurs.

Cette humanité laborieuse, ces hommes inhumainement exploités, ces êtres paupérisés, commandés par le système du fouet et du contremaître, on ne comptait pas avec eux ou on ne comptait que peu. Depuis l'indépendance, leur sort était resté le même :

## UNE VAGUE DE COLERE

Parce que maintenant, dans les champs et les montagnes d'Amérique, sur ses pentes et ses prairies, dans ses jungles et ses lieux sauvages, et dans les cités, ce monde commence à juste titre à faire irruption. Des hommes anxieux tendent la main, prêts à mourir pour ce qui est à eux, à conquérir ces droits dont on s'est moqué pendant près de 500 ans. Oui, maintenant l'histoire devra tenir compte du pauvre d'Amérique, de l'exploité et du méprisé d'Amérique latine, qui ont décidé de commencer à écrire l'histoire pour eux, à tout jamais. Déjà, on peut les voir sur les routes, à pied, jour après jour, dans des marches infinies de centaines de kilomètres vers les « éminences » gouvernementales pour obtenir leurs droits.

Déjà on peut les voir, armées de pierres, de bâtons, de machètes, dans une direction ou une autre, chaque jour, occupant des terres, plantant des pieux dans les terres qui leur appartiennent et les défendant de leur vie. On peut les voir portant des signes, des slogans, des drapeaux, les faisant flotter au vent des montagnes et des prairies. Et la

Indiens, gauchos, métis, zambos, quarterons, blancs sans propriétés ni revenus, toute cette masse humaine qui formait les rangs de la « nation », ne recevait jamais de profits, tombait par millions, était taillée en pièces, elle qui gagna l'indépendance de la métropole pour la bourgeoisie, fut exclue de sa part de récompense, elle continua à occuper le plus bas degré sur l'échelle des bienfaits sociaux, à mourir de faim, de maladies curables et de négligence parce que pour elle il n'y avait jamais assez de biens vitaux — du pain, un lit d'hôpital, des médicaments qui guérissent, une main qui secourt.

Mais maintenant, d'un bout à l'autre du continent, ils indiquent clairement qu'est venue l'heure de leur rédemption. Maintenant cette masse anonyme, cette Amérique de couleur, la sombre et taciturne Amérique, qui chante sur tout le continent avec la même tristesse et la même désillusion, maintenant cette masse commence à entrer décisivement dans sa propre histoire, à l'écrire de son sang, à souffrir et à mourir pour elle.

vague de colère, de revendications pour la justice et les droits, qui commence à passer sur les terres d'Amérique latine ne s'arrêtera pas. Cette vague grandira de jour en jour. Car cette vague est composée du plus grand nombre, la majorité à tous égards, ceux dont le labeur amasse la richesse et fait tourner la roue de l'histoire. Maintenant ils s'éveillent du long sommeil abrutissant auquel ils avaient été soumis.

Cette grande masse de l'humanité a dit : assez ! et a commencé à marcher. Et cette marche géante ne sera pas arrêtée avant de conquérir la véritable indépendance, pour laquelle beaucoup sont morts en vain. Mais, aujourd'hui, ceux qui mourront mourront comme les Cubains à Playa Giron. Ils mourront pour leur propre indépendance, une indépendance véritable et qui ne sera jamais abandonnée.

PATRIA O MUERTE ! VENCEREMOS !  
LE PEUPLE DE CUBA.

La Havane, Territoire Libre d'Amérique.  
Le 4 février 1962.

## E. GERMAIN

# La crise mondiale du stalinisme après le 22<sup>e</sup> Congrès du P. C. U. S.

Le XXII<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'URSS n'a pas provoqué l'actuelle crise mondiale du stalinisme ; il lui a simplement donné une forme beaucoup plus aiguë. L'origine de cette crise réside, en dernière analyse, dans les contradictions entre les intérêts de la bureaucratie soviétique et la logique de la montée mondiale des forces révolutionnaires. Cette dernière s'exprime, pour le moment, avant tout par les progrès de la révolution coloniale et par les progrès économiques, techniques et culturels réalisés par les Etats ouvriers ; elle ne s'en oppose pas moins aux structures traditionnelles du stalinisme, tant en ce qui concerne les rapports bureaucratie-prolétariat

dans les Etats ouvriers, qu'en ce qui concerne les rapports P.C. soviétique-P.C. des autres pays. Lorsque la montée de la révolution mondiale aura de nouveau entraîné dans ses tourbillons le prolétariat des pays impérialistes les plus avancés, elle portera la crise du stalinisme à son paroxysme et fera éclater les derniers vestiges de subordination du prolétariat à la bureaucratie tant dans ces pays que dans les Etats ouvriers. La révolution socialiste internationale et la révolution politique en URSS conflueront avec la révolution coloniale pour porter la démocratie soviétique à son niveau le plus élevé et le plus mûr.

## DEUX FORCES SOCIALES PRINCIPALES

Superficiellement, la phase actuelle de la crise du stalinisme semble avant tout caractérisée par la tension entre Moscou et Tirana, qui n'est qu'un simple reflet de la tension entre la direction du P. C. soviétique et celle du P.C. chinois. En réalité, cette crise reflète essentiellement l'influence désagrégatrice qu'exercent aujourd'hui dans le monde deux forces sociales progressives sur les idées, les appareils et le système traditionnel du stalinisme : le prolétariat soviétique (et, dans une moindre mesure, celui d'autres Etats ouvriers industriellement avancés et les masses coloniales. L'action et l'influence de ces deux forces sont **parallèles** en ce sens qu'elles portent toutes les deux, objectivement, des coups de plus en plus durs au stalinisme. Mais elles ne sont pas **identiques** dans la mesure où les buts qu'elles visent dans l'immédiat ne sont pas les mêmes et paraissent même, dans quelques cas — provisoirement — contradictoires.

C'est le jeu de ces deux forces sociales qui explique, en dernière analyse, la polarisation croissante des Partis communistes en une aile khrouchtchévienne et une aile « chinoise ». La manière dont la bureaucratie réagit devant elles — et qui s'inspire en dernière analyse de motifs d'auto-défense, faut-il le rappeler ! — fait qu'aucune des deux tendances ne peut être considérée globalement comme plus progressiste que l'autre, que les positions des deux ailes comportent d'importantes concessions aux masses, liées à des positions extrêmement dangereuses du point de vue des **intérêts d'ensemble** de la Révolution et du communisme, et qu'en définitive seul notre mouvement trotskyste offre une solution d'ensemble valable pour les problèmes qui se posent aujourd'hui

au mouvement communiste international. Plus exactement : au fur et à mesure que, sous l'impulsion des deux forces sociales susmentionnées, des éléments et des tendances de plus en plus progressives commencent à se différencier au sein des divers partis communistes, ils redécouvrent, chacun à sa façon, le marxisme révolutionnaire, et s'approchent de plus en plus de la position de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Réveillé après vingt années de torpeur sous la dictature stalinienne, le **prolétariat soviétique** recherche d'abord un niveau de vie plus conforme aux immenses possibilités de l'économie soviétique d'aujourd'hui, ensuite une participation croissante à la direction de l'Etat et de l'économie. L'analyse du projet de programme soumis au XXII<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. nous avait permis d'y découvrir le reflet (sans doute déformé) d'une **pression des travailleurs soviétiques en tant que citoyens**, qui était venue se joindre à la pression de ces mêmes travailleurs en tant que consommateurs, principale force motrice de la « déstalinisation » depuis 1953. Les événements qui se sont déroulés au XXII<sup>e</sup> Congrès même ont donné une confirmation éclatante à cette analyse.

Sous cette pression, la fraction Khrouchtchev représente l'aile la plus souple et la plus intelligente de la bureaucratie soviétique, celle qui a compris que toute autre politique de sa part aboutirait en réalité, à très courte échéance, à une explosion formidable. Vouloir faire machine arrière, vouloir arrêter la « déstalinisation » ou même vouloir partiellement « réhabiliter » le tyran décadé, comme le demandent les dirigeants du P.C. albanais, certains dirigeants d'autres « dé-

mocraties populaires » et, du moins **sotto voce** (rétablissement du « prix Staline de la paix » à Pékin !), les dirigeants communistes chinois, c'est donner l'impression aux masses soviétiques qu'on s'appête à réinstaurer la terreur policière massive, les punitions inhumaines et barbares pour de mineures infractions au « code du travail », une compression féroce du niveau de vie en faveur d'un développement forcené (et pour cette raison peu rentable) de l'industrie lourde. Les masses soviétiques ne sont pas prêtes, aujourd'hui, à tolérer ou à assister passives à pareil retour en arrière. Khrouchtchev le comprend, et donne à celles-ci des garanties à ce propos — pour éloigner temporairement l'échéance à laquelle elles demanderont des garanties de démocratie soviétique beaucoup plus substantielle, et finiront par briser les fondements mêmes du pouvoir de la bureaucratie dans l'économie et dans l'Etat.

Il n'y a donc aucune base, dans la réalité soviétique d'aujourd'hui, pour donner un appui aux thèses albanaises ou chinoises adversaires de la « déstalinisation », pour autant que les couches les plus ossifiées, les plus conservatrices et les plus réactionnaires de la bureaucratie, complètement coupées du peuple, ne constituent plus une base sérieuse d'aucune tendance politique. En ce sens, les positions adoptées par les P.C. albanais et chinois sur la « déstalinisation », qui identifient et fait « déstalinisation » et « concessions à l'impérialisme » — alors qu'il s'agit en réalité de concessions faites au prolétariat soviétique! — sont condamnées à rester absolument isolées en URSS et dans les masses des « démocraties populaires ». Khrouchtchev le sent très bien. Chaque fois qu'il a besoin de renforcer sa popularité ou son prestige aux yeux des masses soviétiques devant ses critiques soviétiques ou étrangers, il lui suffit de relancer la « déstalinisation » et de l'amener à un stade plus élevé, pour atteindre momentanément son but.

Mais dès qu'on examine les positions adoptées par le P.C. chinois sur d'autres questions que la « déstalinisation », on obtient une image tout à fait différente. Passons sur la question de la **guerre mondiale**, et plus exactement de la **guerre nucléaire mondiale**, question sur laquelle certains dirigeants chinois ont effectivement adopté dans le passé une position aventuriste indéfendable. On ignore dans quelle mesure ils ont changé de position à ce propos, mais une certaine évolution se fait jour, cela paraît évident. Il faut d'ailleurs rappeler que les dirigeants du P.C. chinois n'ont jamais cessé de défendre ouvertement les **propositions de désarmement soviétiques** ; on pourra difficilement leur reprocher d'avoir nourri moins d'illusions quant aux possibilités de les réaliser en pratique. Nous reviendrons d'ailleurs plus loin sur ce problème.

Sur l'essentiel des questions qui animent et passionnent aujourd'hui les masses des pays coloniaux et semi-coloniaux

de par le monde, les positions adoptées par le P.C. chinois sont infiniment plus près des préoccupations de ces masses et d'une réponse marxiste révolutionnaire correcte à ces préoccupations que les positions adoptées par la fraction Khrouchtchev et la plupart des partis communistes qui suivent cette fraction.

Qu'il s'agisse du problème des voies qu'empruntera la libération des peuples coloniaux ; qu'il s'agisse de l'aide que le mouvement communiste mondial devrait accorder à la révolution coloniale ; qu'il s'agisse des illusions dangereuses et démobilisatrices d'une « coexistence pacifique » avec l'impérialisme supposée capable de supprimer définitivement le danger de guerre mondiale, la position du P.C. chinois est et reste beaucoup plus « à gauche », beaucoup plus « trotskyste » que celle de Khrouchtchev, avant comme après le XXIIème Congrès.

Lorsque, à la 2<sup>e</sup> conférence des écrivains afro-asiatiques au Caire (mi-février 1962), les représentants de la ligne khrouchtchéviennne s'étendent en balivernes sur le désarmement et que les porte-parole des masses coloniales insurgées d'Afrique leur répondent que ce qui les intéresse pour le moment, ce n'est pas le désarmement abstrait mais, au contraire, l'armement, et qu'ils réclament des canons pour s'opposer à la répression barbare des colonialistes, les khrouchtchéviens sont tout aussi désarmés devant cette argumentation que les « Albanais » le sont devant les préoccupations des travailleurs soviétiques. Lorsqu'à la conférence des peuples d'Amérique latine, les représentants des divers P.C. d'Amérique latine répètent les uns après les autres qu'il est possible d'arriver au socialisme « par des voies pacifiques », et qu'il faut réaliser un « bloc » avec la bourgeoisie nationale, alors que Fidel Castro, dans sa « Deuxième Déclaration de La Havane », affirmant que **la révolution est inévitable** dans cette partie du monde, déclare que :

« l'expérience a démontré que la bourgeoisie nationale est paralysée par la peur de la révolution sociale », que les paysans, tout en constituant la masse principale engagée dans la révolution,

« du fait de l'état sans culture dans lequel ils sont maintenus et de l'isolement dans lequel ils vivent, ont besoin de la direction révolutionnaire et politique de la classe ouvrière et de l'intelligentsia révolutionnaire »,

et qu'il finit par résumer tout le dilemme dans la formule : « impérialisme ou révolution », il n'énonce pas seulement des théories trotskystes, il exprime aussi les préoccupations de 99 % des masses pauvres des pays coloniaux, et désarme totalement, dans ce milieu, les représentants de la ligne du Kremlin.

La cristallisation présente des positions, de part et d'autre, est donc telle qu'elle **risque de durer longtemps**. Sur la base des positions actuelles, le PC soviétique n'a aucune chance de déloger le PC chinois d'une influence prépondérante sur

mouvement ouvrier des pays coloniaux, tandis que le PC chinois n'a aucune chance de gagner à ses thèses une partie importante de la classe ouvrière soviétique. Même si elle n'aboutissait pas à une rupture ouverte entre partis et à une rupture ouverte entre Etats (rupture entre Etats que nous devons combattre et dénoncer comme un crime contre les intérêts du prolétariat international), cette division restera profonde, insurmontable, jusqu'à ce que dégage une tendance qui **combine** des positions plus avancées à l'égard de la révolution politique qui monte en U.R.S.S. avec des positions plus avancées à l'égard de la révolution coloniale.

## LE PC CHINOIS N'EST PAS « STALINIEN »

Tout d'abord, le PC chinois n'est nullement stalinien au sens strict du terme. S'il est vrai que l'expérience des « cent fleurs » a sans doute convaincu Mao qu'il est prématuré d'instaurer un régime trop « libéral » dans le Parti et dans le pays ; s'il est vrai aussi que, dans sa seconde phase, le mouvement dit « des Communes du Peuple » a donné naissance à des excès comparables à ceux de la collectivisation forcée stalinienne, il n'en reste pas moins vrai que ni par tradition ni par expérience, les actuels dirigeants du PC chinois ne sont des admirateurs exemplaires de feu le maître du Kremlin. Faut-il rappeler qu'ils ont conquis le pouvoir contrairement aux « conseils » et « directives » formels de Staline ? Qu'après 1953 et surtout au lendemain du XXème Congrès, ils se sont avancés beaucoup plus loin dans la « déstalinisation », et que la théorie de Mao sur les « contradictions au sein du peuple » s'approche de manière autrement sérieuse des **racines** du stalinisme que la formule rendue insipide du « culte de la personnalité » ?

Il y a plus. Actuellement, aucun **tabou** n'existe en Chine concernant le nom, les œuvres et les théories de Staline. Des économistes comme Tung Chou et Liu Chih-pai ont pu défendre la définition donnée par Staline de la « loi économique fondamentale du socialisme » ; un économiste comme Yu Feng-tsoun a pu s'opposer à la fois à Staline et à ses disciples attardés. Et, fait plus important encore : les communistes chinois ont commencé à réviser un des dogmes « théoriques » immuables du stalinisme, à savoir la théorie de la « révolution par étapes » dans les pays arriérés, ils se sont rapprochés de la théorie trotskyste de la révolution permanente, qu'ils appellent « révolution ininterrompue », ils formulent un **credo** révolutionnaire qui a beaucoup de choses communes avec celui de Fidel Castro et, poursuivant sur cette voie, finissent par réviser en passant même l'histoire stalinienne de la 2ème révolution chinoise de 1925-27 (2).

En réalité, on a plutôt l'impression que les dirigeants du PC chinois ont fait un **bloc sans principes** avec les Molotov, Enver Hodja et Cie, pour de simples raisons

Des esprits mécanistes affirmeront que, somme toute, les positions des deux fractions ne font que refléter « les conditions objectives » qui règnent respectivement en U.R.S.S. et en Chine. L'U.R.S.S., ayant acquis une base économique plus élevée, « peut se permettre la déstalinisation » ; la Chine, confrontée avec une pauvreté encore navrante, des difficultés économiques nombreuses et une situation agricole dramatique (1), ne pourrait pas « se payer le luxe de la déstalinisation ». Il y a naturellement un grain de vérité dans cette explication. Mais elle est trop simpliste et trop mécaniste pour rendre compte d'une réalité beaucoup plus complexe.

de convenance fractionnelle. S'ils adoptent sans doute tous des positions hostiles à la politique de « coexistence pacifique » telle que Khrouchtchev la conçoit — c'est le seul point commun qui les unit — ils le font tous pour des raisons différentes et à des fins diverses : les uns parce qu'ils défendent des privilèges exorbitants que le moindre relâchement du contrôle policier risque de faire sauter ; les autres parce qu'ils regrettent la belle époque de l'arbitraire bureaucratique intégral ; les Chinois (comme les Cubains) parce qu'ils voient dans l'extension internationale de la révolution le meilleur moyen pour desserrer l'étreinte dans laquelle les maintiennent la pression impérialiste et celle de leurs difficultés économiques.

Raisonner au moyen des « conditions objectives » comme seul élément, c'est en outre faire abstraction de l'aspect mondial global des problèmes qui se posent aujourd'hui à **chaque** direction communiste, c'est faire abstraction des intérêts communs et globaux qui relient en pratique les prolétaires de chaque secteur du monde.

On pourrait à la rigueur mettre en doute le fait que l'élevation du niveau de vie de l'ouvrier soviétique soit compatible avec un partage vraiment **égalitaire** des ressources entre l'U.R.S.S. et la Chine ; mais il n'y a aucune preuve que les

(1) D'après le journal **Ta-kung** de Pékin du 9 janvier 1962, la production de farine n'a été en 1961 que de 5,51 % supérieure à celle de 1957 et la production de riz que de 0,9 %.

(2) Voir notamment la série d'articles de Li Wei-han, membre du CC du PC chinois dans « Le Drapeau Rouge » de Pékin (n° 3-4 de 1962), dans laquelle il est dit clairement qu'ou bien le prolétariat dirigera la paysannerie vers la victoire de la révolution, ou bien celle-ci restera sous la direction de la bourgeoisie nationale, et dans ce cas, la révolution sera battue. Pour qui sait lire, c'est une approbation à peine voilée de la critique de Trotsky à la politique Staline-Boukharine durant la 2ème révolution chinoise !

Chinois aient posé la question dans ces termes absolus et outranciers. Mais peut-on sérieusement douter qu'il soit dans l'intérêt du prolétariat soviétique autant que dans celui des masses chinoises et des masses coloniales en général, que la majeure partie des ressources détournées aujourd'hui à des fins (illusoire) de prestige et de la diplomatie dite « de coexistence pacifique » pour servir d'aide à la bourgeoisie coloniale, parviennent plutôt à la révolution coloniale et aux Etats ouvriers chinois, cubain, nord-vietnamien, etc? Et peut-on sérieusement douter que la révolution politique en U.R.S.S.S., supprimant les gaspillages et permettant un nouveau « bond en avant » dans la croissance économique soviétique, ne corresponde à l'intérêt réel de ces mêmes masses chinoises et coloniales?

On pourrait admettre que, de par leur

### « COEXISTENCE PACIFIQUE » ET REVOLUTION MONDIALE

Si les thèses du PC chinois sont plus à gauche que celles de la fraction Khrouchtchev sur la révolution coloniale et la « coexistence pacifique », elles souffrent néanmoins d'une double tare : méconnaissance totale des problèmes posés par le prolétariat soviétique d'une part; réponse seulement partiellement et non totalement correcte à l'argumentation khrouchtchévienne en matière de « coexistence pacifique ».

« L'agneau et le loup ne peuvent absolument pas coexister pacifiquement » affirme Mao-tun, président de l'association des écrivains chinois à la 2ème conférence des écrivains afro-asiatiques. Et il introduit une distinction subtile entre « la coexistence pacifique basée sur les cinq principes » et la « coexistence pacifique inconditionnelle ». Cette dernière se caractériserait notamment par le fait qu'elle ne considère pas la destruction du colonialisme comme condition préalable à la coexistence pacifique.

Feignant de polémiquer avec « certains chefs d'Etat à la conférence récente (à Belgrade) des Etats non-alignés », croisant en réalité le fer avec la fraction Khrouchtchev, Kuo Chi-Chou écrit dans *Le Drapeau Rouge* de Pékin (n° 1; 1962) :

« les luttes armées menées par les nations opprimées contre l'impérialisme proviennent de l'oppression armée par l'impérialisme contre le peuple de ces pays... Partout où il y a oppression et exploitation impérialistes, il y aura des hommes qui se lèveront et feront la révolution. C'est une noble obligation internationaliste des pays socialistes que d'appuyer les mouvements de libération nationale de toutes les manières possibles. Lénine a exprimé l'avis que le prolétariat qui a déjà pris le pouvoir doit d'une part s'unir au prolétariat de tous les pays et d'autre part aux nations opprimées des pays coloniaux et semi-coloniaux afin de mener des luttes résolues contre l'impérialisme et de consolider et de

situation propre, ces masses ne peuvent pas encore prendre conscience du problème global dans toute sa complexité. Mais la tâche des communistes n'est-elle pas précisément celle de représenter, à tout instant, au sein du mouvement réel, « les intérêts du mouvement dans son ensemble », celle de « dégager des différentes luttes nationales du prolétariat les intérêts communs du prolétariat dans son ensemble, indépendamment de sa nationalité », comme le dit si bien le *Manifeste Communiste*? D'avoir oublié ce principe fondamental en confondant les intérêts d'une caste bureaucratique nationaliste avec ceux de leur prolétariat et de leur Etat, voilà ce qui a déjà coûté très cher aux communistes soviétiques. Demain, cela peut coûter plus cher encore à l'ensemble du mouvement communiste mondial.

#### développer la cause révolutionnaire du prolétariat ».

Répondant au *Drapeau Rouge* alors qu'il feint de polémiquer avec Enver Hodja, le théoricien khrouchtchévien Alexei Roumiantsev affirme que la coexistence pacifique n'exclut point la vigilance, qu'elle implique « l'accroissement de la puissance du camp socialiste », « la consolidation de l'indépendance des pays qui se sont affranchis du joug colonial », la lutte contre « la politique impérialiste qui tente d'exporter la contre-révolution », « la cohésion de plus en plus étroite de toutes les forces de paix » (« *La Nouvelle Revue Internationale* », n° 1, 5ème année, janvier 1962, p. 15). Mais en substituant subrepticement le mot « colonialisme » au mot « impérialisme », Roumiantsev esquivait le véritable problème posé par Kuo Chi-Chou : quelle est l'attitude des khrouchtchéviens à l'égard des luttes révolutionnaires armées, inévitables, des peuples coloniaux et semi-coloniaux pour acquérir leur libération totale à l'égard de l'impérialisme ?

Mais, à son tour, Kuo Chi-Chou esquive un problème central en affirmant qu'il suffit d'assurer la réalité des « cinq principes » (donc de la souveraineté et de l'indépendance nationales de toutes les nations), pour que la « coexistence pacifique » devienne valable. En réalité, cette coexistence restera illusoire, même après la disparition de la dernière colonie, aussi longtemps que subsisteront des puissances impérialistes industriellement très puissantes, armées jusqu'aux dents d'armes de destruction massive. La position khrouchtchévienne, c'est qu'on peut « paralyser » l'impérialisme par la puissance extérieure des « forces de paix » ; la position chinoise, c'est qu'on peut le paralyser par la victoire de la révolution coloniale. La position marxiste révolutionnaire, qui est d'ailleurs aussi la seule réaliste, c'est que le danger de guerre, le risque de guerre, et donc le risque d'extermination nucléaire du genre humain subsisteront, aussi longtemps que

subsistera une classe bourgeoise impérialiste puissante ; seule la révolution socialiste victorieuse dans les principaux pays capitalistes du monde fera disparaître le spectre de la guerre.

En s'enfermant dans un débat stérile sur « la lutte pour la paix » au lieu de

### LE CARACTERE DIALECTIQUE DE LA DISCUSSION INTERNATIONALE

S'il y a actuellement deux principaux pôles de la discussion déclenchée au lendemain du XXIIème Congrès dans les partis communistes du monde entier, le pôle khrouchtchévien et le pôle chinois, cela ne signifie pas que la discussion se résume dans un débat entre ces deux positions. Tout au contraire : une des caractéristiques principales de ce débat, c'est au contraire l'extraordinaire diversité des positions qui naissent constamment. On a l'impression d'un processus de différenciation ininterrompue, dans lequel l'interaction entre les facteurs « nationaux » (expériences d'échecs passés, conditions objectives prédominantes, traditions nationales, acuité particulière avec laquelle se posent certains problèmes, positions de départ, structure particulière du mouvement ouvrier « national », etc.), et « internationaux » (effets de la « déstalinisation » et du débat Pékin-Moscou ; rapports particuliers avec la bureaucratie soviétique ; sensibilité particulière à l'égard de telle ou telle position adoptée par un autre PC ; affinités fractionnelles internationales, etc.) produit une variété infinie de positions.

On pourrait citer un grand nombre d'exemples. Bornons-nous aux exemples principaux.

La position d'Enver Hodja lui-même n'est pas aussi nette qu'elle apparaît à certains. Sa clique est odieuse et perpétue des moyens de domination ignobles. Lorsqu'elle identifie les révélations sur les crimes commis par Staline à l'égard de milliers de communistes soviétiques à une « concession à la propagande impérialiste », elle recule les bornes du mépris. Mais même cette clique, placée dans des conditions tout à fait nouvelles et exceptionnelles, coupée brusquement du « parti-guide », trouve des accents par moments particuliers qu'on ne pourrait caractériser de « staliniens ». Dans son discours du 7 novembre 1961, Hodja pose la question :

« Est-il correct d'attaquer un parti après avoir entendu les seuls arguments d'un côté, et refusé à l'autre partie d'exposer son point de vue ? Ou faut-il introduire de nouveaux principes dans le mouvement communiste, selon lesquels il faut entendre les grands mais pas les petits, selon lesquels les grands ont toujours raison et les petits toujours tort ? »

La question n'est pas mal posée, et on ne peut s'empêcher de sympathiser en cet instant précis avec celui qui la pose... tout en lui renvoyant la balle et en lui demandant pourquoi il avait accepté si

concevoir la lutte contre les dangers de guerre comme un des principaux leviers de la lutte pour le renversement du capitalisme dans les pays impérialistes, khrouchtchéviens et Chinois s'enlève toute possibilité de faire progresser les Partis Communistes de ces pays, dont l'état est en général des plus désolants.

allègrement la condamnation des communistes yougoslaves sans que ne se réussisse ce « forum international des partis communistes et ouvriers, qui examine soigneusement chaque argument d'un Parti et examine toute son activité », dont il réclame maintenant en vain la convocation afin de lui soumettre le différend albanosoviétique !

Et quand Hodja reproche à Khrouchtchev d'utiliser des méthodes brutales de pression et de chantage pour obliger les « partis frères » à s'aligner sur les positions du PC soviétique, il ne se trompe guère. Encore devrait-il expliquer pourquoi il serait inadmissible d'employer ces méthodes dans les relations entre Partis communistes, alors qu'il serait parfaitement normal de les employer au sein d'un Parti comme le parti albanais...

Prenez deux autres exemples de Partis communistes au pouvoir : celui du Parti tchèque et celui du Parti polonais. Le Parti tchèque a une tradition de servilité particulière à l'égard du Parti soviétique. Aussi le premier mouvement des dirigeants de Prague est-il celui d'une imitation de Khrouchtchev qui prend une dimension grotesque. Khrouchtchev ayant éliminé le cadavre de Staline du Mausolée de la Place Rouge, Novotny éliminera tout de suite le cadavre de Gottwald de son mausolée à Prague. Les choses auraient pu en rester là... si l'année 1961 n'avait été une année particulièrement mauvaise dans l'agriculture et dans l'industrie de base, si l'approvisionnement de la population ne s'était détériorée dans certains domaines, si une tension croissante entre travailleurs et bureaucrates ne s'était manifestée dans divers secteurs et régions. Aussi le XXII<sup>e</sup> Congrès a-t-il précipité de manière imprévue une crise grave à la direction du Parti qui s'est terminée (pour le moment) par l'élimination de Barak et son arrestation. Pour imiter le « retour » du parti soviétique à la stricte « légalité socialiste », on a dû prendre un drôle de détour à Prague.

Le Parti polonais a été moins ébranlé par les révélations du XXII<sup>e</sup> Congrès que la plupart des autres Partis communistes. Le « rapport secret » du XX<sup>e</sup> Congrès y avait largement circulé. En outre, il avait trouvé un prolongement suggestif dans le rapport de Gomulka au 9ème Plénum du POUP en octobre 1956. Les militants et les travailleurs savaient donc pour la plupart ce que Khrouchtchev a révélé pour la première fois devant l'opinion publique communiste au XXIIème Congrès. Celui-ci a provoqué deux réac-

tions à Varsovie : une tentative d'approfondir l'explication des origines du « culte de la personnalité » ; un timide essai de relancer la « déstalinisation » en Pologne même.

On connaît les interventions au Plénum du CC du POUP qui a discuté du XXIIème Congrès, et notamment celles d'Oscar Lange et de Gomulka. Personne n'est satisfait des formules officielles sur le « culte de la personnalité » ; mais on n'ose pas aller jusqu'au fond des choses. Gomulka cependant recule une fois de plus les bornes de la « déviation » vers le passé. Alors qu'officiellement le « culte » a commencé en 1934, pour Gomulka, il plongerait ses racines dans la collectivisation forcée, c'est-à-dire commencerait dès les années 30. L'allusion à la politique agricole polonaise qu'il faut défendre est transparente. Mais si Staline a eu tort en 1930, Boukharine eut-il raison ? Et Trotsky ? Comment ne pas poser ces questions ?

Nous disons que les tentatives de relancer la « déstalinisation » en Pologne même ont été timides. C'est que la manière dont a été étouffée la vague 1956-57 a laissé un goût amer dans la jeunesse ouvrière et étudiante, sans parler des intellectuels. Ces derniers temps, la police politique semble avoir dangereusement augmenté son pouvoir dans le pays. Aussi sont-ce avant tout des personnalités « intouchables » comme l'économiste Lipinski, L. Infeld, et Tadeusz Kotarbinski qui ont pu se permettre des offensives en faveur d'un plus grande liberté d'expression dans le domaine scientifique, artistique, etc. Mais c'est le vieux communiste Stanislaw Brodzki qui, dans l'hebdomadaire illustré *Swiat*, est allé le plus loin. Il a tiré notamment comme conclusion du XXIIème Congrès « trois principes de développement intérieur des pays socialistes : 1° l'élimination de la camisole de force du conformisme idéologique... une liberté de discussion scientifique illimitée... 2° le passage d'une démocratie populaire purement formelle à une démocratie réelle, qui doit devenir le pain quotidien des usines, dont le sort devrait être déterminé autant par les ouvriers que par le Parlement ; 3° la démocratie et la liberté de discussion la plus large au sein des forces politiques qui dominent les Etats socialistes et au sein des partis communistes et ouvriers. »

Cette plate-forme ne manque pas d'audace, et doit être considérée comme « aventuriste » dans les autres « démocraties populaires ». Mais serait-ce par hasard que Brodzki a été emprisonné un peu plus tard, par surprise (il a été rapidement relâché, mais l'intimidation était effectuée) ?

Parmi les Partis communistes des pays

## DROIT DE TENDANCE ET INTERNATIONALE

Le monolithisme du mouvement communiste n'a pas survécu à l'époque stalinienne. Mais il a commencé par donner naissance à un monstre : des « tendances » représentées par des partis « natio-

impérialistes, le cas du PC italien est particulièrement révélateur. De par les particularités du pays (existence d'un Parti socialiste assez puissant et moins droitier que dans la plupart des pays d'Europe ; interpénétration des « tendances » socialistes et communistes au sein de la C.G.I.L. ; effets déjà prononcés du XXème Congrès ; rayonnement réel de l'organisation trotskyste, etc.), les répercussions du XXIIème Congrès ont commencé par être particulièrement amples pour devenir rapidement sensationnelles. Ce fut le fameux débat rendu public au sein du Comité Central sur les origines du « culte de la personnalité » ; la « réhabilitation pénale » de Trotsky, proclamée par un des secrétaires du Parti ; la discussion encore beaucoup plus progressive dans le journal des jeunes communistes *Nuova Generazione*, qui exprima ouvertement la nécessité de réviser la position traditionnelle sur le rôle de Trotsky pendant et après la Révolution d'octobre. Ce fut le renforcement général d'un climat de liberté de discussion, de quasi-démocratie, au sein du mouvement ouvrier communiste, qui, se greffant sur une reprise réelle de la lutte de classe, aboutissait à un foisonnement d'idées audacieuses.

Cependant, la tendance dominante du PC italien, qui a dirigé et canalisé tout ce mouvement de révision critique, est foncièrement **droitière**, khrouchtchévienne. On peut même dire qu'en matière de « déstalinisation », de même qu'en matière de « voies pacifiques vers le socialisme », elle est simplement plus khrouchtchévienne que Khrouchtchev. Il est vrai qu'elle critique à propos les positions criminellement passives du P.C.F. à l'égard de la Révolution algérienne, et qu'au Congrès de Moscou de la F.S.M., elle fut la seule à constituer une opposition ouverte à la ligne officielle, également sur cette question. Néanmoins, l'orientation fondamentale de cette tendance étant droitiste, cette caractéristique allait rapidement prendre le dessus sur les aspects positifs de « l'offensive de déstalinisation » chez Amendola-Alicata. Et quand la bourgeoisie italienne a esquivé son « ouverture vers le centre-gauche », c'est-à-dire vers le néo-capitalisme, la faillite lamentable de cette tendance a causé des dommages sensibles à tout le mouvement ouvrier italien. Le résidu positif des répercussions du XXIIème Congrès réside donc moins dans un véritable redressement du P.C.I., qui ne pourrait être qu'un redressement politique sur une ligne de classe que dans le renforcement d'un climat de démocratie ouvrière qui facilite l'éclosion et le renforcement de **tendances critiques de gauche** au sein même du Parti.

naux » qui s'opposent en tant que tels, les uns aux autres : « Russes » contre « Chinois », « Yougoslaves » contre « Albanais », « Italiens » contre « Français », etc... La bureaucratisation extrême des

partis, l'absence d'une tradition de discussion normale, communiste, a fait que, même lorsque la chappe de plomb a été levée, la plupart des militants ayant acquis le droit à la parole n'ont pas trouvé grand-chose d'intéressant à dire (à l'exception du cas italien et du cas polonais). Il faut réapprendre à parler, comme il a fallu réapprendre à penser avec sa propre tête.

Cette situation ne pourra cependant se prolonger indéfiniment sans confronter le mouvement communiste international avec les menaces les plus graves : celle d'une transformation du conflit entre partis en un conflit entre Etats, et de porter notamment atteinte à l'alliance sino-soviétique. Le monolithisme conservé sur le plan national se retourne ainsi contre le « parti-guide » qui l'avait inspiré et instauré. Il n'y a pas d'autre remède à cette situation qu'un retour à la liberté de tendance **au sein** des partis communistes, qui aboutira rapidement à la formation de tendances internationales, infiniment plus compatibles avec des alliances d'Etat que des tendances « nationales » monolithiques.

On pourrait affirmer que l'actuel débat au sein du mouvement communiste international réfracte les positions marxistes-révolutionnaires de manière « brisée », comme le cristal brise le rayon de soleil dans le spectre des couleurs qu'il contient. Toutes les positions trotskystes se retrouvent parmi les différents participants au débat, mais aucune tendance présente ne les adopte toutes : les Russes liquident l'héritage stalinien, les Chinois s'approchent de la théorie de la révolution permanente, les Cubains affirment hardiment qu'un Etat ouvrier doit appeler les masses ouvrières et paysannes à faire internationalement la révolution, les Yougoslaves expliquent que la gestion des usines doit être dans les mains de conseils ouvriers, les Italiens (et dans une moindre mesure les Polonais) renouent avec la tradition léniniste de discussion libre au sein du Parti et des syndicats, les Albanais proclament le principe de l'égalité en droits de tous les partis communistes, grands ou petits, et de la nécessité de trancher les différends à travers des discussions internationales franches et loyales. Une seule position de base du marxisme révolutionnaire n'est encore défendue par aucun de ces partis et reste un « monopole » de notre mouvement trotskyste : **la nécessité absolue d'une Internationale révolutionnaire, fondée sur le centralisme démocratique, pour coordonner et guider le mouvement communiste international.**

Et pourtant, l'expérience pratique impose la nécessité d'un Parti Mondial de manière de plus en plus pressante à tous les communistes. Non seulement parce que c'est, en définitive, le seul moyen de conserver l'unité d'action internationale du mouvement et d'empêcher des conflits d'Etats dont seul profiterait l'impérialisme, mais encore parce que cela reste le seul moyen d'une élaboration politique juste, fondée sur l'expérience pratique au-

tant que sur les critères de doctrine. Sans organisation internationale, pas de pratique internationale ; sans pratique internationale, pas d'analyse correcte de la situation internationale, pas d'analyse correcte de la situation nationale et pas de possibilité de mener une politique correcte : ces vérités élémentaires, les communistes les réapprendront douloureusement dans les mois et les années à venir.

L'idée d'une nouvelle Internationale Communiste provoque chez beaucoup de communistes un premier mouvement de recul. Qui dit Internationale dit centralisation, pensent-ils, et qui dit centralisation dit bureaucratisation impulsée du centre. L'argument n'est pas valable même pour le passé. Ce n'est pas la bureaucratisation de l'Internationale qui a été à la base de la dégénérescence du mouvement communiste international, c'est la bureaucratisation d'un seul parti « national » (le parti russe) qui fut à la base de la dégénérescence de l'Internationale. Si celle-ci avait eu une indépendance plus grande à l'égard du parti russe — si son centre avait par exemple été établi en dehors de la Russie — non seulement plusieurs Partis communistes auraient pu échapper à la bureaucratisation ultérieure, mais l'Internationale communiste aurait sans aucun doute été une force pour freiner et contrecarrer dans une certaine mesure l'étouffement bureaucratique du Parti bolchévique.

Une Internationale vraiment démocratique, une Internationale qui tolère en son sein diverses tendances et qui est l'arène dans laquelle les expériences révolutionnaires internationales se confrontent librement, dans le cadre d'une discipline librement consentie, quel magnifique couronnement ce serait de l'extraordinaire richesse et variété qu'a prises aujourd'hui le processus révolutionnaire de par le monde. Personne n'a encore trouvé une solution meilleure pour combiner l'élaboration politique et l'unité d'action sous leur forme la plus élevée et la plus mûre. C'est cette solution que nous continuerons à propager.

Pour le moment l'impression prévaut du morcellement et du désordre. Même des ouvriers communistes parfaitement honnêtes et dévoués peuvent regretter l'époque de Staline « où tout était si clair et si simple ». Mais le désordre et le morcellement d'aujourd'hui sont précisément le **produit** de l'unité **factice** d'hier fondée sur l'étouffement des discussions des pensées et des réalités prolétariennes. A travers le morcellement et le désordre actuel le mouvement communiste mondial s'achemine inexorablement suivant les lois qui lui sont propres, vers une unité et une organisation à un niveau supérieur, vers une Internationale Communiste reconstituée sur la base du programme léniniste, adapté aux réalités de notre époque. C'est en œuvrant dans ce sens que les communistes démontreront en pratique que s'il y a crise, et crise d'agonie du stalinisme, il n'y a pas, il n'y aura plus jamais, de crise du communisme.

10 mars 1962.

**M. PABLO**

## La Révolution angolaise au seuil de l'An II

Depuis février 1962 la guerre de l'Angola est entrée dans sa deuxième année. C'est en effet du 4 au 6 février 1961 qu'a eu lieu l'attaque des prisons de Luanda, de la radio et d'une caserne militaire, par une foule angolaise que dirigeaient des militants chevronnés du M.P.L.A. (Mouvement Populaire de Libération de l'Angola).

La police, l'armée et les civils portugais ripostèrent, tuant dans la seule journée du 5 février plus de 3.000 Africains. Un certain nombre de cadres nationalistes, ayant échappé aux massacres de Luanda, réussirent à gagner la campagne et organisèrent la résistance des travailleurs employés dans les plantations de **Baiya do Cassange** dans le district de Malange.

Les populations du Nord du pays, encour-

### ORIGINES IMMEDIATES ET LOINTAINES

Apparemment l'initiative de la « violence » appartient aux masses angolaises, l'impérialisme portugais ayant été mis dans l'obligation de riposter pour « se défendre ». En réalité les événements de février 1961 à Luanda venaient à la suite d'une longue série de provocations et d'exactions de toute sorte de l'odieuse domination portugaise. L'attaque des prisons militaires et civiles de Luanda entreprise par la foule angolaise le 4 février 1961 visait à libérer les dirigeants et militants nationalistes arrêtés depuis le mois de mars 1959.

Le 8 juin 1960, la police arrêtait également, à Luanda, le leader nationaliste **Agostino Neto** qui, après avoir été conduit à Lisbonne, fut déporté sans jugement aux îles du Cap Vert.

Quand la population du village natal du Dr. Agostino Neto manifesta pacifiquement pour réclamer sa libération l'armée portugaise riposta, faisant plus de 30 morts et 200 blessés. Ce sont les massacres de **Icolo** et de **Bengo**.

Le 25 juin de cette même année 1960, l'abbé **Joachim Pinto de Andrade**, prêtre africain et personnalité bien connue en Angola pour ses prises de position anti-colonialistes, fut également emprisonné et ensuite déporté sans jugement. En juillet 1960 les troupes portugaises, considérablement renforcées après l'avènement du Congo à l'indépendance, effectuent de fréquentes incursions de terreur dans les quartiers africains de Luanda et à l'intérieur du pays, se livrant à des sévices, massacres et tortures de la population africaine.

Le but est naturellement de prévenir par la répression que la Révolution congolaise ne s'étende dans le sur, d'au-

ragées par ces exemples, s'engagèrent à leur tour dans la lutte armée. Depuis l'Angola s'est installé dans la guerre.

Il s'agit là, de toute évidence, d'une nouvelle « guerre d'Algérie », allumée dans la partie sud du continent africain, au voisinage immédiat des réserves ultimes de l'impérialisme en Afrique : Afrique du Sud et Rhodésies.

Pris entre le Congo embrasé qui cherche sa révolution manquée, et cette partie de l'Afrique ayant une forte minorité européenne, bien organisée, bien déterminée à défendre avec acharnement ses privilèges exorbitants, l'Angola est appelé à connaître une lutte dure, dont cependant l'issue finale ne laisse absolument aucun doute.

tant plus que les **Bakongo** habitant le nord du pays appartiennent à la même ethnie que les Bakongo « français » et « belges » libérés.

L'influence quasi-directe des événements du Congo sur la résistance angolaise ne fait du reste aucun doute. Dès la libération du Congo (1er juillet 1960) l'idée d'une résistance même armée à l'administration colonialiste portugaise gagne du terrain non seulement dans les milieux nationalistes avancés de Luanda, mais également dans les régions forestières et les villes de Cabinda et de l'Angola du Nord.

Ce sont précisément les petits groupes de résistants paysans rassemblés depuis cette date déjà dans les forêts de l'Angola du Nord et de Cabinda, sous l'influence politique **lumumbiste** (1), qui répondirent aux massacres de Luanda de février 1961, en déclenchant, vers le 15 mars, une campagne de représailles contre les demeures, les plantations, les boutiques, les bureaux, les centres de communications des Européens.

Mais les origines plus lointaines et fondamentales de la guerre de l'Angola, qui ne saurait évoluer autrement qu'en tant que guerre-révolution, qu'en tant que **Révolution angolaise**, se trouvent naturellement dans les caractéristiques et conséquences du joug impérialiste séculaire des Portugais sur le pays.

Certes on ne saurait parler d'occupation effective portugaise du territoire qui constitue aujourd'hui l'Angola, que depuis le traité de Berlin du 26 février 1885 consacrant le partage de l'Afrique entre

les puissances impérialistes. Cependant, jusqu'en 1922, la **conquête militaire** de l'Angola par les Portugais n'était pas encore parachevée, tant furent grandes et opiniâtres la résistance et les révoltes répétées, — environ une tous les 12 ans — de la population de l'intérieur.

Ce qui veut dire que l'occupation **administrative** de ce territoire grand comme deux fois et demie environ la France, et peuplé de près de 4,5 millions d'habitants, n'a effectivement commencé qu'à cette date (1922). C'est à partir de cette date que la colonisation de peuplement européen, forte actuellement de quelque 200.000 personnes, s'étend à l'intérieur et que se développent les grandes compa-

### LES TRAVAILLEURS ANGOAIS

En effet ces derniers se divisent en trois grandes catégories :

a) **Les travailleurs forcés**, véritables bêtes de somme, en majorité des paysans qui englobent environ 50 % de la masse des travailleurs africains. Théoriquement cependant le système du travail libre fut institué en Angola dès 1906.

Les travailleurs forcés sont recrutés par la convention Colons-Administrateur, travaillent souvent 12 heures par jour et ne touchent en moyenne que 3,50 dollars par mois. C'est l'administrateur qui donne l'ordre aux Chefs coutumiers indigènes de lui envoyer des hommes forts et robustes pour la culture du café, du palmier, etc. Ceux-ci sont expédiés à « Tonga et à Catete » où ils cultivent les champs sous la surveillance des forces armées (3). Le travail forcé est incontestablement une des principales causes de l'avisement des conditions matérielles, physiques et culturelles de l'Africain ;

b) **Les travailleurs libres**, engagés dans les entreprises des colons sous contrat unilatéral signé : gouvernement-colons, avec un salaire journalier fixé à 3 escu-

gnies concessionnaires qui exploitent les vastes plantations de café, les mines de diamants, de fer, de manganèse, et les pétroles. Les Portugais arrivèrent pourtant en Angola dès 1482, et pendant les cent ans qui suivirent ils occupèrent plusieurs points d'appui le long de la côte. Entre 1700 environ et 1850 la principale exportation du pays devint le commerce des esclaves, 15 millions de Noirs (2) ayant été envoyés vers les plantations de l'Amérique du sud ! Le trafic d'esclaves avait été officiellement aboli en 1836, mais **l'esclavage camouflé**, trait particulier caractéristique de l'impérialisme portugais continue pour des millions de travailleurs angolais !

dos 30 centavos, soit sept dollars environ par mois ! Le travailleur reçoit son salaire 15 jours après la fin du mois. Entre temps il se sert de bons qui lui donnent droit de s'alimenter aux cantines des colons, bons payés naturellement par son salaire. Les droits syndicaux sont par ailleurs inexistantes, 95 % des travailleurs africains étant privés de toute organisation syndicale légale (4) ;

c) **Les travailleurs intellectuels**, auxquels est attribué le titre d'**assimilados** jouissant en principe des mêmes droits que les Portugais et qui représentent cependant moins de 1 % des Africains.

Au total le nombre officiel des travailleurs angolais s'élève à quelque 800.000 dont 150.000 travailleurs dans les industries et plus de 500.000 dans l'agriculture.

Mais le travail salarié pour les propriétaires privés et pour l'Etat colonial, ainsi que le travail forcé (pour la construction et l'entretien des routes, des ponts, fabrication de briques, plantations, etc.) englobe en réalité environ 2,5 millions d'Africains (hommes, femmes et enfants de moins de 12 ans).

### LE MOUVEMENT NATIONAL ANGOAIS

Dans un pays où règnent des conditions sociales parcellées, où 99,3 % de la population, les **indigènes**, comme les considère la loi portugaise, ne participent pas aux élections, et où le taux d'analphabétisme

(2) Selon le Père Dieudoni.

(3) Voici comment **Marcelo Caetano**, ex-ministre portugais des Colonies, justifie le travail forcé : « La main-d'œuvre ne vient pas spontanément... c'est-à-dire : la demande ne correspond pas à une offre proportionnelle de bras. Les recruteurs ont dû parcourir la brousse à la recherche d'hommes valides pour travailler dans les plantations, les fabriques, les mines, les ports et les transports, et les autorités administratives ont dû intervenir pour discipliner le recrutement, d'autant plus que l'Etat a besoin de travailleurs pour les travaux publics... Et comme on ne peut pas toujours installer les exploitations européennes là où la main-d'œuvre abonde, il en résulte que le recrutement pour le travail aux dépens d'autrui, au moyen de contrats qui durent six mois en général, détermine l'envoi des travailleurs vers des régions très distantes de celles où ils habitent ». (M. Caetano, *Os Nativos na Economia Africana* - Coimbra 1954).

est supérieur à 99 %, constituant une barrière supplémentaire pour accéder au statut des **assimilés**, il ne reste en définitive que la voie de la « violence » c'est-à-dire de la lutte armée, comme moyen unique de libération nationale collective, et de réhabilitation individuelle.

Le mouvement politique national angolais, avant qu'il ne débouche sur la voie « algérienne » et « cubaine », c'est-à-dire de la **lutte armée basée sur la paysannerie**, a parcouru toutes les phases propres à l'histoire générale des mouve-

(4) Il y a seulement deux syndicats légaux : le Syndicat National des Chauffeurs, Cheminots et Métalliers et le Syndicat National des Employés du Commerce et de l'Industrie, à prépondérance européenne et dont la direction est nommée par le Gouverneur Général et par le Ministre des Colonies.

Le syndicalisme clandestin est représenté par l'Union des Travailleurs et Ouvriers Noirs de l'Angola (UTONA), qui a son siège en Angola même, et l'Union Nationale des Travailleurs Angolais (UNTA), qui a son siège à Léopoldville.

(1) Comme il est expliqué plus loin.

ments d'émancipation des peuples coloniaux. Pendant longtemps, on se berça d'illusions assimilatrices d'avec l'occupant ou de réformes, ou d'accès par « voie légale » à l'indépendance dans l'« association », la « coopération » avec la métropole impérialiste. Mais tout cela naturellement, tout ce mouvement qui se limita aux cercles intellectuels des « évolués » échoua inexorablement, dans le cas plus particulièrement de l'impérialisme portugais atrophie, qui puise puissance économique et « prestige » dans l'exploitation moyenâgeuse d'un empire de quelque 13 millions d'habitants.

C'est l'accentuation du caractère fasciste du régime de Salazar instauré au Portugal en 1928 qui précipita l'évolution et la maturation du mouvement national angolais. En 1929 les Africains de Luanda fondent d'abord La Liga Nacional Africana (L.N.A.), ensuite le Gremio Africano (Corporation Africaine), appelé plus tard Associação Regional dos Naturais de Angola (ANANGOLA). Indigènes africains se polarisent à l'ANANGOLA, assimilés à la LNA. Même cette dernière organisation connaît, au cours de la deuxième guerre mondiale, une crise insurmontable, sa base plébéienne exigeant l'abandon des méthodes réformistes de lutte et l'adoption de méthodes de lutte directe des masses. Sa direction corrompue par l'impérialisme, noyauté par la police, ne sut nullement répondre aux aspirations des masses.

Il faut attendre les premières années

## NATURE, PROBLEMES ET DIRECTION DE LA REVOLUTION

M.P.L.A. et U.P.A. sont actuellement les principales organisations politiques du mouvement national angolais, qui revendiquent la direction de la Révolution angolaise commencée. Il est difficile d'établir à l'heure actuelle leur influence respective exacte sur les masses angolaises en lutte.

Le M.P.L.A. semble contrôler les maquis opérant dans les districts de Luanda, Quanza Norte et Malange, tandis que l'U.P.A., ceux du Nord du pays le long de la frontière Congo-Angola.

L'U.P.A. qui a ses racines dans la population d'un demi-million d'Angolais vivant au Congo à la suite d'une émigration commencée il y a déjà deux siècles, ne fut à l'origine qu'une excroissance du mouvement national congolais. A tel point que son principal leader actuel, Holden Roberto, révéla au public international pour la première fois lors de la Conférence d'Accra en 1958 semblait bien n'être à l'époque qu'un disciple de Lumumba, introduit depuis grâce au prestige de ce dernier, dans la confiance des milieux nationalistes africains dirigeants. Revendiquant avoir initié la lutte armée des paysans angolais, partie selon lui le 15 mars 1961 du district du Congo, du Nord de l'Angola, Holden Roberto refuse la création d'un Front de Libération de l'Angola dans lequel participerait sur un pied d'égalité le M.P.L.A., et proclame son

de l'après-guerre pour que, de la jeunesse angolaise des villes, de Luanda en particulier, et celle étudiant à l'étranger, à Lisbonne, à Paris, émerge un mouvement national culturel, prodrome du mouvement national politique actuel. Poètes et écrivains angolais, noirs et métis, donnent naissance à un embryon de conscience nationale, font parvenir les idées libératrices qui agitent le monde révolutionnaire d'après-guerre, et passent à l'arme de la critique l'idéologie impérialiste portugaise.

Agostino Neto, Mario de Andrade, Viriato Cruz, Ilídio Machado, représentants de la poésie et de la littérature nationale angolaise naissante, cristallisent dans les années 50 sur le plan culturel les aspirations nationales de la jeunesse et des masses angolaises.

En décembre 1956 des dirigeants du Partido da Luta Unida dos Africanos de Angola (PLUA), organisation clandestine de masses, créé peu auparavant, et d'autres organisations, fondèrent le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA) organisation politique africaine de masses, créée à Luanda, à l'intérieur de l'Angola, par des Africains qui n'étaient jamais sortis de leur pays.

Parallèlement à ces développements à l'intérieur de l'Angola, les nationalistes angolais des milieux émigrés au Congo (ex-Belge), fondèrent en 1954 l'UNIAO das Populações do Norte de Angola, devenue en 1958 UNIAO das Populações de Angola (U.P.A.)

organisation l'U.P.A. direction unique et exclusive de la Révolution angolaise.

Le M.P.L.A. ne conteste pas l'action menée par les paysans du district du Congo, ni l'influence politique exercée sur eux par l'U.P.A.L. (5). Il affirme cependant avoir été, lui, à l'origine des événements de Luanda en février 1961, qui précipitèrent l'action des paysans du Nord et avoir généralisé ensuite cette action dans toute la partie du Centre du pays. Il réclame d'autre part avec insistance la création d'un Front Unique, incluant aussi bien lui-même que l'U.P.A.

Sur le plan du programme, les différences entre ces deux organisations ne paraissent pas importantes à l'étape actuelle, toutes deux mettant l'accent sur l'objectif primordial de la lutte nationale anti-impérialiste pour l'indépendance nationale. Mais les expériences algérienne et congolaise, entre autres, ont bien montré que la division du mouvement national perpétuée en pleine action directe des masses n'est ni un accident, ni le produit des rivalités de personnes, ou de tribus, ou d'ethnies. Elle se développe, en définitive, selon des lignes de classe précises, la lutte nationale anti-impérialiste ayant,

(5) Voir, entre autres, l'article « La lutte armée », paru dans le premier numéro du journal Unigade Angolana, organe de combat du M.P.L.A., édité depuis décembre 1961 à Léopoldville.

dans le contexte historique actuel, inexorablement tendance à se développer en révolution sociale visant à la fois l'indépendance politique et économique effective du joug de l'impérialisme. Seul un régime socialiste assurera en définitive un tel but. Mais déjà, lors de la phase nationale anti-impérialiste de la révolution, il est courant actuellement de voir le mouvement national africain se scinder en deux tendances, l'une « bourguibiste », c'est-à-dire bourgeoise et « pro-occidentale », c'est-à-dire pro-impérialiste; l'autre, « castriste », c'est-à-dire s'orientant en définitive vers le socialisme et le dégageant effectif de l'influence de l'impérialisme.

Quiconque veut voir clair dans les développements de la révolution congolaise, doit tenir compte du rôle particulier que joue actuellement en Afrique, et en Afrique Noire plus spécialement, l'impérialisme américain. Pour des raisons à la fois économiques — qui tiennent aux richesses minérales et agricoles considérables de cette partie du continent — et politiques qui tiennent à l'importance stratégique de l'Afrique dans la « guerre froide », l'impérialisme yankee est décidé, aussi bien à évincer les impérialismes mineurs (belge et portugais en premier lieu) qu'à enrayer l'implantation de l'influence sino-soviétique dans cette région. A cet effet, il jouera à fond la carte du nationalisme noir, en favorisant y compris l'indépendance formelle sous des gouvernements « nationaux » évoluant dans son orbite économique et diplomatique. Exemple, l'opération qu'il mène actuellement au Congo, à travers le gouvernement central, à la fois contre Tschombé, instrument d'intérêts principalement anglais et en partie encore belges et même français, et contre Gizenga, instrument soit d'une pénétration soviétique éventuelle, soit d'une résurrection d'un authentique mouvement révolutionnaire congolais.

Le mouvement national angolais ne saurait éviter d'exploiter les antagonismes inter-impérialistes, ni l'antagonisme « Est-Ouest » pour accélérer l'heure de l'indépendance nationale formelle. Mais, dans la mesure où celle-ci ne saurait être effective que dans le développement anti-impérialiste, social et socialiste de la révolution, il n'est pas sans importance pour les masses angolaises de savoir par quel canal précis se véhiculera, au sein du mouvement national angolais actuel, l'action de l'impérialisme yankee.

Un an de répression sauvage de l'impérialisme portugais, dont les effectifs atteignent maintenant quelque 60.000 hommes armés, n'a pu venir à bout de la résistance héroïque des masses angolaises. Malgré 50.000 morts, 150.000 réfugiés et plusieurs centaines de détenus politiques, la lutte commencée continue et continuera jusqu'à sa conclusion victorieuse.

Mais elle sera, nous l'avons noté déjà, très dure. C'est le sort de toute l'Afrique du sud, à forte colonisation européenne, qu'est mis en cause par la Révolution angolaise. D'où la solidarité agissante des Rhodésiens et de l'Afrique du Sud envers

Salazar, et la modération de l'O.N.U. dans ses interventions encore toutes verbales sur cette question.

La guerre d'Angola en se prolongeant, en s'étendant vers le sud, en s'approfondissant en véritable révolution, risque d'embraser une région aussi explosive, et déjà aussi agitée dans ses profondeurs, qu'est l'Afrique du sud. Elle risque, d'autre part, d'amener la chute du régime Salazar, qui impulserait considérablement la révolution espagnole en gestation. C'est ce qui explique la solidarité et la prudence de l'impérialisme, qui se reflètent dans les votes de l'O.N.U. prêchant à Salazar une décolonisation formelle, contrôlée par étapes, de cette terre de souffrances séculaires.

C'est cependant par l'extension de la guerre dans la partie du sud du pays, peuplée de pasteurs nomades aguerris, quoique beaucoup moins nombreux que les habitants du centre et du nord du pays, qu'on libérera la révolution, en partie au moins, de l'aide actuellement octroyée par le Congo, conditionnée par des influences étrangères certaines et précises. Du même coup, on dispersera l'effort de la répression et on se rapprochera du front commun avec les masses de l'Afrique du sud, les principales alliées naturelles et inévitables de la Révolution angolaise.

D'autre part, c'est en affirmant bientôt un programme social plus précis de la Révolution angolaise, mettant l'accent sur la question agraire en particulier, qu'on galvanisera davantage l'effort fourni par les masses paysannes, ossature de la révolution.

Les alliés européens de la Révolution angolaise ne sauraient que souhaiter ardemment la conclusion rapide d'un Front Unique Anti-impérialiste de toutes les organisations politiques angolaises. Mais leur devoir principal consiste à éviter les retards, les lacunes, les faiblesses qui ont marqué leur action en faveur de la Révolution algérienne, et à voler avec plus d'efficacité au soutien actif de la Révolution angolaise commencée.

En particulier par la formation de comités, larges, représentatifs, d'aide matérielle et morale à la Révolution angolaise. Ces Comités devraient organiser, sur la base d'un Front Unique anti-impérialiste et anti-colonialiste, tout d'abord de toutes les formations prolétariennes, politiques et syndicales, l'assistance financière, médicale, technique, militaire, de la Révolution angolaise, faire connaître et populariser sa cause, et promouvoir le boycott commercial et diplomatique du fascisme portugais.

Il s'agit de rétablir, dans la solidarité agissante effective, la soudure absolument nécessaire entre la révolution européenne et la révolution coloniale, dans un nouveau front parmi les plus valeureux, les plus poignants, de la lutte libératrice des peuples encore soumis à l'esclavage impérialiste.

20 février 1962.

(voir note page 56)

J. REGNAUD

## APRÈS LA SIGNATURE DES ACCORDS D'EVIAN

LA REVOLUTION ALGERIENNE,  
ALLIÉE N° 1 DE LA CLASSE OUVRIÈRE FRANÇAISE

La signature des accords d'Evian, qui ouvre une phase nouvelle de la Révolution algérienne, ouvre aussi une nouvelle page de l'histoire de la lutte des classes en France. De tous les pays d'Europe occidentale, la France est celui qui, dans les dernières années en particulier, a ressenti le plus fortement les répercussions de la grande lutte engagée dans le monde entre les forces de l'impérialisme et celles de la révolution coloniale, le pays dans lequel ces répercussions ont influencé le plus directement l'évolution politique intérieure, celle de la lutte des classes.

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1954 où commença la guerre de libération du peuple algérien, toutes les grandes étapes de l'évolution politique en France ont été étroitement influencées, et parfois même strictement déterminées, par l'affrontement de la révolution algérienne et de l'impérialisme français. Douze années de déceptions et de défaites pesaient, en 1956, sur le prolétariat français. Ses deux plus récentes tentatives de lutte d'envergure, en 1953 et 1955, s'étaient, comme les précédentes, soldées par des échecs. Pourtant, sous l'aiguillon direct de la guerre d'Algérie, on vit réapparaître en 1956 les prémisses d'un grand mouvement de masse : sur la base du désir de paix alors massivement exprimé, un tel mouvement pouvait servir de tremplin à un redémarrage de luttes qui auraient à nouveau menacé le régime capitaliste en France et posé les prémisses d'une transformation socialiste de la société

dans ce pays. Les neuf millions de voix recueillies par le Parti Communiste et le Parti Socialiste aux élections de janvier 1956, les mouvements de résistance et de rébellion dans l'armée, en particulier parmi les rappelés, en étaient les symptômes les plus nets.

Cette grande promesse fut brisée net par les grandes organisations ouvrières elles-mêmes : la prise en mains par Guy Mollet et la S.F.I.O. de la lutte armée de l'impérialisme français contre la Révolution algérienne, l'appui apporté à cette politique contre-révolutionnaire par le P.C.F. dans son vote en faveur des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet en mars 1956, stoppèrent radicalement le mouvement de masse qui s'amorçait. Sur la base de la lassitude et du scepticisme accru qui s'emparèrent alors des masses travailleuses, la bourgeoisie eut les mains libres pour préparer, en s'appuyant sur les couches les plus réactionnaires et sur les cadres de l'armée, l'instauration du régime bonapartiste de de Gaulle, scellant ainsi par une défaite grave pour le prolétariat la période qui s'était ouverte avec le grand mouvement révolutionnaire de masse de 1944-45.

Après cette défaite de la classe ouvrière, il fallut attendre deux ans, jusqu'en 1960, pour voir s'affirmer à nouveau une opposition (exprimée tout d'abord par des couches de jeunes et d'intellectuels) débordant le cadre des groupes d'avant-garde qui, comme le P.C.I. (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale), avaient, de

façon ininterrompue et depuis le tout début de la lutte armée du peuple algérien (1) manifesté une solidarité agissante envers cette lutte.

Pendant toute cette période d'apathie des masses - en France, l'obstacle principal, quasi unique, à la consolidation d'un « État fort » gaulliste, fut le combat héroïque du peuple algérien, dans les maquis et les villes d'Algérie et en France même. L'énorme tribut de sang et de souffrances payé par le peuple algérien pour sa libération n'a pas seulement imposé l'indépendance de l'Algérie ; il a aussi posé les prémisses d'un renouveau du mouvement ouvrier en France même. En imposant à l'impérialisme français un considérable effort de guerre et, finalement, en l'accablant à la recherche d'un compromis qui équivalait à une défaite, il a suscité au sein de la bourgeoisie française de profondes divisions. Cette lutte au sein de la bourgeoisie (parfois sourde, parfois ouverte et violente comme ce fut le cas lors des tentatives de putsch en Algérie et comme c'est le cas maintenant en France même où l'O.A.S. défie le pouvoir d'État gaulliste), a profondément affaibli celui-ci. Elle a, en particulier, porté un coup très dur au prestige que de Gaulle avait réussi à acquérir dans de larges couches populaires : plus de Gaulle, malgré ses rodomontades, composait avec son aile ultra et louvoyait pour ne pas heurter de front la base principale de son régime, l'armée, plus se prolongeait la guerre d'Algérie et plus les illusions pro-gaullistes qui empoisonnaient de larges couches du prolétariat en France s'estompaient.

C'est sur cette base que la courageuse action d'une avant-garde, d'abord limitée

### APRÈS LE CESSEZ-LE-FEU, INTENSIFICATION DE LA LUTTE DE CLASSE

Les mois qui viennent et qui marqueront la transition entre la guerre coloniale en Algérie et le référendum qui consacrerait l'Algérie indépendante, vont être un moment capital pour la lutte contre les tenants du fascisme et du colonialisme en France et en Algérie. La racaille fasciste qui assassine et torture en toute liberté en Algérie, n'est pas seulement la pire ennemie du peuple algérien ; elle est aussi celle des travailleurs de France, contre qui elle tourne maintenant sa fureur. Les centaines de milliers de travailleurs algériens en France, dont des dizaines ont été assassinés le 17 octobre par la même police qui a frappé

et à contre-courant de la politique des grandes organisations de la classe ouvrière, parvint à recueillir de plus en plus d'échos dans des couches populaires plus vastes. De la déclaration des 121 et du procès du réseau Jeanson à la manifestation d'octobre 1960 à la Mutualité, puis à celles de décembre 1961 et enfin des 8 et 13 février 1962, le réveil politique du prolétariat en France a marqué une progression constante. Ainsi, le combat des « damnés de la terre » algériens est venu ranimer ce prolétariat de France, qui, au cœur de ses luttes passées, avait le premier entonné l'*Internationale* et l'avait transmise comme un flambeau à ses frères du monde entier.

Contre tous ceux qui ont intérêt à estomper cet aspect capital de la lutte qui s'est déroulée dans les dernières années et qui maintenant, loin de se terminer, entre en France même dans une phase plus aiguë, c'est le devoir des militants révolutionnaires d'avant-garde de le souligner maintenant et d'en tirer les leçons pour la période qui s'ouvre.

(1) C'est en effet contre le mouvement trotskyste que la répression bourgeoise, dirigée alors par Guy Mollet, commença à s'exercer, en emprisonnant en avril 1956 quatre de nos camarades accusés d'aide au F.L.N., en poursuivant et en condamnant les camarades Frank et Privas pour des articles de « La Vérité des Travailleurs ». C'est pour tenter de porter un coup à l'action sans cesse poursuivie et accrue de la IV<sup>e</sup> Internationale en faveur de la Révolution algérienne que les camarades Michel Pablo et Sal Santen, dirigeants de la IV<sup>e</sup> Internationale, furent arrêtés et condamnés à des peines de prison cependant que la répression contre notre mouvement en France contraignit depuis de longs mois plusieurs de nos camarades à l'illégalité.

le 8 février les antifascistes français, sont les alliés naturels des travailleurs de France contre le fascisme.

Pour que cette alliance révolutionnaire nécessaire s'accomplisse et triomphe, il faut faire table rase des obstacles qui, au sein des organisations de la classe ouvrière française elle-même, ont freiné jusqu'ici sa réalisation, de même qu'ils freinaient la prise de conscience de la nécessité d'une lutte autonome des travailleurs en France contre la guerre d'Algérie et contre le fascisme et le gaullisme. Ceux qui, comme Guy Mollet, remerciaient de Gaulle en 1958 d'avoir épargné à la France les « horreurs

de la guerre civile», ceux qui, comme Thorez, prônent les bienfaits de leur utopie des «voies pacifiques au socialisme», ne pouvaient nullement armer les travailleurs de France «du désir de s'armer» pour faire front ensemble et en commun avec leurs frères algériens, contre la menace fasciste qui, aujourd'hui, se montre dans toute sa réalité et son horreur. C'est encore aux trotskystes «inefficaces», aux «professeurs» et aux «philosophes» (à juste titre honnis des fascistes pour qui l'intelligence humaine est le pire ennemi) qu'est revenu l'honneur de proclamer bien haut, comme le fit Jean-Paul Sartre au Procès Jeanson et comme le firent nos camarades Pablo et Santen devant leurs juges, que l'action unie de la gauche et des travailleurs de France et du F.L.N. contre le fascisme et le gaullisme étaient la condition pour vaincre le fascisme et le colonialisme en France et en Algérie.

Après le 17 octobre et le 8 février, face à l'épreuve de force qui s'ouvre en France et en Algérie pour faire passer dans les faits l'arrêt de la guerre colonialiste et la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie, ces positions ne doivent plus rester celles d'étroites avant-gardes; elles doivent activement être défendues par les militants ouvriers les plus conscients pour les réaliser dans les actions de masse antifascistes et les imposer aux grandes organisations de la classe ouvrière en France.

Ce n'est pas le régime gaulliste, gangrené jusque dans ses plus hauts rouages par le chancre fasciste, qui peut mener la lutte contre le fascisme et son Armée secrète de criminels. Alors que celle-ci multiplie

## LES JEUNES AUX AVANT-POSTES

La première de ces circonstances, c'est, encore une fois, la Révolution algérienne victorieuse elle-même, qui ne tolérera pas que ses fils continuent d'être impunément assassinés et traqués par la racaille de l'O.A.S. Il est bien certain que le peuple qui a su résister et finalement vaincre l'action d'une armée de plusieurs centaines de milliers d'hommes, peut venir à bout plus facilement des groupes d'assassins, surtout à partir du moment où l'entrée en vigueur effective du cessez-le-feu ne va pas manquer de semer trouble et division dans la masse des Européens d'Algérie qui leur sert de masse de manœuvre.

Mais il est un secteur décisif pour une suppression rapide de l'O.A.S. en Algérie et en France même, et sur lequel la pression

impunément ses crimes en Algérie et en France, c'est contre l'action de masse antifasciste que le «pouvoir» fait tirer sa police, ce sont les Algériens assassinés par dizaines par l'O.A.S. qu'il a fait encercler par son armée. Certes, aujourd'hui, l'O.A.S., qui s'oppose à la paix en Algérie voulue depuis de longs mois par une aile décisive du grand capital français, ne dispose pas d'un large appui de la part de ce dernier. Mais, dans l'avenir, lorsqu'elle sera libérée de l'hypothèque de la guerre d'Algérie, la bourgeoisie française pourra se montrer fort disposée à se servir de ces bandes fascistes aguerries à toutes les techniques de la répression et du crime, pour juguler la remontée du mouvement ouvrier. En France même, le retour d'une masse de *pieds-noirs*, les rancœurs des cadres de l'armée, aigris par leurs défaites successives du Vietnam et d'Algérie, pourraient aussi se conjuguer avec le mécontentement de certaines couches paysannes et petites bourgeoisies dont l'énergie de lutte n'est pas encore canalisée par un courant politique, pour fournir au fascisme la base de masse qui lui manque encore.

*C'est ce grand danger fasciste qu'il faut conjurer en écrasant dès maintenant «l'Armée» de Salan et en jetant bas «l'Etat fort» de de Gaulle dans tous les pores duquel elle étend ses ramifications. Cette double action nécessaire contre la vermine fasciste et l'arbre pourri du gaullisme qu'elle infeste tout entier, va pouvoir bénéficier, dans les mois qui vont séparer le cessez-le-feu du référendum en Algérie, de circonstances exceptionnellement favorables, à condition que les travailleurs et leurs organisations sachent les utiliser.*

du mouvement ouvrier en France peut être ressentie, surtout dans la nouvelle période ouverte par le cessez-le-feu: les soldats du contingent. Jusqu'à présent, cette masse de jeunes, criminellement abandonnée depuis des années par les directions ouvrières à la domination de leurs officiers réactionnaires ou fascistes, est restée inerte devant les crimes de l'O.A.S. Avec l'ordre de cessez-le-feu et de lutte contre l'O.A.S. qui s'y oppose, les divisions éventuelles des cadres de l'armée dans cette situation, une possibilité s'offre pour appeler les jeunes du contingent à une lutte contre les fascistes, ceux de l'O.A.S. et ceux du cadre de l'armée. Les jeunes du contingent ont déjà fait une première expérience lors du putsch d'avril 1961 où eurent lieu de nombreux

refus d'obéissance à des officiers fascistes. C'est au mouvement ouvrier en France de faciliter le retour d'une telle action des jeunes du contingent et de les aider à en faire, non seulement une action de lutte antifasciste, mais de solidarité avec le peuple algérien. Sur la base du désir général de paix, la situation est plus favorable que jamais pour s'adresser aux jeunes soldats et les aider à s'orienter dans ce sens. Les dirigeants des organisations ouvrières françaises qui critiquaient si amèrement la courageuse action des jeunes insoumis et leur reprochaient de ne pas faire leur travail dans l'armée (2), ont maintenant une belle occasion de faire passer leurs leçons dans les actes. Orienter maintenant les jeunes du contingent pour la lutte contre tous ceux qui, hors de l'armée et dans l'armée, agiront pour saboter la paix en Algérie, c'est réaliser dans l'immédiat la lutte la plus efficace contre le fascisme de l'O.A.S. et favoriser dans les faits une fraternisation pleine d'avenir entre le peuple

algérien et les travailleurs de France; c'est aussi faire lever parmi les jeunes soldats des centaines de cadres aguerris pour la lutte antifasciste qui commence en France. C'est préparer la rentrée dans les rangs du prolétariat de toute une génération nouvelle de combattants conscients et décidés.

Pour impulser cette partie décisive de la lutte, les jeunes qui sont dès maintenant l'aile marchante de la lutte antifasciste en France, les jeunes étudiants en particulier, ont un rôle de premier plan à jouer. Déjà par leur organisation du Front Universitaire Antifasciste et par les actions courageuses qu'il dirige contre les fascistes au Quartier Latin et ailleurs, ils sont un exemple pour le mouvement ouvrier tout entier. L'action solidaire envers les jeunes du contingent et l'encouragement à leur action antifasciste pourra aussi grandement aider à réorienter le mouvement ouvrier sur ce point capital.

## FRONT UNIQUE ET ARMEMENT DES TRAVAILLEURS

Le réveil politique des masses populaires en France, exprimé par le caractère massif des manifestations du 13 février, en particulier à Paris, et qui ne peut que s'accroître face aux crimes répétés des fascistes, offre une base des plus favorables à l'organisation de masse de la lutte antifasciste et contre l'Etat fort de de Gaulle. De ce point de vue, un changement très important a eu lieu par rapport au climat d'apathie qui régnait au moment de la prise du pouvoir de de Gaulle.

Il est maintenant possible, pour réprimer les crimes fascistes et mettre leurs auteurs hors d'état de nuire, de constituer partout des comités de front unique antifascistes qui sont seuls capables d'exercer contre l'O.A.S. une répression efficace que la police gaulliste, en partie gangrenée par elle, ne saurait en aucune manière exercer. Pour que ces comités se forment et agissent comme un raz de marée dans tout le pays, l'action redoublée des éléments les plus conscients et les moins bureaucratiques dans la situation actuelle est nécessaire: les jeunes du F.U.A., les intellectuels de la Ligue antifasciste de Sartre et Schwartz, doivent être appuyés par tous les éléments conscients du mouvement ouvrier en France afin que, dans les faits, la lutte contre les fascistes et tous leurs complices dans l'Etat gaulliste devienne une lutte effective, menée par des groupes et des réseaux de front unique de plus en plus vastes, possédant les moyens de mettre les criminels

hors d'état de nuire, et tout d'abord les armes. Ces armes, le gouvernement les a gardées et les gardera soigneusement pour sa police et ses propres forces de répression, afin de les utiliser, comme il l'a déjà fait le 8 février, contre les manifestations ouvrières qui menacent, même indirectement son pouvoir.

Armer les comités antifascistes, les militants qui servent de plus en plus de cible aux fascistes, c'est le devoir des organisations ouvrières, car le cours pris par l'évolution de la situation en France ne s'arrêtera pas avec la fin de la guerre d'Algérie et c'est les armes à la main que les travailleurs de ce pays devront liquider le fascisme et l'Etat bourgeois, instaurer un gouvernement de front unique des partis ouvriers, appuyés sur les comités de base et contrôlés par eux.

La lutte contre le fascisme en France, la victoire ouvrière sur le fascisme et «l'Etat fort» gaulliste, peut marquer pour toute l'Europe un tournant anticapitaliste décisif. Dans toute l'Europe occidentale, la solidarité ouvrière antifasciste doit s'organiser et traquer en particulier les fascistes de l'O.A.S. et leurs complices.

17 mars 1962.

(2) Travail qu'ils n'avaient pas un seul instant mené avant ce mouvement des insoumis et qu'ils n'impulsèrent pas davantage par la suite.

**Michel PABLO**

## Lettre à Fidel CASTRO

Cher Camarade Fidel Castro,

Chers Camarades du Mouvement du 26 Juillet,

Je vous écris de la cellule de ma prison, où je me trouve enfermé depuis 13 mois déjà, en attendant le verdict du Tribunal qui vient de juger mon camarade Sal Santen et moi-même, accusés tous deux pour des activités « criminelles » en faveur du F.L.N. et de la Révolution algérienne.

J'ai eu l'immense plaisir de lire récemment ici même, coup sur coup, l'admirable livre de W. Mills « Listen Yankee » et celui de L. Huberman et P. M. Sweezy « Cuba, anatomy of a Revolution ».

Je trouve significatif que les meilleurs ouvrages jusqu'ici sur la Révolution cubaine, soient écrits par des yankees. C'est, à mon avis, une preuve supplémentaire du sens historique de la Révolution cubaine, déjà très bien saisie par quelques intellectuels de la gauche libérale ou socialisante des Etats-Unis: d'être non seulement le début de la Révolution socialiste latino-américaine, mais, historiquement parlant, de la Révolution socialiste panaméricaine tout court. Ce qui donne déjà toute la mesure de l'immense signification et portée de la Révolution cubaine.

L'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale fut des premières à saisir la dynamique de la lutte et de la victoire remportée par l'héroïque mouvement du 26 Juillet sur Batista, à suivre, à comprendre, à saluer, chaque étape successive de la Révolution socialiste permanente cubaine. Faire connaître et défendre la Révolution cubaine parmi les masses travailleuses du monde entier, et, plus particulièrement, parmi les travailleurs latino-américains et nord-américains, fut et reste, pour la IV<sup>e</sup> Internationale, une tâche primordiale à laquelle nos militants se sont attachés de bonne heure avec toute leur ardente énergie révolutionnaire. Ce qui me permet de vous parler à cœur ouvert en tant que membre d'une organisation historiquement préparée par ses idées et ses luttes à comprendre aisément et à fond la Révolution cubaine, et dévouée totalement, inconditionnellement, à défendre les armes à la main, contre la réaction et l'impérialisme, cette révolution.

Par tout ce que j'ai pu connaître avant mon arrestation sur vous-même et votre mouvement du 26 Juillet, sur la manière dont vous avez su mener la lutte héroïque contre la sanglante dictature de Batista, sur les premières réalisations de la révolution, et par tout ce que j'ai pu suivre sur la marche de la révolution de-

puis mon arrestation, je suis arrivé à la conviction que nous avons affaire à une direction socialiste révolutionnaire d'une qualité intellectuelle et pratique supérieure. Par tout ce que vous avez fait jusqu'ici et faites actuellement, vous appartenez **de facto** à la lignée des grands révolutionnaires, qui ont su découvrir, assimiler, interpréter et développer le marxisme de manière créatrice et profondément révolutionnaire, comme Rosa Luxembourg, comme Lénine, comme Léon Trotsky, comme, dans certains domaines, les révolutionnaires yougoslaves et chinois.

Car le marxisme, n'est-ce pas, n'est pas la sèche et schématique codification des dogmes et des citations des classiques, interprétés de façon opportuniste ou simplement stupide par ceux qui, une fois au pouvoir, institutionnalisent le marxisme, afin de justifier toutes les pratiques de l'Etat et les intérêts de la caste bureaucratique qu'ils forment, comme ce fut le cas pour Staline et le stalinisme. Le marxisme est doctrine souple et ouverte de connaissance sociale réelle et d'action révolutionnaire orientée vers le socialisme et le communisme, qui ne saurait exclure aucune vérité acquise dans n'importe quel domaine et qui se nourrit constamment de l'apport créateur de la pratique révolutionnaire, éternellement nouvelle et unique.

Personnellement, j'ai beaucoup admiré et apprécié la manière révolutionnaire, directe, fraîche et anti-dogmatique, souvent originale, avec laquelle vous avez abordé et résolu des questions importantes, fondamentales de la lutte pour le Pouvoir et du Pouvoir. C'est là la voie du véritable marxisme créateur.

La manière dont vous avez engagé la lutte armée contre Batista en vous appuyant sur la paysannerie pauvre, la compréhension profonde que vous avez montrée dans la formation de l'armée des partisans, sa liaison intime, sa fusion avec les masses révolutionnaires paysannes est d'une importance capitale pour toute l'Amérique latine. Cette manière saura vaincre des préjugés schématiques et sectaires existant encore dans les rangs des marxistes révolutionnaires, sous-estimant pratiquement l'importance capitale de l'organisation de la guerrilla basée sur la paysannerie révolutionnaire, afin d'initier la lutte armée contre la réaction pro-impérialiste, d'épauler à chaque étape cette lutte, de stimuler, d'activer le prolétariat des villes et de le souder à la paysannerie révolutionnaire. C'est dans l'audace extrême que vous avez démontré dans ce domaine, en misant à très juste titre sur le soutien, l'énergie de la paysannerie révolutionnaire, que réside un des ensei-

gnements fondamentaux de la Révolution cubaine pour toute l'Amérique latine.

Fuisse cet exemple réorienter les forces révolutionnaires en Amérique latine, dont certaines au moins, soumises à l'influence des Partis communistes, se perdent dans des manœuvres opportunistes sans fin à la recherche d'une hypothétique « bourgeoisie nationale » soi-disant « révolutionnaire », comptent sur son alliance et même sur sa direction, au lieu de découvrir la force révolutionnaire immense de la paysannerie pauvre ou sans terre de leur pays, se baser sur elle, et rejetant résolument leur pusillanimité indigne, se lancer ardemment, avec une audace extrême, dans la véritable organisation et action révolutionnaire, y comprise sous la forme de la lutte armée de guerrillas.

La marche victorieuse de la Sierra Maestra à la Havane de la Révolution cubaine est, à plus d'un titre, hautement significative. Comme dans la marche générale de la révolution socialiste à notre époque, les schémas marxistes classiques se trouvent renversés, la révolution progressant de la périphérie, composée par les peuples coloniaux et semi-coloniaux, vers le centre occupé par les pays capitalistes avancés et la citadelle impérialiste des Etats-Unis en dernier lieu, de même dans nombre de pays la révolution prolétarienne et socialiste peut commencer et progresser appuyée pour toute une période essentiellement sur l'aile de la paysannerie révolutionnaire qui stimule et épaula la lutte du prolétariat dans les villes où réside la force principale, mieux organisée, de l'ennemi.

Certes les particularités de chaque pays influent sur le développement de la révolution et lui impriment un cachet unique, quant à la manière, entre autres, de souder la lutte dans les campagnes et les villes. Mais le particulier ne se détache en tant que tel que sur le fond du général, dont la Révolution cubaine est un exemple, au moins pour toute une série de pays soumis à l'impérialisme, à structure de classe et particularités géographiques analogues.

Personnellement, j'ai également beaucoup apprécié la manière que vous avez employée pour aborder les problèmes de la reconstruction économique et sociale du pays, après quelques étapes initiales nécessaires. Je fais allusion plus particulièrement à l'orientation que vous avez imprimée à l'économie, et la solution donnée à la question agraire. S'il est exact, comme W. Mills l'affirme ainsi que tant d'autres, que vous ne rêvez pas du tout d'une économie cubaine autarcique, unilatéralement basée pour tout une longue période sur le développement prioritaire et quasi absolu de l'industrie lourde, mais d'une économie largement ouverte aux possibilités du marché mondial et basée sur des rapports justes et harmonieux entre l'industrie lourde, l'industrie légère, l'agriculture, vous êtes parfaitement sur la bonne voie. Cette question a une importance capitale, y compris pour l'évolution politique du régime de la révolution.

Une telle orientation signifie tout d'abord que le socialisme s'avèrera payant immédiatement pour les masses paysannes et ouvrières de Cuba, élevant dès maintenant, aussi modestement que ce soit, mais constamment, leur niveau de vie, au lieu de sacrifier la génération active présente à une génération future. Cela signifie également qu'on bâtira une économie harmonieuse, qui évitera le décalage énorme, constaté encore actuellement en URSS, entre l'industrie — l'industrie lourde en particulier — et l'agriculture.

Des rapports justes entre le développement réciproque de l'industrie lourde, de l'industrie légère, de l'agriculture, signifient non seulement un développement **politique** sain du pays, par l'élevation constante du niveau de vie des masses, mais également un développement **économique** sain du pays, en évitant les différenciels « goulots d'étranglement » de l'une ou de l'autre des branches de l'économie, à une étape ultérieure, et leurs conséquences politico-économiques multiples.

Le fait que vous semblez avoir saisi à fond l'importance d'un tel développement économique pour Cuba peut s'avérer d'un intérêt vital pour l'évolution du régime issu de la Révolution.

Non moins importante est la solution donnée à la question agraire, particulièrement avec la création et le fonctionnement des coopératives. J'ai noté le fait, très significatif à mon avis, que les travailleurs agricoles de la coopérative considèrent être **membres** de celle-ci, participant effectivement à son organisation et à sa gestion, et ayant à partager entre eux une partie du surplus créé par l'entreprise. Veiller à ce que partout les travailleurs et les producteurs directs aient de plus en plus à organiser et à gérer l'économie nationalisée et planifiée du pays, et ne se considèrent pas comme de simples ouvriers au service d'un Etat abstrait et bureaucratique, c'est là une question politico-économique capitale pour l'évolution future du régime.

J'ai pris également bonne note de ce que W. Mills affirme dans son livre concernant vos préoccupations et vos conceptions pour la structure et le fonctionnement de l'Etat et de la démocratie socialiste, pour la liberté et l'épanouissement de la culture, la lutte contre l'analphabétisme, l'éducation des enfants, etc. Tout cela, dans les grandes lignes de l'esquisse, paraît juste, souvent excellent, conforme aux meilleures traditions de la pensée libératrice du marxisme révolutionnaire authentique.

On peut, naturellement, de ce qui s'ébauche actuellement comme conception et premières réalisations, conjecturer que la Révolution cubaine ne tardera pas à trouver l'équilibre juste entre les nécessités d'une vie familiale et privée, et l'intégration nécessaire dans la vie collective sociale active, à libérer effectivement la femme des travaux domestiques abrutissants, à planifier les naissances, à améliorer même la qualité de la matière hu-

maine par un eugénisme souple et de plus en plus volontairement accepté, à libérer la recherche artistique et scientifique de toute entrave étatique bureaucratique et de tout préjugé.

Tout cela viendra par étapes, à travers des tâtonnements, des erreurs même, des détours et d'éventuels retours en arrière — car la construction du socialisme n'est donnée, n'est codifiée dans aucun livre — au fur et à mesure que s'élèvera le niveau matériel et culturel des masses, et pourvu que l'Etat ne se sclérose pas dans le bureaucratisme. C'est sur ce dernier aspect du problème que je me permets d'insister davantage.

Doter l'Etat d'une structure vraiment démocratique et éviter que les déformations bureaucratiques, jusqu'à un certain point inévitables pendant une longue période de transition, deviennent prépondérantes, voilà le problème crucial auquel a à faire face toute révolution limitée à un seul pays, après la conquête du pouvoir et les changements fondamentaux survenus dans l'ancienne structure économique et sociale du pays.

La Révolution cubaine est encore dirigée d'en haut par les hommes de l'armée révolutionnaire qui a conquis le pouvoir. C'est là une situation jusqu'à maintenant unique dans l'Histoire, où la prise du pouvoir et le début de la révolution par essence prolétarienne et socialiste est accomplie en l'absence d'un parti marxiste révolutionnaire et des institutions soviétiques (Conseils). Il faut, peut-être, voir en cela la manifestation d'une nouvelle dynamique de la révolution socialiste mondiale à notre époque, résultat du nouveau rapport des forces établi mondialement. Au rôle du Parti s'est substitué à Cuba l'armée révolutionnaire, et au rôle des Conseils, différents organismes issus de la lutte et depuis.

Mais, maintenant, il s'agit de codifier en quelque sorte la structure du nouvel appareil d'Etat révolutionnaire. Il faut certainement un Parti et il faut une structure de l'Etat basée sur des Conseils c'est-à-dire des organismes élus par les masses qui détiennent un réel pouvoir exécutif et législatif. La forme de ces organismes sera dictée par l'expérience particulière de chaque révolution, et les particularités de chaque situation.

Il paraît que vous êtes déjà engagés dans la création d'un parti politique unique, dont l'ossature est tout naturellement composée par le mouvement historique du 26 Juillet et l'armée révolutionnaire qui a remporté la victoire. C'est là un très grand pas en avant dans la consolidation et le fonctionnement du régime révolutionnaire.

Que sera ce Parti et quel sera son rôle? Je présume qu'il s'agira en définitive d'un grand parti marxiste révolutionnaire, profondément démocratique, comme fut celui des bolchéviks au temps de Lénine. Dans la mesure où ce parti sera effectivement tel, permettant dans son sein la libre confrontation des tendances idéologi-

ques, comme au temps de Lénine, il jouira de la confiance illimitée de la grande majorité des masses, et peut s'avérer de **facto**, pratiquement, comme le seul parti viable, le parti unique. Dans ce cas, l'éventuelle lutte des tendances démocratiques dans son sein sera, en définitive, le reflet des intérêts et aspirations des différentes couches des masses travailleuses.

Mais, pour que ce monopole politique de fait soit justifié par la seule confiance libre des masses à ce parti et non par la contrainte bureaucratique de l'Etat, il faudra bientôt proclamer le droit à l'existence de tout parti qui se place dans le cadre de la Constitution socialiste du pays et adhère aux conquêtes économiques, politiques et sociales fondamentales de la révolution. Ce droit à l'existence éventuelle d'autres partis ainsi définis, est la clef pour le développement d'une véritable démocratie socialiste. Car non seulement ce droit illustre le caractère justifié par la confiance libre accordée à l'éventuel parti unique, mais aussi le caractère vraiment démocratique des organismes élus par les masses qui constitueront la structure du nouvel appareil d'Etat.

Dans de tels organismes, Conseils, Assemblée Nationale, etc., il ne peut y avoir de véritable démocratie socialiste, si on y interdit le jeu libre des tendances politiques différentes, non seulement locales, mais éventuellement avec droit de s'organiser y compris sur le plan national. Sans vie politique libre, il n'y a ni parti politique, ni organismes politiques d'Etat. Mais qui dit vie politique libre, dit confrontation libre des diverses tendances politiques.

Le plus grand danger qui guette la révolution après la prise du pouvoir, surtout dans les pays à bas niveau matériel et culturel, est celui de la bureaucratisme rapide du parti révolutionnaire et de l'Etat.

Dans des cas d'urgence extrême, quand la révolution est assaillie de toutes parts par ses ennemis, on peut concevoir que le régime révolutionnaire issu de la prise du pouvoir et non encore consolidé, se voit acculé à suspendre, pour un temps aussi court que possible, le fonctionnement normal de la démocratie socialiste, et à se réduire à la dictature en réalité du parti sur les masses, et même de la direction du parti, sur le parti et les masses. Car l'alternative pratique serait dans ce cas de voir périr la Révolution. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre ce qui s'est passé en Union soviétique lors de la guerre civile et de l'intervention impérialiste. C'est dans ce sens que Lénine et Trotsky ont justifié envers leur propre conscience certaines mesures, qu'ils ont toujours considérées à la fois comme exceptionnelles, anormales et éphémères.

Pour cette raison, je ne saurais être d'accord avec certaines conclusions que tire de cette expérience Isaac Deutscher, dans sa biographie de Léon Trotsky, ou-

vragé par ailleurs de très grande valeur, et que je souhaite que vous ayez étudié avec toute l'attention qu'il mérite. Ni Lénine, ni Trotsky n'ont jamais théorisé certaines pratiques carrément antidémocratiques auxquelles le régime, placé dans des conditions exceptionnelles, absolument exceptionnelles, s'est vu obligé de recourir et n'ont jamais renié la conception qu'ils avaient de la démocratie dans le parti et l'Etat prolétarien et socialiste, développée dans leurs ouvrages.

Lénine et Trotsky, loin de théoriser a **posteriori** certaines pratiques de l'Etat, ont ouvertement dit qu'il s'agissait là de mesures provisoires, exceptionnelles, et même de reculs, rendus certes nécessaires, mais non moins contraires au sens profond de la dictature du prolétariat, de la démocratie socialiste, du socialisme. Et c'est encore Lénine, il ne faut pas l'oublier, qui fut le premier à prendre conscience des déformations bureaucratiques de l'Etat, du danger extrême de la bureaucratie, et à entamer de bonne heure la lutte contre ce danger et les hommes qui l'incarneraient dans le Parti, Staline en tête.

Certes, seule l'élévation substantielle du niveau matériel et culturel des masses est, à la longue, un remède efficace contre la sclérose et la dégénérescence bureaucratique même de l'Etat issu de la révolution. D'où l'importance extrême d'une politique économique juste orientée dès le début vers l'amélioration constante du niveau de vie des masses et qui évite de rejeter la paysannerie dans une opposition obstinée au régime. Ce qui fut le cas en URSS avec la disproportion criante entre l'industrie lourde et l'industrie légère et la collectivisation brutale et forcée des années 30, et en l'absence d'un marché capable de satisfaire à bas prix les besoins des paysans. Ce qui fut également le cas dans les autres « Démocraties Populaires » européennes — à l'exception de la Yougoslavie — qui ont trop retardé le développement de l'industrie légère et ont procédé à des expériences, chaque fois vouées à l'échec, de collectivisation forcée de l'agriculture, sans que les bases techniques et économiques existent encore.

Certes, les destructions et la désorganisation qui résultent de la guerre civile, le blocus économique décrété par l'impérialisme, les dépenses militaires, peuvent amener un développement déséquilibré de l'économie, et imposer à l'industrialisation et à l'équipement du pays, un fardeau bien lourd sur les masses paysannes et ouvrières. Mais ce qui n'est pas permis c'est d'aggraver les conditions objectives éventuellement défavorables pour la reconstruction socialiste, par les erreurs et les gaspillages énormes d'une bureaucratie qui tend à se développer inévitablement dans un climat de pénurie matérielle, et en l'absence d'un contrôle effectif des masses sur l'appareil d'Etat, de plus en plus distinct de ces dernières. C'est ce danger qu'il s'agit de combattre

dès le début avec une extrême vigueur pour éviter que le régime issu de la révolution ne dégénère en dictature bonapartiste de la bureaucratie sur les masses, à travers la dictature du parti unique, et même la dictature de la direction de ce parti sur le parti et sur les masses.

Un tel processus n'est nullement inévitable et on ne saurait faire plus grande offense à la doctrine socialiste, et au socialisme, que d'affirmer, sous divers prétextes, le contraire. Il faut donc penser et veiller dès maintenant à toutes les mesures capables de préserver le caractère démocratique du parti révolutionnaire, et de l'Etat issu de la révolution.

Les déformations bureaucratiques sont inévitables pendant toute la période de transition, de pénurie matérielle et de bas niveau culturel des masses. Mais il est possible de lutter efficacement contre ces déformations, en évitant qu'elles envahissent et dominent le corps de l'Etat, au moyen d'une véritable démocratie socialiste. Personnellement, je suis arrivé depuis longtemps à la conclusion que si, pendant la période cruciale qui suit la prise du pouvoir, il est quasiment inévitable que le parti révolutionnaire assume directement le pouvoir en collaboration étroite avec les organismes élus des masses, il faut très sérieusement envisager le moment où le parti, en tant que tel, se distingue nettement de l'appareil de l'Etat et du gouvernement, dès que le pouvoir se consolide, et que, par contre, le danger de la bureaucratisme devient évident et grand. Le parti doit avoir avant tout le souci de rester la conscience politique et idéologique des masses et de la révolution, fixé inébranlablement aux buts finaux, survolant toute la route à parcourir, intransigeant, par rapport aux principes, disant toujours la vérité totale aux masses. En tant que tel, le parti ne saurait se confondre avec l'Etat bureaucratiquement déformé, quoique, en dernière analyse, celui-ci reste un Etat ouvrier, issu de la révolution, et défendant les bases économiques et sociales de cette révolution.

La politique de l'Etat, par sa nature, ne peut être qu'empirique, composant avec les problèmes du jour, pleine de compromis, de retraites, usant d'un langage conventionnel dans ses rapports, par exemple, avec les autres Etats, au fond une politique souvent opportuniste. Le parti ne saurait se subordonner à cette politique, la rendre complètement sienne, sans réserves et critiques, et surtout la théoriser comme l'exégèse authentique pratique de la théorie socialiste et du socialisme. En empruntant cette voie comme le fit Staline en URSS, on liquide en réalité le parti dans l'Etat, on vulgarise le marxisme au point de le rendre méconnaissable, on trompe effrontément les masses. Il est possible et salutaire d'envisager que le parti puisse prendre ses distances, tout comme les syndicats, par rapport à l'Etat ouvrier et rester en étroit contact avec les masses et leurs organismes démocratiques élus, sur lesquels doit

se baser l'Etat, pour contrôler précisément avec l'aide des masses plus efficacement cet Etat. Dans un tel cas, la retraite du gouvernement des principaux dirigeants du parti, qui constituent son capital moral suprême, ainsi que celui du pays tout entier, peut énormément encourager les masses dans leur apprentissage du contrôle et de la gestion de l'Etat ouvrier.

Quant aux organismes des masses sur lesquels doit se baser le nouvel appareil d'Etat, on ne saurait les définir arbitrairement. Ils vont se former selon les particularités de chaque révolution et de chaque pays. Mais, dans leur essence, ils ne sauraient être que des organismes démocratiquement élus, genre de Conseils, ou d'Assemblées, ou une combinaison des deux formes, ouverts à tous les citoyens, et, si possible, à tour de rôle, afin que le plus grand nombre possible de citoyens fasse l'apprentissage du contrôle et de la gestion de l'Etat.

J'ai été personnellement frappé en étudiant dans ma prison la **Constitution d'Athènes** d'Aristote, de plusieurs traits d'essence profondément démocratique, qui caractérisaient la démocratie athénienne au IV<sup>e</sup> siècle avant notre ère. Certes, cette démocratie était basée sur l'esclavage, et se limitait au nombre des citoyens libres. Mais ce qui compte, c'est comment elle fonctionnait pour ce nombre, notre époque étant celle qui remplace les esclaves par des machines. Ce qui frappe dans ce fonctionnement, c'est l'institution de l'Assemblée du Peuple, le très grand nombre de citoyens faisant partie du Conseil de la Ville, et des Tribunaux, le tirage au sort parmi les citoyens de la plupart des fonctions administratives. Sans copier des institutions anciennes, l'exemple de la démocratie athénienne n'étant nullement unique dans l'histoire, la démocratie socialiste ne saurait justifier son essence profonde, si elle n'arrivait à s'exprimer, non pas dans un Etat bureaucratique abstrait, éloigné des producteurs et des citoyens, mais dans la masse organisée de ces derniers en Etat.

Les réalisations jusqu'ici de la révolution cubaine, la qualité et l'esprit critique de sa direction, permettent les meilleurs espoirs également sur le plan de la lutte contre la bureaucratie et la bureaucratie. Le cadre national de la Révolution cubaine est celui d'un petit pays encore insuffisamment développé. Mais son retentissement est mondial, et particulièrement décisif pour l'Amérique latine, et même pour l'Amérique du Nord.

La Révolution cubaine bénéficie de plusieurs avantages. Elle a vaincu sans connaître — au moins sur une échelle comparable — les dévastations et les destructions causées par la guerre impérialiste, qui ont marqué la Révolution d'Octobre, et d'autres révolutions depuis. Par le fait de l'existence et de la puissance de l'URSS et des autres Etats ouvriers et de toute une pléiade de pays affranchis de l'impérialisme en Afrique et en Asie

en particulier, le blocus économique de l'impérialisme ne peut avoir sa rigidité d'antan. L'aide économique provenant de ces pays, y compris l'aide militaire promise en particulier par l'URSS et la Chine, s'est déjà avérée d'une importance capitale pour la consolidation et la survie de la Révolution cubaine. Celle-ci bénéficie, d'autre part, de la proximité du pays, avec la haute technique et la haute culture technologique des Etats-Unis, qui sont un facteur non négligeable pour la culture générale des masses cubaines.

Ainsi, dès le départ, la Révolution cubaine se place, du point de vue des possibilités matérielles et dispositions culturelles, sur un niveau élevé et prometteur. C'est à sa direction qu'incombe la tâche historique immense de faire fructifier au mieux ce capital, au profit aussi bien des masses cubaines qu'internationales.

Vous êtes parfaitement conscients — cela se voit à plus d'une manifestation — de la valeur éducative immense de chacune de vos paroles, de vos gestes, de vos actes. Vous avez en cela parfaitement raison. Qu'il s'agisse de l'orientation de l'économie, de la solution du problème agraire, des institutions nouvelles de l'Etat, du fonctionnement de la démocratie socialiste, de la manière de concevoir la liberté de la culture, de l'architecture des maisons et des villes, du traitement des prisonniers, enfin jusqu'au plus petit détail, vos paroles et vos actes sont passionnément suivis non seulement par les masses de Cuba, mais par des masses de plus en plus immenses des continents américains et du monde entier.

C'est en cela que réside également votre responsabilité suprême devant l'histoire. Chaque pas progressif de la Révolution cubaine, dans n'importe quel domaine, a un immense retentissement mondial.

J'ai mentionné au début de cette lettre que, historiquement parlant, la Révolution cubaine signifie, à mon avis, le début de la Révolution, non seulement latino-américaine, mais également nord-américaine. Je crois fermement que les remous révolutionnaires provoqués par la victoire, l'existence et la consolidation de la Révolution cubaine, tout d'abord parmi les masses de la minorité noire des Etats-Unis, des travailleurs porto-ricains et autres latino-américains émigrés aux Etats-Unis, les couches des ouvriers pauvres, et les larges milieux de la jeunesse et de l'intelligentsia des Etats-Unis, sont déjà profonds et iront en s'amplifiant. Cuba a été en quelque sorte un territoire périphérique des Etats-Unis et s'avère maintenant être également son talon d'Achille. La Révolution cubaine est déjà très populaire dans la minorité nègre des Etats-Unis, qui est le principal ferment et la force la plus radicale de la future révolution socialiste dans ce pays.

Certes, c'est des Etats-Unis que vient et que viendra à l'avenir le principal danger pour la Révolution cubaine. L'invasion avortée en mai dernier l'a clairement

démonstré. L'impérialisme yankee a déjà saisi, avec son instinct aigu de conservation, la portée révolutionnaire immense de l'exemple cubain pour l'Amérique latine, réservoir numéro 1 de la puissance actuelle de cet impérialisme, et même, à la longue, pour son propre pays. Il a, d'autre part, compris que l'installation dans son voisinage immédiat, littéralement « dans la gueule du loup », du premier Etat ouvrier dans son hémisphère, est à la fois un affront insupportable à son arrogante hégémonie, et une manifestation éclatante du nouveau rapport de force établi sur l'arène mondiale. D'où sa détermination de tout faire pour enrayer les progrès inévitables de la Révolution cubaine et, si possible, pour la détruire.

La consolidation et la survie de la Révolution cubaine seraient le signe le plus éloquent du déclin définitif de l'impérialisme yankee, et de son impuissance avouée devant le nouveau rapport de forces mondiales. Pour cette raison, il faut s'attendre à des tentatives inlassables de sa part d'affaiblir et d'abattre par tous les moyens la Révolution cubaine. On éprouvera dans ce domaine ce que valent réellement les promesses données par les actuels dirigeants du Kremlin, d'aider, y compris militairement, Cuba attaquée par l'impérialisme. Dans le passé, du temps de Staline, le Kremlin n'a pas hésité à lâcher nombre de révolutions, à se servir d'elles pour les intérêts momentanés de la diplomatie soviétique et de la caste bureaucratique au pouvoir en URSS, à les trahir carrément. Ce fut le cas en particulier avec la Révolution espagnole de 1936-1939, les révolutions grecque, yougoslave et même chinoise, durant et après la dernière guerre. Car, comme vous le savez, les Révolutions yougoslave et chinoise n'ont vaincu en réalité que dans la mesure où leurs directions ont heureusement passé outre les conseils et directives de Staline.

Depuis un certain temps déjà, le Kremlin vient d'adopter une attitude plus militante envers l'impérialisme, plus positive envers les peuples coloniaux et leurs luttes libératrices. C'est là un événement d'importance historique et qu'il faudrait saluer de tout cœur si cette tendance se consolidait. Que ce soit le reflet de la puissance montante de l'URSS, du nouveau rapport de forces établi mondialement, ou de l'antagonisme qui oppose le Kremlin à Pékin et de la pression subie par le Kremlin de la part de la Révolution chinoise, ou enfin une combinaison de tous ces facteurs, le fait reste que cette nouvelle orientation du Kremlin agit actuellement comme un facteur éminemment progressif et révolutionnaire dans l'arène mondiale.

Il se peut donc que la Révolution cubaine se maintienne et se développe, protégée entre autre par le bouclier de la force formidable de l'URSS et, en tout cas, de la Chine. Mais l'appui des masses internationales, et particulièrement latino-américaines et même nord-américaines, n'est pas moins vital pour l'avenir de la Révolution cubaine. Car, à la longue, cet avenir dépend de l'extension de la révolution tout d'abord en Amérique latine, et de la montée révolutionnaire aux Etats-Unis. D'où, encore une fois, l'importance immense d'un saisissant développement de la révolution cubaine, qui sert de stimulant formidable à la lutte révolutionnaire des masses dans ces régions. Tout ce qui contribue à élever le niveau de vie des masses cubaines, à industrialiser le pays, à abolir le chômage, à vaincre l'analphabétisme, à développer une culture libre, à faire participer les masses à la vie politique d'une véritable démocratie socialiste, ne saurait qu'avoir un immense retentissement révolutionnaire d'un bout à l'autre des continents américains.

Vous êtes les pionniers de la grande Révolution socialiste panaméricaine. Soyez remplis de la conscience profonde de cette immense mission historique, qu'au plus petit de vos actes et de vos paroles d'innombrables milliers de prolétaires seront prêts, de par le monde, à mourir les armes à la main pour la défense de la Révolution cubaine.

Des milliers de révolutionnaires, parmi lesquels aux premiers rangs chaque membre de la IV<sup>e</sup> Internationale, de l'Amérique du nord à l'Amérique du sud et dans le monde entier œuvrent pour faire connaître les réalisations et l'importance de la Révolution cubaine, se préparant à la défendre contre la réaction et l'impérialisme et à l'étendre, par la révolution, dans leur propre pays.

**Que vive la Révolution cubaine, avant-garde de la grande révolution latino-américaine et panaméricaine !**

**Que vive la révolution socialiste mondiale !**

De notre prison, Sal Santen et moi-même vous envoyons, cher camarade Fidel Castro, chers camarades du Mouvement historique du 26 Juillet, nos salutations les plus fraternelles. Portez-vous bien, prenez le plus grand soin de votre sécurité, afin de continuer à servir aussi magnifiquement que vous le faites actuellement la cause sacrée et immortelle des prolétaires de ce monde et du socialisme.

Prison d'Amsterdam, le 6 juillet 1961.

**MICHEL RAPTIS (PABLO)**

(du Secrétariat de la IV<sup>e</sup> Internationale)

**Georges KANO**

## Les relations économiques dans les ex-colonies françaises

Le régime gaulliste reçoit à grand fracas les représentants d'Etats africains qu'il a « décolonisés ». Pour faire connaître ce qui se cache derrière ces cérémonies, nous reproduisons un chapitre d'une brochure du camarade Kano consacrée aux nouvelles méthodes des impérialistes en Afrique.

L'historique des relations économiques de la France avec ses colonies ne varie pas beaucoup. Du début de ces relations jusqu'à ce jour peu de changements peuvent se remarquer dans la politique économique de la métropole. Maintenant encore, sous la forme de la Communauté, l'idée centrale reste la même qu'au XIXème siècle. Le mercantilisme domine absolument les relations de la France avec les territoires des colonies ou ex-colonies.

Le rôle de ces dernières consistait à fournir des matières premières à l'industrie française, et d'autre part, à servir de marché, de débouché pour l'industrie légère française. Les exportations des dépendants se limitaient aux matières premières brutes et aux produits alimentaires. Les investissements français dans les colonies n'ont pas pour objectif de construire une économie viable. Ils financent des installations pour l'exploitation immédiate des pays. Ces investissements doivent assurer des profits immédiatement ; encore faut-il garantir un monopole absolu des capitaux français dans ces territoires. Même les investissements pour la construction de routes, de chemins de fer, de ports, etc... ne sont utilisés qu'en fonction de l'amélioration que ces travaux peuvent apporter au mouvement commercial des compagnies étrangères. Ceux-ci sont toujours contrôlés directement par les Français, alors que, maintes fois, ce sont les pays eux-mêmes, qui paient une grande partie des dépenses occasionnées par ces constructions avec leurs ressources propres. Les colonies et, maintenant, les Etats de la Communauté, subissent un contrôle ininterrompu et direct de la métropole dans le domaine économique. Aucun mouvement économique n'est possible sans l'autorisation et l'accord des Français.

Cette politique économique basée sur de tels principes mercantiles ne permet évidemment aucune initiative indépendante qui pourrait conduire à une économie locale viable par ses propres moyens. Sous la pression du nationalisme colonial, qui menaçait l'intégrité de l'Union Française de 1946, le nouveau régime du général de Gaulle se vit obligé de donner de nouvelles formes à la domination française.

Mais si la nouvelle Constitution reconnaissait aux Etats associés, dans le domaine politique, l'indépendance administrative et le droit de créer des Parlements et des gouvernements, elle ne leur laissait, par contre, aucune autonomie économique, même en paroles.

L'article 78, très clair à ce sujet, dit : « Le domaine de la compétence de la Communauté comprend la politique étrangère, la défense, la monnaie, la politique économique et financière commune, ainsi que la politique des matières premières stratégiques ».

Dans le discours que le général de Gaulle prononça le 4 septembre 1958 pour expliquer le sens de la Constitution, il disait :

« La nécessité de rénover l'agriculture et l'industrie, de procurer les moyens de vivre, de travailler, de s'instruire, de se loger, à notre population rajeunie, d'associer les travailleurs à la marche des entreprises, nous pousse à être, dans les affaires publiques, dynamiques et expéditifs. Le devoir de ramener la paix en Algérie, ensuite celui de la mettre en valeur, enfin celui de régler la question de son statut et de sa place dans notre ensemble, nous imposent des efforts difficiles et prolongés. Les perspectives que nous ouvrent les ressources du Sahara sont magnifiques, certes, mais complexes. Les rapports entre la métropole et les territoires d'outre-mer exigent une profonde adaptation... »

« Qu'entre la nation française et ceux des territoires d'outre-mer qui le veulent, soit formée une Communauté, au sein de laquelle chaque territoire va devenir un Etat qui se gouvernera lui-même, tandis que la politique étrangère, la défense, la monnaie, la politique économique et financière, celle des matières premières, le contrôle de la justice, l'enseignement supérieur, les communications lointaines, constitueront un domaine commun dont auront à connaître les organes de la Communauté... »

Il ne laissait donc aucun doute au capital français ou étranger voulant participer à l'exploitation des régions coloniales, que la France n'accepterait aucune modification dans son attitude mercantile de profits faciles et rapides.

Il est certain que cette attitude est et reste le désir essentiel du capital français. Mais réaliser pour toujours ce désir est une autre affaire, qui dépend uniquement de la force de la révolution coloniale.

Le moyen principal employé pour l'application de cette politique est la constitution de la zone-franc. La métropole, avec les départements et les territoires d'outre-mer qui constituent la République Française, la Communauté des Etats africains, ex-colonies, et les Etats indépendants (Maroc, Tunisie, Togo, Cameroun) rattachés à la zone, forment l'ensemble de la zone-franc (1).

En ce qui concerne les départements et territoires d'outre-mer, toutes les décisions économiques sont, en général, prises par le Parlement et le gouvernement français, étant donné qu'ils dépendent directement de la métropole. De ces territoires, le plus important est l'Algérie (Sahara compris), qui ne sera plus pour longtemps sous la domination française.

Dans le cadre de la Communauté, deux des sept ministres de la République française chargés des affaires communes — le Ministre des Finances et des Affaires Economiques, et le Ministre des Travaux publics et des Transports — sont aussi chargés des affaires identiques de toute la Communauté. Ces ministres réunissent leurs collègues des autres Etats, ayant les même attributions qu'eux, afin de préparer et d'examiner les affaires dépendant de ces ministères. De plus, il y a un Comité des Affaires Economiques et un Comité des Transports et Télécommunications. A côté de ceux-ci, siègent encore un Conseil pour l'Aviation, et un autre pour la Marine de la Communauté.

(1) La Guinée qui appartenait à cette zone s'en est détachée en 1960.

Tous ces organes dominés par les Français élaborent la politique économique et financière, le développement économique, les accords internationaux pour toute la Communauté. Aucun des Etats associés ne peut établir un programme économique pour son propre pays, ni signer des accords en dehors de la Communauté sans la permission de la France. Il va de soi que ces organes suivent la politique mercantile du passé.

Dans le cadre de la zone-franc, la monnaie est commune à tous. Ceux qui n'ont pas le franc, fixent la valeur de leur monnaie nationale dans un rapport fixe avec le franc français, et ne peuvent la modifier sans permission du Président de la Communauté (général de Gaulle, aujourd'hui) en plein exécutif (premiers ministres et ministres chargés des affaires communes). Le transfert des capitaux est libre parmi les associés — des capitaux français, bien sûr, étant donné qu'il n'y en a pas d'autres.

La politique monétaire est dominée et réglée par trois banques françaises :

1° la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, pour les Etats de l'ex-Afrique occidentale française (Sénégal, Mauritanie, Soudan, Haute-Volta, Niger, Côte d'Ivoire, Togo) ;

2° la Banque Centrale des Etats de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun, pour les Etats de l'ex-Afrique Equatoriale française (Gabon, Congo, République Centrale Africaine (Oubangui-Chari, Tchad) et du Cameroun) ;

3° la banque de Madagascar et des Comores pour ces territoires.

Ces trois établissements sont publics, bien que Madagascar possède une part du capital du troisième.

Les monnaies extérieures sont mises en commun, et dirigées par le Ministre français des Finances en sa qualité de Ministre de la Communauté. Bien entendu, les comptes sont réglés à Paris.

Toutes les marchandises circulent librement parmi les Etats de la Communauté, sans tarifs douaniers ou restrictions quantitatives. Il est bien entendu que ces faveurs concernent uniquement la circulation des marchandises françaises.

En plus de ces nombreuses réglementations, une grande quantité d'autres fixent minutieusement et centralisent à Paris toutes les activités éventuelles des Etats associés (coordination des législations économiques, échange des informations, harmonisation des programmes de développement, etc).

Malheureusement pour la France, tout cet édifice, si bien préparé par ses mandarins, dès la première année, commença à subir les attaques de ses associés mêmes. L'ex-fédération du Mali (nous disons « ex », parce que la fédération a été dissoute en 1960) demande de transférer sous sa responsabilité propre certaines compétences communes dans le domaine économique.

En ce qui concerne les autres Etats associés dans la zone-franc, soit le Maroc et la Tunisie, ceux-ci se sont séparés dès 1958 de ce système monétaire, en adoptant la base de l'or. Ils ont fait des modifications à leurs statuts douaniers, en leur faveur, défendu la libre transférabilité des capitaux français, ils ont signé des accords commerciaux avec des Etats tiers sans accord préalable de la zone-franc, etc...

Les nouvelles bourgeoisies de ces Etats, bien qu'ils restent très étroitement liées aux capitaux français, et que leur économie subit encore l'exploitation de Paris, ont fait des efforts pour améliorer leurs propres positions. Il est inévitable que les bourgeoisies des autres Etats suivent ce point de vue à l'avenir, au fur et à mesure qu'elles seront capables de le faire et qu'elles pourront éventuellement collaborer avec des capitaux étrangers, en dehors de la France. Déjà des capitaux américains et anglais ont pénétré en ces lieux. La France, compre-

nant qu'elle ne peut garder plus longtemps un monopole absolu dans ce domaine, s'efforce d'intéresser des capitaux dépendant du Marché commun européen, au fur et à mesure que les possibilités d'extraction des matières premières augmentent. Mais elle veut toujours maintenir un monopole de règlement suprême dans toutes les affaires économiques des Etats associés.

D'un autre côté, de la part des nouvelles bourgeoisies de ces pays, il n'y a, pour le moment, aucune tendance ferme à différencier leur position de celle de la France, économiquement s'entend. Même si un certain mécontentement se fait jour par suite de la collaboration avec le capital français, elles s'orientent vers les capitaux d'autres pays capitalistes, afin de continuer l'exploitation de leurs peuples, en commun, mais dans des conditions plus favorables pour elles. C'est-à-dire que, même dans ces nouvelles conditions, le problème principal reste toujours le pourcentage de profit octroyé à la bourgeoisie locale, qui demande de plus en plus.

Mais il n'y a pas un mouvement pour la libération totale des ex-colonies et des Etats indépendants associés à la Communauté, sous le régime d'aujourd'hui. Dès le moment où une direction quelconque, s'appuyant sur le peuple, voudra une transformation réelle et constructive de son pays, elle sera obligée d'entrer en conflit avec toutes les formes de la Communauté, et de demander une aide financière qui ne proviendra pas des pays capitalistes. Ceci l'amènera en dehors du cercle capitaliste, comme c'est le cas pour la Guinée, conséquences de recherches sincères pour l'amélioration substantielle du niveau de vie du peuple. Elle sera obligée de suivre des chemins différents de ceux habituels à la bourgeoisie, en dehors des cadres traditionnels bourgeois. Bien sûr, personne ne peut faire de prévisions précises, quant à l'avenir plus lointain de ces territoires. Mais une chose est certaine : s'ils veulent passer à un niveau de vie réellement meilleur et se débarrasser de l'exploitation impérialiste, ils seront obligés d'employer des structures économiques planifiées, de s'appuyer sur l'aide des Etats ouvriers, et, au fur et à mesure de l'éveil de la conscience de classe des ouvriers de ces pays et de la situation internationale favorable, de marcher sur la route du socialisme.

Malheureusement, pour le moment, le capitalisme français a réussi à construire tous ces Etats sous la forme qui lui convenait. Le plan appliqué par lui était de créer de petits Etats, balkanisés, des entités faibles, afin de pouvoir les dominer politiquement et surtout économiquement.

Il est certain que les Etats des ex-A.O.F. et A.E.F. pouvaient former des fédérations viables et normales. Mais celles-ci présentaient pour le capitalisme français un grand danger. En effet, de telles grandes entités (17.500.000 et 5.000.000 habitants respectivement) ne sont pas faciles à manipuler. Par exemple, il a saboté la fédération du Mali qui représentait une force considérable avec ses 6.000.000 d'habitants.

Pour sauvegarder ses intérêts, il a trouvé l'assistance de quelques chefs politiques bourgeois, comme ceux de la Côte d'Ivoire et du Gabon, dont la situation économique est meilleure que celle des autres territoires, et qui ne voulaient pas prendre à leur charge les pays plus déshérités.

Comme dans le domaine politique, on discute et on doute déjà de la durée de cette soi-disant Communauté, en même temps, on commence à douter et à de la durée de la zone franc. Le système français, dur, centralisé, mercantile, ne pourra plus résister longtemps. Sans aucune souplesse ni flexibilité, il s'adapte quand il est déjà trop tard, et quand s'impose le besoin de réformes plus profondes. Il est toujours en retard sur les événements.

Nous pouvons prévoir que cette zone franc va disparaître dans un temps pas très lointain et sera remplacée par une zone monétaire ou un système d'échanges monétaires du marché européen. C'est la perspective la plus probable, surtout après la défaite en Algérie. Le prestige français parmi les associés n'en sera certainement pas augmenté, et des mouvements de désolidarisation se présenteront. Surtout quelques-unes des bourgeoisies nouvelles tenteront de s'associer avec les Etats-Unis, qui cherchent à s'infiltrer en Afrique.

D'autre part, quelques autres régions briseront totalement leurs liens avec le capitalisme, et, sous de nouvelles directions, iront dans le sens d'une économie planifiée, avec toutes les conséquences politiques qu'implique une telle position.

Ce que nous pouvons dire, c'est que, pour le moment, le capitalisme français domine encore l'Afrique ex-française. Même si actuellement cette domination n'apparaît pas sous la forme d'une occupation militaire et dans la personne de gouverneurs-généraux, le mercantisme français toujours pareil continue ses activités dans toutes les ex-colonies, et peut-être avec une plus grande férocité aujourd'hui, étant donné l'instabilité de l'avenir.

## ANGOLA

(suite de la page 41)

P.S. — Depuis que cet article a été écrit se sont produits divers événements qui ont ajouté à la confusion de la situation du mouvement nationaliste :

- 1) Le chef de l'état-major de l'Armée de Libération nationale, Marcos Kassanga, a dénoncé Roberto Holden et retiré la confiance de cette armée dans l'U.P.A. ;
- 2) Roberto Holden vient de constituer à Léopoldville un gouvernement de l'Angola.

Cette confusion ne saurait évidemment diminuer la tâche soulignée dans l'article : assurer une aide matérielle et morale à la Révolution angolaise.

## LES LIVRES

### LES DAMNÉS DE LA TERRE

de FRANTZ FANON (1)

La révolution coloniale est un fait qui date pratiquement de la dernière guerre mondiale. On ne saurait reprocher au marxisme révolutionnaire d'avoir ignoré jusqu'à cette date les colonies et le problème colonial. Aussi bien les écrits de Marx et d'Engels que ceux de Rosa Luxembourg, de Lénine et de Trotsky témoignent de l'énorme importance accordée de tout temps à ces questions.

Mais pour tous ces classiques du marxisme révolutionnaire, théoriciens de la révolution prolétarienne socialiste, la place principale de cette révolution — aussi bien du point de vue temps que du point de vue base matérielle et culturelle pour la reconstruction socialiste — était l'Europe, bastion du prolétariat révolutionnaire et du capitalisme industriel avancé : la France, l'Allemagne, l'Angleterre.

Pratiquement, c'est à partir de la Révolution russe et de la III<sup>ème</sup> Internationale du temps de Lénine et de Trotsky que l'idée, sinon simplement l'intuition de la « lumière venant de l'Orient » commence à cheminer dans la pensée marxiste révolutionnaire. C'est-à-dire d'une progression possible de la révolution socialiste mondiale en partant de la « périphérie », du monde colonial et semi-colonial, vers le « centre » occupé par les pays capitalistes avancés de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Mais l'importance pratique de la révolution européenne en tant que perspective immédiate de la révolution socialiste mondiale resta prépondérante jusqu'à la deuxième guerre mondiale.

N'est donc pas sans quelques fondements, la critique que certains adressent actuellement, y compris au marxisme, d'avoir en partie « sous-estimé » sinon « ignoré » le monde colonial et semi-colonial et ses problèmes spécifiques. L'optique a été incontestablement trop dominée, et pendant longtemps, par la situation européenne, pour qu'elle ne déforme pas la vision globale du monde, et n'aiguise la compréhension que pour les problèmes plus spécifiquement propres aux yeux capitalistes avancés.

Cependant le monde de l'après-guerre est essentiellement différent de celui sur lequel s'étaient fixées l'analyse et la compréhension marxistes. Il est tout d'abord un monde à trois épicentres en

interaction constante entre eux et non plus un monde circulaire et à l'action unilatérale prépondérante d'un centre et une périphérie, le centre déterminant, la périphérie : pays capitalistes avancés ; Etats ouvriers. « Tiers Monde » semi-colonial et colonial.

Le premier problème qui se pose actuellement pour le marxisme est celui d'une nouvelle analyse du fonctionnement économique de ce monde nouveau, afin d'expliquer plus particulièrement les raisons profondes qui déterminent la conjoncture économique actuelle du capitalisme et ses tendances à long terme. Car, malgré l'apparition de nouveaux Etats ouvriers et malgré l'avance spectaculaire de la révolution coloniale, le capitalisme des pays avancés connaît une consolidation et une expansion économiques indéniables et dérouterantes à première vue. Nous reviendrons plus loin sur cette question.

Le deuxième problème qui se pose au marxisme est celui d'une reconsidération des forces révolutionnaires agissant dans le monde colonial et semi-colonial, et plus particulièrement de la paysannerie. Le troisième problème fondamental est celui du devenir de la révolution et de la construction du socialisme dans les pays dits « arriérés ». Le quatrième problème enfin est celui des rapports entre la révolution dans les trois épicentres du monde actuel, de la vision, synthèse et compréhension globales de la révolution mondiale dans son ensemble.

Un livre comme « Les Damnés de la Terre » qu'a écrit Frantz Fanon, se sachant condamné à mourir à brève échéance, peut, à première vue superficielle, désorienter ou choquer un intellectuel et même un « marxiste » européen.

Frantz Fanon, homme de science, médecin psychiatre, intellectuel lui-même d'extraction coloniale, qui rejoint de bonne heure la Révolution algérienne, s'identifie avec elle et meurt honoré comme un « frère » militant du F.L.N., ne se prétend pas et n'est certes pas un marxiste. D'où une certaine confusion, une ambiguïté, une faiblesse d'analyse et surtout une faiblesse de conclusion de son étude, étude sur le vif, par un observateur scientifique passionné et doué, de la révolution coloniale.

(1) Maspero, éditeur, Paris.

Mais d'où également l'extrême importance pour le marxisme de ce témoignage d'un authentique révolutionnaire « colonial » qui a bien connu l'Europe et sa culture et également le « Tiers Monde » et sa révolution de l'intérieur. Car le livre de Fanon est tout d'abord une sorte de **diagnostic** précis, détaillé de la révolution coloniale, analysée de l'intérieur par un intellectuel révolutionnaire à la fois colonial et imprégné de culture européenne, critique et lucide, y compris par rapport à sa **propre** révolution et ses tentations de « populisme ». Le livre de Fanon est un vrai spécimen de la « culture révolutionnaire » dont il se fait l'apôtre, de la seule vraie culture « nationale » qui émerge de la phase de combat d'un peuple pour son émancipation nationale et sociale.

En tant que tel, il doit être lu et médité par les marxistes des pays capitalistes avancés, qui ont une idée nécessairement livresque de la révolution coloniale, et qui sont imbus de culture marxiste « classique » et d'expérience révolutionnaire propres à ce type de pays, certes absolument nécessaires mais insuffisantes pour la compréhension plus profonde des réalités extra-européennes et extra-nord-américaines du monde d'aujourd'hui.

Pour les marxistes révolutionnaires en général, les deux premiers chapitres du livre de Fanon qui traitent de la violence, peuvent paraître une dissertation « intellectualiste » sur le thème un peu banal pour eux de la légitimité absolue de l'**action révolutionnaire de masse — armée** — y compris pour s'émanciper du joug de l'impérialisme et du capitalisme. Car ce n'est pas seulement Engels (après Marx) qui a légitimé la violence en tant qu'« accoucheuse de l'Histoire », mais toute la pléiade des marxistes révolutionnaires, de Rosa Luxembourg à Lénine et à Trotsky.

Ce qui donne un accent particulièrement poignant et opportun au plaidoyer de Fanon en faveur de la violence, c'est **son actualité** par rapport au **réformisme pratique** qu'ont adopté dans les pays coloniaux et semi-coloniaux nombre de partis nationalistes et la quasi-totalité des Partis Communistes, et la critique juste, acerbe, à laquelle se livre Fanon à propos des **arguments** employés pour justifier ce réformisme.

Ensuite la concrétisation très importante que fait Fanon de ce terme vague de la violence, style populiste du XIX<sup>ème</sup> siècle, dans la « lutte armée de la paysannerie » qui commence et épaulé pour toute une période la révolution dans un grand nombre de pays coloniaux et semi-coloniaux. Enfin la description scientifi-

## REHABILITATION DE LA PAYSANNERIE REVOLUTIONNAIRE

Fanon, avons-nous dit déjà, concrétise la violence dans la **lutte armée de la paysannerie**, la classe selon lui la plus dénuée, la plus exploitée, donc la plus radi-

que des transformations psychologiques et mentales qu'opèrent sur le plan individuel l'action révolutionnaire et la révolution dans le cas plus particulier des « colonisés », êtres en « tension permanente », à « agressivité sédimentée », complexés ou prostrés dans des attitudes contemplatives, dans l'analyse du psychisme compliqué desquels Fanon, par ailleurs, excelle.

« **Au niveau des individus la violence désintoxique**, écrit Fanon, **démystifie et hisse le peuple au niveau du leader** ». Elle réhabilite l'individu « colonisé », le guérit de la « névrose coloniale », « recompose l'homme », comme ajoute dans sa préface Sartre, qui recommande, à juste titre, à ses compatriotes que menace le fascisme, cette médecine unique : « se battre ou mourir dans les camps ».

Réhabilitée par d'autres que des marxistes-révolutionnaires, la violence, c'est-à-dire l'**action révolutionnaire**, y compris **armée, de masse**, n'est pas une entreprise valable seulement pour les peuples du « Tiers Monde ». Du reste, ces peuples « instinctivement », par leurs propres conditions objectives et expériences, s'acheminent vers la violence, l'imposent aux partis politiques, qui gardent une chance de s'avérer dignes de la confiance que placent en eux les masses. Elle est, et de loin, plus valable encore pour le mouvement ouvrier européen, qui subit depuis quelques années déjà la pression conjuguée d'une relative amélioration de sa condition matérielle et du réformisme politique que lui préchent les directions traditionnelles, socialistes et communistes. L'exemple de la France, acculée actuellement en définitive au dilemme : fascisme ou ouverture au socialisme, est démonstratif du désarmement idéologique et de l'impasse auxquels conduisent inexorablement les « voies pacifiques nouvelles au socialisme » face à une évolution brusque de la démocratie bourgeoise vers la dictature bonapartiste et le fascisme.

Il est donc hautement salutaire que des révolutionnaires coloniaux comme Fanon, mûris par leur propre expérience, redécouvrent, après les marxistes révolutionnaires, les vertus collectives et individuelles de l'action révolutionnaire de masse, y compris de l'action armée, et l'érigent en principe de tout parti politique authentiquement révolutionnaire. Le néo-réformisme idéologique des partis ouvriers européens, qui ont à la fois trahi la révolution européenne et la révolution coloniale, est ainsi combattu conjointement par l'action et par l'idéologie révolutionnaires de forces extérieures au pays capitalistes avancés, avec lesquelles et desquelles se constituera désormais la nouvelle direction de la révolution socialiste mondiale.

cale, et la plus révolutionnaire, sinon la seule révolutionnaire, des pays coloniaux et semi-coloniaux.

« **La paysannerie**, écrit-il, **est laissée sys-**

tématiquement de côté par la propagande de la plupart des partis nationalistes. Or il est clair que dans les pays coloniaux, seule la paysannerie est révolutionnaire. Elle n'a rien à perdre et tout à gagner. **Le paysan, le déclassé, l'affamé est exploité qui découvre le plus vite que la violence seule paye** ». Le paysan, voilà, selon Fanon, le véritable « damné de la terre » des pays coloniaux. Mais en même temps le plus apte, le plus porté à se dresser « debout » et à commencer la véritable action révolutionnaire, la seule qui paye : **LA LUTTE ARMÉE DE GUERILLA**.

« **La grande erreur, le vice congénital de la majorité des partis politiques dans les régions sous-développées a été, selon le schéma classique, de s'adresser en priorité aux éléments les plus conscients ; le prolétariat des villes, les artisans et les fonctionnaires, c'est-à-dire à une infime partie de la population qui ne représente guère plus de un pour cent** ».

Or, affirme Fanon, à l'encontre de ce qui se passe dans les pays capitalistes, le « **prolétariat est le noyau du peuple colonisé le plus choyé par le régime colonial**. Le prolétariat embryonnaire des villes est relativement privilégié. Il représente la fraction du peuple colonisé nécessaire et irremplaçable pour la bonne marche de la machine coloniale : conducteurs de tramways, de taxis, mineurs, dockers, interprètes, infirmiers, etc. Ce sont ces éléments qui constituent la clientèle la plus fidèle des Partis Nationalistes et qui, par la place privilégiée qu'ils occupent dans le système colonial constituent la fraction « **bourgeoise** » du peuple colonisé ».

Fanon veut dire fraction **idéologiquement** « bourgeoise », disposée aux réformes, aux compromis, qui palabre sur la « révolution », mais hésite à la commencer réellement. Car Fanon est pleinement conscient de l'existence d'une bourgeoisie nationale véritable, ou qui naît du pouvoir, et contre laquelle il concentre ses foudres principales comme nous le verrons bientôt.

L'analyse que fait Fanon du rôle du prolétariat urbain des pays coloniaux peut paraître outrancière à un marxiste européen ; cependant elle colle, à quelques nuances près, assez bien aux pays à développement industriel encore faible. Calquer sur le schéma de la révolution dans les pays capitalistes avancés la marche concrète en notre temps de la révolution coloniale, mènerait à un très grave désorientation. Car, les structures étant différentes, le contenu concret des classes et castes est différent, d'où une dynamique également différente de la Révolution.

La paysannerie coloniale qui constitue l'écrasante majorité des pays dits « arriérés » (de 80 à 90 %), est composée de couches englobant les ouvriers agricoles, les paysans pauvres, les paysans détriba-

lisés qui affluent dans les villes et campent dans leur périphérie de bidonvilles en tant que « lumpen prolétariat » spécifique. Ce sont effectivement ces couches qui, au contact des révolutionnaires « illégaux » chassés des villes, suspectés par leurs propres partis, réfugiés à la campagne, méditent, organisent et déclenchent la révolution véritable : celle de la lutte armée de guerillas dans la campagne, du « terrorisme » individuel dans les villes.

Fanon qui a bien étudié sur le vif, sur l'exemple plus particulier de la révolution algérienne la marche concrète de la révolution coloniale, arrive ainsi à formuler la théorie de la **Révolution à la Cubaine**, que Castro vient de codifier théoriquement, plus particulièrement dans son discours-confession de décembre 1961 et dans la deuxième Déclaration de la Havane. C'est-à-dire le déclenchement de la révolution dans nombre de pays coloniaux et semi-coloniaux de structure analogue, par la jonction d'une équipe de direction jacobine **sui-generis**, à l'exemple de celle du mouvement du 26 juillet cubain, au du C.R.U.A. algérien, ou des révolutionnaires angolais, avec les masses impatientes et disposées à l'action armée directe de la paysannerie révolutionnaire.

Et c'est là effectivement un nouveau type de **commencement réel de la révolution dans les pays coloniaux**, qui supplée à la carence et à la trahison, y compris des Partis communistes impuissants entre les schémas « ouvriéristes » classiques, appliqués sans discernement aux pays coloniaux et la recherche d'une alliance impossible avec une « bourgeoisie nationale » « anti-impérialiste » et « révolutionnaire » inexistante. Ce qui est « nouveau » pour le marxisme révolutionnaire par rapport à cette expérience est ceci : passer de l'appréciation du rôle révolutionnaire de la paysannerie et de la nécessité de l'alliance « ouvrière paysanne », à la compréhension de la possibilité de **commencer et d'épauler** pour toute une période la révolution dans nombre de pays coloniaux et semi-coloniaux, **par la lutte armée de la paysannerie révolutionnaire**.

D'autre part, si une direction simplement **jacobine sui-generis**, c'est-à-dire à idéologie initiale **nationale-révolutionnaire** et non encore marxiste, est capable par sa jonction avec la paysannerie révolutionnaire de commencer la révolution, de la continuer pour toute une période et de réactiver ainsi le secteur momentanément affaibli ou même vaincu du prolétariat urbain, une direction prolétarienne, c'est-à-dire marxiste révolutionnaire, peut en faire autant et davantage. Voilà à quoi aboutit sur le plan théorique, sommairement parlant, l'expérience concrète **nouvelle** des révolutions cubaine et algérienne en particulier qui complète les enseignements sur le rôle de la paysannerie tirés du triomphe des révolutions yougoslave et chinoise.

## DEUX ECUEILS : « BOURGUISME » ET BUREAUCRATISATION

Rarement révolutionnaire colonial a dressé un réquisitoire comme celui de Fanon contre la « bourgeoisie nationale », idole des partis nationalistes, « alliée » embellie et convoitée des partis communistes. Il est vrai que Fanon semble parfois rêver d'une « bourgeoisie nationale authentique », « révolutionnaire » et « entreprenante », telle que fut la bourgeoisie occidentale dans ses origines historiques, luttant contre la féodalité, et qu'il ne comprend pas qu'à l'époque de l'impérialisme et du déclin du capitalisme, par le fait de la présence du prolétariat et du danger de la révolution socialiste, il n'est plus possible **nulle part** que la « bourgeoisie nationale » se comporte comme au temps du duel unique bourgeoisie-féodalité. Cependant, la description clinique de l'état actuel de la « bourgeoisie nationale » est exacte : « A ses débuts, la bourgeoisie nationale des pays coloniaux s'identifie à la fin de la bourgeoisie occidentale. Il ne faut pas croire qu'elle brûle les étapes. En fait, elle commence par la fin. Elle est déjà sénescence alors qu'elle n'a connu ni la pétulance, ni l'intrépidité, ni le volontarisme de la jeunesse et de l'adolescence. »

Economiquement sous-développée, anémique, parasitaire, craintive et méfiante envers les masses révolutionnaires de la paysannerie en particulier, cette « bourgeoisie nationale » ne rêve qu'à supplanter le système colonial économique et politique dans son rôle d'exploitation et d'oppression des masses coloniales.

« La bourgeoisie colonisée qui accède au pouvoir emploie son agressivité de classe à accaparer les postes anciennement détenus par les étrangers. » Postes administratifs et économiques et transfert de passe-droits de toute sorte hérités de la période coloniale. Elle se découvre « la mission historique de servir d'intermédiaire, de courroie de transmission à un capitalisme acculé au camouflage et qui se pare aujourd'hui du masque néo-colonialiste ».

Politiquement, elle a recours au règne du parti unique, monolithique, « forme moderne de la dictature bourgeoise sans masque, sans fard, sans scrupule, cynique ».

Le parti unique devient « de plus en plus un instrument de coercition et nettement anti-démocratique » qui aide le pouvoir bourgeois « à tenir le peuple », à espionner les militants anti-conformistes et les masses même.

« Des esprits simplistes, appartenant d'ailleurs à la bourgeoisie naissante, ne cessent de répéter que dans un pays sous-développé la direction des affaires par un pouvoir fort, voire une dictature, est une nécessité. Dans cette perspective on charge le Parti d'une mission de surveillance des masses. Le Parti double l'administration et la Police et contrôle les masses

non pour s'assurer de leur réelle participation aux affaires de la nation mais pour leur rappeler constamment que le pouvoir attend d'elles obéissance et discipline... La masse informe du peuple est perçue (par le pouvoir) comme une force aveugle que l'on doit constamment tenir en laisse, soit par la mystification, soit par la crainte que lui inspirent les forces de la police. Le Parti sert de baromètre, de service des renseignements. On transforme le militant en délateur. On lui confie des missions punitives sur les villages. Les embryons de partis d'opposition sont liquidés à coup de bâton et à coup de pierres. Les candidats de l'opposition voient leurs maisons incendiées. La police multiplie les provocations. Dans ces conditions, bien sûr, le parti est unique et 99,99 % des voix reviennent au candidat gouvernemental. Nous devons dire qu'en Afrique un certain nombre de gouvernements se comportent selon ce modèle ».

« Le Parti, au lieu de favoriser l'expression des doléances populaires, au lieu de se donner comme mission fondamentale la libre circulation des idées du peuple vers la direction, forme écran et interdit ».

Souvent ce Parti « dit national » se comporte « en parti ethnique ». « C'est une véritable tribu constituée en parti » qui « organise » une véritable dictature ethnique ».

On assiste « au retour désespérant au chauvinisme le plus odieux, le plus hargneux », on assiste même « la rage au cœur, au triomphe exacerbé des ethnies », des « positions tribalistes », ou « régionalistes à l'intérieur d'une même réalité nationale », dans lesquelles positions xénophobes y compris par rapport au voisin, ou même au concitoyen africain, les beaux rêves de « l'unité africaine » ou « panarabe » ou de « négrification » de la période de la lutte anti-impérialiste et pour le pouvoir, sombrent lamentablement.

« La bourgeoisie nationale : se révèle incapable de réaliser la simple unité nationale », voilà la conclusion inéluctable de toute solution « bourguibiste », c'est-à-dire bourgeoise, de la révolution coloniale. C'est donc contre cette « bourgeoisie nationale », « inutile et nocive », que doit tendre « l'effort conjugué des masses encadrées dans un parti et des intellectuels hautement conscients et armés de principes révolutionnaire » pour « lui barrer la route ».

« La question théorique que l'on pose depuis une cinquantaine d'années, écrit Fanon se référant à sa manière à la théorie de la révolution permanente, quand on aborde l'histoire des pays sous-développés, à savoir la phase bourgeoise peut être ou non sautée, doit être résolue sur le plan de l'action révolutionnaire et non par un raisonnement : la lutte contre la bourgeoisie des pays sous-développés

est loin d'être une position théorique. Il ne s'agit pas de déchiffrer la condamnation portée contre elle par le jugement de l'Histoire. Il ne faut pas combattre la bourgeoisie nationale dans les pays sous-développés parce qu'elle risque de freiner

le développement global et harmonieux de la nation. Il faut s'opposer résolument à elle parce qu'à la lettre elle ne sert à rien », elle n'a aucune mission historique à remplir, elle est de naissance dégénérée, parasitaire, incapable.

## QUELLE SOLUTION ?

Quelle est donc la solution selon Fanon ? C'est précisément dans ce domaine que se révèlent ses ambiguïtés et faiblesses dans l'analyse et la compréhension du processus global de la révolution à notre époque.

Certes, comme Sartre le note également dans sa préface, Fanon est pour une solution socialiste démocratique de la révolution, qui assure la « terre et le pain » aux paysans et aux masses, qui exproprie politiquement la « bourgeoisie nationale », combat le bureaucratisme, libère les femmes et les jeunes, abolit l'armée de métier, s'oppose au « nationalisme » étroit et réactionnaire, érige le « peuple » tout entier à la direction de ses affaires, se passe d'un parti unique, « instrument entre les mains du gouvernement », « administration chargée de transmettre les ordres du gouvernement ».

Dans ces conditions cependant, cette recherche risque de provoquer une issue soit « bourguibiste » soit bureaucratique stalinienne de la révolution, le niveau matériel et culturel étant, dans ce domaine, déterminant. Il est stupéfiant de constater sur place avec quelle rapidité fantastique, dans le cadre de la pénurie matérielle et culturelle extrême qui règne encore dans le « Tiers Monde », particulièrement en Afrique, la révolution s'embourgeoise ou se bureaucratise, d'autant plus que sa victoire sur l'impérialisme se cantonne dans les cadres d'Etats minuscules, « balkanisés » par l'action de l'impérialisme, et nullement encore selon des lignes au moins véritablement nationales ou ethniques.

Fanon est certes conscient de la dégénérescence « nationaliste » sinon « tribaliste » de la révolution, en Afrique en particulier, et prêche incessamment la nécessité impérieuse des regroupements fédéralistes plus larges, tendant à « l'unité africaine ». Et même quand il prêche la nécessité d'une « culture nationale » — qui n'est pas résurrection et maintien artificiel du « traditionalisme », mais « utilisation du passé » dans « l'intention d'ouvrir l'avenir, d'inviter à l'action, de fonder l'espoir », « culture nationale » qui ne se débloque en réalité que par le « combat pour l'existence nationale », — Fanon se garde d'isoler ou d'opposer cette culture « à la découverte et promotion de valeurs universalisantes » indispensables. Mais « c'est au cœur de la conscience nationale que s'élève » selon Fanon « et se vivifie la conscience internationale » et cette « double émergence n'est en définitive que le foyer de toute culture ».

Toutes ces formules cependant, si correc-

tives qu'elles soient par rapport au « nationalisme » étroit et réactionnaire auquel tend la « bourgeoisie nationale », restent néanmoins restrictives par rapport à la nécessité absolue de souligner la solution socialiste commune indispensable de la révolution coloniale et de la révolution dans les pays capitalistes avancés, dans la plus étroite coopération et l'universalité de la vraie culture. La science par exemple, aussi bien celle de la nature que celle de la société et de l'homme, ainsi que la technique, éléments de loin les plus viables de toute véritable culture contemporaine, sont universelles, sans parler des tendances universelles qui traversent l'art architectural, pictural ou musical, contemporain.

Fanon fait remarquer « l'opulence la plus ostentatoire » dans laquelle « se vautrent » actuellement les « nations européennes », la caractérise comme « littéralement scandaleuse, car elle a été bâtie sur le dos des esclaves, elle est nourrie du sang des esclaves, elle vient en droite ligne du sol et du sous-sol de ce monde sous-développé », et conclut que « l'aide aux pays sous-développés », loin de constituer un programme « de sœurs de charité » « est due » aux « colonisés » « par les puissances capitalistes qu'effectivement elles doivent payer ».

Il comprend cependant que cette coopération économique et technique nécessaire entre les pays capitalistes avancés et le « Tiers Monde » ne se fera pas « avec la coopération et la bonne volonté des gouvernements européens » mais « avec l'aide décisive des masses européennes », c'est-à-dire du mouvement ouvrier européen et de la révolution européenne. Mais ce point d'un intérêt fondamental pour le développement rapide, sain et harmonieux de la Révolution Coloniale est quasiment oublié, inexploité et même nié dans la suite et la conclusion de l'ouvrage.

Il y aurait naturellement beaucoup à dire sur la manière sommaire dont Fanon conçoit les raisons de « l'opulence » actuelle de l'Europe et les rapports économiques qui règnent entre pays capitalistes avancés et le « Tiers-Monde ». Contentons-nous des précisions suivantes : Si l'exploitation des colonies a considérablement contribué au processus historique de l'accumulation capitaliste primitive, à l'expansion et au maintien du capitalisme, l'exploitation du prolétariat et des paysans métropolitains n'y a pas moins contribué. Attribuer d'autre part quasi exclusivement à l'exploitation du « Tiers-Monde » l'« opulence » actuelle du capitalisme est indéfendable du point de vue analyse scientifique, et non sentimental.

Pour expliquer scientifiquement la conjonction économique actuelle du capitalisme il faut tenir compte de l'interaction dialectique de tout un ensemble de facteurs, parmi lesquels les principaux sont : les progrès technologiques révolutionnaires, le processus d'industrialisation du « Tiers Monde », et la nouvelle structure des échanges internationaux, plus particulièrement des échanges entre pays capitalistes avancés et « Tiers Monde ».

Partant d'un appareil reproductif, économique, technique, culturel, déjà assez développé, le capitalisme d'après-guerre a su profiter de la « nouvelle révolution industrielle » en cours qui augmente sans cesse la productivité du travail et détermine un processus spirale d'élévation à la fois des profits, des salaires, et de la masse du capital accumulé sur la base d'une demande mondiale accrue, soutenue plus spécialement par la pénétration de la production capitaliste, marchande et industrielle, dans toute une série de régions (y compris métropolitaines), et des pays d'économie paysanne.

L'aspect « exploitation coloniale » intervient actuellement dans les échanges entre pays capitalistes avancés et « Tiers Monde », échanges qui ne sont pas équivalents mais qui se font au profit des pays industriels, principalement à cause des « ciseaux » des prix industriels et agricoles, les pays industriels et vendant cher leurs produits manufacturés et achetant bon marché matières premières et produits agricoles. Mais il s'agit là d'une situation de niveau économique différent et à laquelle on ne saurait pallier réellement que par l'industrialisation rapide du « Tiers Monde » qui changera la structure des échanges actuels. Pour que cette industrialisation absolue soit nécessaire afin d'abolir effectivement la condition actuelle du « Tiers Monde » ne tarde pas, ou ne se fasse pas à la manière stalinienne, qui sacrifie « l'homme » et « l'homme paysan » en particulier, pendant au moins une génération, la soudure effective entre la révolution coloniale et la révolution européenne et nord-américaine est absolument indispensable.

Fanon est pour le « choix d'un régime socialiste », mais qui à l'encontre du « socialisme » russe ou chinois basé sur « l'investissement humain », sorte de « véritable travail forcé » qui détermine une structure politique, bureaucratique et policière, doit être « tout entier tourné vers l'ensemble du peuple, basé sur le principe que l'homme est le bien le plus précieux », qui permettra « d'aller plus vite et plus harmonieusement, rendant de ce fait impossible cette caricature de société où quelques-uns détiennent l'ensemble des pouvoirs économiques et politiques au mépris de la totalité nationale ». Ainsi le « Tiers-Monde » qui n'a pas à « choisir » « coûte que coûte » entre le socialisme et le capitalisme tels qu'ils ont été définis par des hommes de continents et d'époques différents », doit chercher sa propre « voie au socialisme » et son propre « humanisme ».

On voit dans quel schéma imprécis, flou, ambigu, qui confond involontairement le socialisme de Marx, de Lénine, de Trotsky avec sa caricature bureaucratique stalinienne, Fanon esquisse sa solution qu'il veut « originale ». La confusion devient plus grande dans la conclusion qui ramasse en quelque sorte les critiques que Fanon adresse au long de son livre à l'« Europe » et à sa « culture » opposée en bloc au « Tiers-Monde », pris également en bloc.

« Le Tiers-Monde est aujourd'hui en face de l'Europe comme une masse colossale dont le projet doit être d'essayer de résoudre les problèmes auxquels cette Europe n'a pas su apporter de solutions ». « Mais alors, il importe de ne point parler rendement, de ne point parler intensification, de ne point parler rythmes. Non, il ne s'agit pas de retour à la nature. Il s'agit très concrètement de ne pas tirer les hommes dans des directions qui les mutilent, de ne pas imposer au cerveau des rythmes qui rapidement l'oblitérent et le détraquent. Il ne faut pas, sous prétexte de rattraper, bousculer l'homme, l'arracher de lui-même, de son intimité, le briser, le tuer ».

tournant le dos à l'Europe, « il faut faire peau neuve, développer une pensée neuve, tenter de mettre sur pied un homme neuf ».

Que l'Europe capitaliste ou stalinienne ne soit pas un exemple à imiter pour le « Tiers-Monde » c'est compréhensif et justifié. Les critiques « anti-européennes » de Fanon reflètent de puissants courants, des sentiments et des idées qui traversent actuellement tout le « Tiers-Monde » et dont il s'agit de prendre conscience et de tenir impérieusement compte. C'est là une forme de réaction négative devant l'impuissance qu'a montrée jusqu'ici le mouvement ouvrier européen à aider effectivement la révolution coloniale et à proposer sa propre solution, celle de la révolution socialiste authentique, qui évite la bureaucratisme stalinienne. Aussi longtemps que cette impuissance se maintiendra, il est quasiment fatal que le « Tiers Monde » se détourne de la soudure nécessaire avec la révolution européenne et des pays capitalistes avancés en général, se cambre dans une attitude xénophobe, nationaliste exacerbée, et cherche « sa propre solution » originale ».

Voilà le langage qui les révolutionnaires authentiques à vision globale de la révolution mondiale, « coloniaux » ou « européens » doivent constamment tenir dans leurs partis respectifs, afin que la coupure de fait désastreuse actuelle entre la révolution coloniale et la révolution européenne, ne s'érige pas en théorie du « messianisme », « européen » ou « colonial ». Car le combat des « Damnés de la Terre » est commun aux prolétaires et paysans européens et coloniaux, et commun est leur salut effectif.

Fanon a écrit son livre en tant que testament politique destiné avant tout à prévenir une issue « bourguibiste » ou bureaucratique de la Révolution algérienne

qu'il a passionnément adoptée et servie. Car cette révolution a commencé et s'est poursuivie comme une véritable entreprise de tout un peuple de « Damnés de la Terre » aspirant à un salut total, « à la terre », « au pain », « à la liberté et la dignité de l'homme ». Fanon est mort avant que cette révolution permanente n'entre dans sa phase plus particulièrement sociale, qui commence maintenant. Et nul doute que les révolutionnaires algériens authentiques qui se regrouperont sur la plate-forme du socialisme révolu-

tionnaire et démocratique qu'a esquissée Fanon, le théoricien jusqu'ici le plus accompli, le plus radical, du FLN, se référeront à lui et son livre afin d'honorer pleinement le message essentiel qu'il leur a transmis ; ne pas trahir la révolution commencée, ne pas l'arrêter à mi-chemin, ne pas la compromettre dans « l'association » avec l'impérialisme, mais la continuer, l'approfondir, la parachever.

25 février 1962.

Michel Pablo

## ITINÉRAIRE

de Robert BONNAUD (1)

L'auteur de ce petit volume, publié dans la collection des Editions de Minuit, consacrée à tant de problèmes posés par la Révolution algérienne, est un intellectuel révolutionnaire, les deux termes étant pris dans le sens le plus complet qu'ils peuvent avoir. Historien, Bonnaud est à présent enfermé à la prison des Baumettes, à Marseille, en raison de la lutte qu'il a menée dès le début contre la guerre d'Algérie. Ajoutons qu'il y est aussi victime d'une provocation policière montée pour mieux corser le dossier établi contre lui. Notre solidarité et notre amitié envers Robert Bonnaud ont à peine besoin d'être exprimées ici.

« Itinéraire » contient un article, « La paix des Nementchas », paru dans la revue *Esprit*, témoignage sur la guerre en Algérie, ainsi que des lettres écrites par Bonnaud, de 1956 — quand il fut rappelé à l'armée — jusqu'à décembre 1961, en prison. Et ces lettres constituent une sorte de recherche théorique sur les problèmes posés par la révolution coloniale et l'attitude du mouvement ouvrier européen face à celle-ci.

Inévitablement, Bonnaud est amené à traiter non des positions des directions traditionnelles qui ne soulèvent pas de grands problèmes théoriques, mais, plus particulièrement d'une part, de réactions d'anciens militants désabusés, et, d'autre part, des courants de gauche. A ce sujet, on trouve dans son livre une démolition impitoyable de la « gauche respectueuse ».

Il écrit :

« L'épouvantail de Martinet (« la confusion des objectifs du nationalisme algérien et du socialisme français ») est la réalité même de la Révolution. »

La lutte du peuple algérien conduit au socialisme, même si ce n'était pas dit explicitement par le FLN. Il est vrai que l'on peut avoir quelque doute sur les objectifs du « socialisme français », en la personne de Thorez ou de Mollet en dépit de bien des affirmations.

Mais la pensée de Bonnaud et son orientation ne sont pas toujours claires. Il avait appartenu au P.C.F. avec lequel il rompit lors du 20<sup>e</sup> Congrès. Depuis

lors, il n'est pas parvenu à se fixer, comme on peut le voir dans ses lettres. Il avait espéré tout d'abord que les actions d'avant-garde d'aide à la révolution algérienne — qui ont sans aucun doute joué un rôle de traitement de choc sur la société française et bousculé l'apathie dans laquelle les directions traitresses voulaient maintenir la classe ouvrière — il avait espéré que ces actions polariseraient les masses autour de nouveaux groupements, de nouvelles directions ; ceci ne s'étant pas produit, on sent chez lui une sorte de désespoir sur la classe ouvrière européenne, sur le mouvement ouvrier européen, on sent chez lui une tendance du type exprimé par Fanon ou par Sartre. Ce n'est certes pas catégorique et surtout pas définitif, mais il n'y a pas de doute qu'il exprime ce qu'on constate chez plus d'un qui a été déçu par la faiblesse ou mieux la quasi inexistence de l'intervention de la classe ouvrière française en faveur de la Révolution algérienne, à savoir qu'il faut mettre une croix sur le mouvement ouvrier européen et que le socialisme viendra d'ailleurs. Combien ne voient pas un retard de la révolution européenne, mais croient désormais à l'inexistence de celle-ci.

C'est là un grand problème — dont on trouvera dans ce numéro de discussion dans la critique du livre de Fanon, dont la pensée sur ce point était beaucoup plus élaborée que celle de Bonnaud, qui tatonne et n'est sûr de pas grand chose en dehors de l'importance exceptionnelle de la révolution coloniale.

On peut espérer que, grâce aux événements qui commencent à sortir le mouvement ouvrier européen de l'apathie engendrée par la combinaison d'un boom économique extraordinaire et de la trahison des directions traditionnelles, Bonnaud et tous ceux qui se sont donnés corps et âme à la défense de la révolution coloniale, clarifieront leurs pensées et se retrouveront à nos côtés dans la lutte pour la formation de partis marxistes révolutionnaires de masse capables de conduire la classe ouvrière européenne, dans une nouvelle conjonction, à la révolution prolétarienne et au socialisme.

P. F.

(1) Editions de Minuit, Paris.

# Toussaint-Louverture

d'A. CESAIRE (\*)

Quand Napoléon se remet entre les mains des Anglais les historiens bourgeois s'émeuvent, ils ne manquent pas de tracer un tableau pathétique de sa détention à Ste-Hélène et de l'humiliation du héros. Mais que cette détention est donc douce comparée à celle de Toussaint-Louverture que le même Napoléon avait fait enfermer au fort de Joux... et si Toussaint était prisonnier, c'est qu'il avait eu confiance en la parole d'un général français... Cela, jusqu'ici peu de Français le connaissent : l'histoire officielle ne s'était guère intéressée à la destinée de cet ancien esclave devenu dirigeant des Noirs de Saint-Domingue. Aujourd'hui la montée de la révolution coloniale ramène en premier plan Toussaint-Louverture, l'un des hommes qui luttèrent pour l'abolition de l'esclavage. L'intérêt de cette biographie va cependant bien au-delà. Son auteur, Aimé Césaire, n'est pas seulement un poète, c'est un ancien membre du Parti communiste, le dirigeant actuel du Parti progressiste martiniquais. Les intellectuels marxistes noirs ne sont pas si nombreux pour ne pas examiner attentivement l'exposé de Césaire sur la première révolution anticolonialiste de l'histoire. Car le livre, et c'est là un des mérites de Césaire, n'est pas seulement la biographie de Toussaint, c'est le déroulement de toute la Révolution de Saint-Domingue, une révolution coloniale type, et c'est aussi le reflet des idées de Césaire sur la révolution coloniale actuelle.

La première qualité de Césaire c'est de restituer à Toussaint sa véritable dimension : non pas un nègre révolté, ni un chef de bande, mais un chef militaire qui transforme des partisans en une armée organisée, un homme d'Etat qui tient compte de la situation internationale, allié aux Espagnols, rallié aux Français, négociant avec les Anglais, mais n'oubliant pas son but : l'abolition de l'esclavage ; enfin, un révolutionnaire qui saisit la valeur de la propagande et des idées. Quelle plus belle réponse peut-on trouver que celle qu'il fait à Bonaparte : « Ce n'est pas une liberté de circonstance, concédée à nous seuls que nous voulons. C'est l'adoption absolue du principe que tout homme ni rouge, ni noir ou blanc ne peut être la propriété de son semblable... Le Consul maintient l'esclavage à la Martinique et à Bourbon, nous serons esclaves quand il sera le plus fort ». Attachement aux principes et réalisme. Césaire nous montre les qualités de l'ancien esclave mais insiste sur le fait que le dirigeant de la révolution est porté en avant, que sa personnalité est forgée par la révolution. La transformation du cocher en général c'est la révolution coloniale même.

Rhum, sucre, café, cacao, indigo, ces richesses font de St-Domingue la plus importante des colonies françaises de la fin

du XVIII<sup>e</sup> siècle. La prospérité de Nantes, de Bordeaux, de la grande bourgeoisie marchande lui est liée : l'accumulation de capital est due à St-Domingue pour une large part. D'où l'importance pour les négociants et la bourgeoisie française dans son ensemble.

Mais dans l'île même les contradictions sociales vont croissantes. Une multitude d'esclaves noirs fait valoir les plantations, ils sont 50.000 au début du siècle, plus de 600.000 à la veille de 1789.

De plus Césaire insiste sur le fait qu'il s'agit non pas d'une paysannerie classique, dispersée, émietlée, mais de véritables ouvriers de la terre, groupés en ateliers de 500 à 600, d'où le caractère de leur mouvement par la suite : non pas une Jacquerie mais une révolution.

Au-dessus, une véritable bourgeoisie de couleur, affranchis et mulâtres, environ 20.000 individus qui possèdent un tiers des terres, un quart des esclaves et ont joué un rôle militaire pendant la guerre d'Amérique.

Enfin, l'aristocratie blanche, 25.000 personnes, qui ne forment d'ailleurs pas une masse homogène : les petits exploitants blancs ont disparu ; restent en présence les grands blancs propriétaires de plantations et les petits blancs, négociants, fonctionnaires, aventuriers, sans fortune foncière mais les plus acharnés à prétendre à la supériorité sur l'homme de couleur.

Pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle, colons et négociants français sont divisés sur l'exclusif colonial : les négociants veulent maintenir un système qui leur permet de vendre cher, d'acheter bon marché ; les colons veulent l'abolir. C'est cette lutte qui reprend en 1789 quand la royauté absolue est détruite en France. Césaire aurait dû se souvenir qu'en France la révolution débute par la « révolte nobiliaire ». Ainsi à St-Domingue la lutte pour l'indépendance commence par la révolte des colons mais peut-on dire que ces derniers sont « anticolonialistes » ? Alors il faudrait considérer la récente promulgation de la République en Afrique du Sud comme une manifestation de l'anticolonialisme afrikander ! Cette lutte n'a pas pour but de détruire l'oppression coloniale mais de réaliser un meilleur partage du profit colonial.

Donc voilà les blancs en révolte avec toutes les contradictions entre ceux qui veulent seulement une autonomie à l'égard de la bourgeoisie métropolitaine et ceux qui veulent s'en séparer ; opposition aussi entre les « libéraux » qui veulent s'appuyer sur les mulâtres contre les nègres et les tenants de la suprématie blanche.

A côté, pendant longtemps, les mulâtres

(\*) Présence africaine, éditeur, Paris.

se contentent de prier les colons blancs et les députés français de leur accorder les mêmes droits politiques : peine perdue ; les arguments des démocrates français (Robespierre, l'Abbé Grégoire...) qui veulent l'application des Droits de l'Homme, qui sentent qu'une entorse aux principes marquerait une défaite de la Révolution, les abominables concessions des mulâtres (« les mulâtres sont les garants de l'esclavage ») se heurtent aux pressions du « lobby » colonial, aux arguments des réactionnaires, aux intérêts des ports français et de la bourgeoisie. La question n'avance pas jusqu'à ce que les mulâtres emploient la force. Alors, et cela rappelle une histoire plus récente, les colons font, toujours avec retard, les concessions nécessaires ; et quand une majorité se dégage pour la paix voilà que les petits blancs, à qui la guerre offre une occasion de jouer un rôle, prennent le pouvoir. Nul besoin d'insister sur leurs conceptions politiques : « être juste envers les mulâtres en les exterminant... »

Finalement pour tenir tête aux blancs, les mulâtres doivent faire appel aux nègres.

Depuis août 1791, une insurrection noire a éclaté à Saint-Domingue. Un moment les défaites amènent les chefs à faire une offre de soumission : les blancs exigent la remise des armes et emploi de termes inacceptables pour les esclaves révoltés. La révolte noire est donc obligée de continuer... Que d'occasions manquées comme diraient nos modernes libéraux ! Mais la similitude des situations à 150 ans de distance montre que ce n'est pas l'imbécillité de Mollet ou de Debré qui entraîne la lutte armée mais la logique même d'une situation coloniale et la dynamique de la révolution et de la contre-révolution.

Enfin, contre des colons ralliés aux royalistes et aux Anglais, les commissaires de la République française sont amenés à faire appel aux mulâtres puis aux esclaves et l'on aboutit enfin à l'abolition de l'esclavage par la Convention en février 1794, ce qui provoque d'ailleurs le ralliement des mulâtres aux Anglais.

Et puis voilà Toussaint dans la guerre révolutionnaire, puis au pouvoir et Césaire aborde les problèmes de la militarisation du travail, de la liaison avec les masses c'est-à-dire du rôle d'un parti (1).

Mais voici que Bonaparte entreprend la reconquête de l'île. Toussaint doit traiter car il n'arrive pas à démasquer le néo-colonialisme, proteste de son attachement à la France, à la République, il se refuse à prononcer le mot indépendance. Ainsi, nous dit Césaire, il contribue à tromper le peuple et, ajoute Césaire, on ne peut demander de se battre sur des questions de procédure, il faut proposer au peuple un but simple et clair. On ne peut que féliciter l'écrivain de sa compréhension historique et souhaiter à l'homme politique d'appliquer ces principes dans son action quotidienne.

Nous devons faire cependant un reproche à l'historien. Aimé Césaire indique avec raison (p. 139) que l'abolition de

l'esclavage n'est pas due à un développement logique des idées de la Révolution mais à un rapport de force. Pourquoi faut-il, alors qu'il nous montre si bien la dynamique des luttes sociales à Haïti, qu'il accorde tant de place aux débats parlementaires, aux discussions d'idées sans nous montrer les rapports de classe en France même, à l'époque : la victoire de Barnave sur la question coloniale correspond à une période de réaction, d'écrasement du mouvement démocratique ; l'expédition de Napoléon ne peut avoir lieu qu'après la défaite de la démocratie en France même. Nous l'avons vu, la guerre d'Algérie apparaît en transparence à travers les événements d'Haïti et l'on peut se demander si ce n'est pas l'inaction actuelle du mouvement ouvrier français qui amène Césaire à dresser un tel réquisitoire contre la Révolution française. La déclaration des Droits de l'homme est remplie d'hypocrisie tant que l'esclavage est maintenu mais en France même tous les pauvres ne sont-ils pas jugés inaptes à s'occuper des affaires publiques ? Les démocrates, Marat entre autres, ne dénoncent-ils pas ces faits ? Marat, mais c'est là le seul anticolonialiste sous la Révolution, les autres sont au plus des antiracistes, des philanthropes, nous dit Césaire. Que l'on réfléchisse cependant au poids de l'Europe dans le monde d'abord, à l'importance réduite des colonies et l'on s'étonnera moins que les colonies aient tenu une place secondaire dans les préoccupations des révolutionnaires français. Ce qui, au contraire, est exemplaire c'est le fait que les masses populaires françaises reconnaissent spontanément dans la dynamique de leur combat, les esclaves noirs comme leurs alliés contre les mêmes ennemis : comment expliquer autrement les louanges du Père Duchesne après l'abolition de l'esclavage ? Et soulignons qu'il ne s'agit pas seulement de discours comme savent si bien en faire les leaders du P.C.F. mais d'une alliance effective dans l'action révolutionnaire (2).

Le vrai sujet de méditation pour les militants ouvriers c'est le recul dû au stalinisme et à l'opportunisme thorzien sur ces questions. « Une véritable union

(1) Dans sa préface, C. A. Julien, qui n'est pourtant pas un stalinien, justifie la militarisation et la caporalisation du travail, dues « à la nécessité ». Césaire a une position tout à fait juste, il condamne les sacrifices imposés bureaucratiquement aux masses : « Il ne suffit pas que le mot d'ordre soit juste... il faut réussir à le faire vivre dans la conscience des masses ».

(2) Cf. le n° 100 de *La Pensée*. J. Bruhat rappelle les prises de position dès les cahiers de doléances et cite le texte d'un colon arrivé en France en mai 1794, Félix Carpeau : « Il n'y avait qu'un cri contre eux (les colons) dans les auberges, chez les particuliers, dans les carrefours, sur les places publiques, partout je trouvais la même prévention et la même virulence de propos contre les colons. Prévention ! C'est trop peu dire, c'était une haine bien prononcée... ». Rappelons aussi qu'en Prairial, un des dirigeants le noir Delorme, tomba aux côtés de ses frères sans-culottes contre la réaction thermidorienne.

française », « des liens entre l'Algérie et la France » alors que Marat, lui, proclamait le « droit qu'ont les colonies de secouer le joug tyrannique de la métropole » et ajoutait « pour secouer le joug cruel et honteux, sous lequel ils gémissent, ils sont autorisés à employer tous les moyens possibles, la mort même, dussent-ils être réduits à massacrer jusqu'au dernier leurs oppresseurs ».

L'œuvre parue aux éditions *Présence Africaine* offre, par rapport à l'édition antérieure (Club français du livre) un élargissement vers l'histoire des Antilles, un approfondissement des questions politi-

ques et théoriques. La préface de C.A. Julien insiste sur la possibilité d'un Commonwealth français. Bien que Césaire en regrette lui aussi la non-réalisation, après lecture nous pouvons affirmer que cette œuvre marque le dépassement de cette idée. D'autre part, Julien fait remarquer que l'émancipation sociale n'est pas encore réalisée à Haïti, 150 ans après l'indépendance. Celle-ci ne suffit donc pas : un Noir peut aussi opprimer d'autres Noirs. Césaire se re-usera-t-il à aborder ce problème et à dépasser la question de négritude sur laquelle il s'est replié depuis quelques années ?

MARC.

## Souvenirs d'un révolutionnaire juif

de Hersch MENDEL

Avec ses Mémoires l'ouvrier révolutionnaire Hersch Mendel dresse un monument au prolétariat juif de Pologne qui a été détruit impuissant et sans armes dans les fours d'Hitler et après la lutte héroïque sous les décombres du ghetto de Varsovie.

Un demi-siècle d'histoire et de lutte du mouvement ouvrier avec tous ses courants idéologiques, depuis le réformisme socialiste jusqu'au trotskysme en passant par l'anarchie et le bolchevisme, se trouve incarné dans cette époque personnelle d'un révolutionnaire.

La révolution de 1905 éveille chez ce jeune ouvrier juif qui, sans elle, écrit-il, serait tombé dans les bas-fonds criminels où il avait été élevé, la conscience de la mission historique de sa classe. A partir de ce moment il devient un participant actif et un organisateur de ses luttes. Manifestations, arrestations, grève de la faim, émigration dans le Paris d'avant la première guerre mondiale, discussions et conflits dans le monde d'idées de l'émigration, participation au soulèvement d'Octobre à Moscou, entrée dans l'Armée rouge, retour à Varsovie pour y préparer un soulèvement sur les arrières de Pilsudsky lors de l'avance de l'Armée rouge, condamnation à mort, organisation des paysans de Russie blanche contre l'oppression polonaise, organisation de la partie juive du P.C. polonais, établissement d'une école de cadres à Moscou, rupture avec le stalinisme, participation à la formation de l'Opposition dans le P.C. polonais, nouvelle émigration devant une menace de mort de la part des staliniens, participation à la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale. Chacune de ces étapes se trouve remplie de tragédies personnelles : mort des parents et de la sœur d'Hersch Mendel par suite de famine, plus tard extermination de sa femme, une ouvrière révolutionnaire, à Auschwitz. Et cependant ces Mémoires ne contiennent pas la moindre note d'autocompassion, mais une sorte de distanciation ironique, critique, des hommes et des événements, y com-

pris ceux dans lesquels il joue un rôle héroïque.

Hersch Mendel vit aujourd'hui en Israël. L'amère déception provoquée par la dégénérescence stalinienne, l'extermination de la classe ouvrière juive en Pologne, la destruction de ce terrain où Hersch Mendel puisait sa force, ont troublé sa vie politique. Il ne voit pas la grande perspective qui s'ouvre pour le mouvement communiste dans la période post-stalinienne, et il cherche dans le mouvement ouvrier sioniste d'Israël un ersatz pour la classe ouvrière juive de Pologne anéantie. Bien plus que ses conceptions d'aujourd'hui qu'il est impossible de partager, c'est sa vie d'ouvrier révolutionnaire juif qui restera comme exemple et témoignage montrant comment l'étincelle de la conscience socialiste peut élever l'homme des plus basses profondeurs aux sommets de l'esprit humain.

L'ironie de l'histoire veut que la même tradition de sacrifice, de fidélité à l'idéal, de résolution dans l'action malgré la plus grande misère matérielle, qui fut représentée par la classe ouvrière juive dont le sang, comme Lénine l'a dit, « graissa les roues de la révolution », sont aujourd'hui devenues l'héritage de la Révolution arabe. Mais l'ironie de l'histoire veut aussi que cette idée raciste des nazis, dont les Juifs de Pologne ont été les victimes, se trouve combattue par l'action révolutionnaire du monde de couleur à qui Hitler attribuait le même signe d'infériorité. La victoire de la révolution coloniale est dans ce sens une victoire posthume du prolétariat juif de Pologne. Nous espérons qu'Hersch Mendel un jour partagera cette conception avec nous.

Mentionnons enfin que, pour ce livre d'Hersch Mendel, Isaac Deutscher qui a connu Hersch Mendel et les milieux décrits par celui-ci a écrit une préface qui appartient aux meilleures pages de critique littéraire marxiste.

(\*) Paru en langue yiddisch, aux Editions J. L. Perez à Tel Aviv (1959).

## DOCUMENTS

### Les répercussions du 22<sup>e</sup> Congrès du P. C. U. S. et nos tâches

(Résolution du Secrétariat International de la IV<sup>e</sup> Internationale)

I

Le XXII<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. a ouvert une nouvelle phase particulièrement aiguë de la crise du stalinisme. En tant qu'un ensemble de dogmes, le stalinisme est d'ores et déjà mort; personne dans le monde communiste ne se comporte plus strictement comme un « stalinien » de jadis, puisque même le P.C. albanais a enfreint au moins deux règles sacrées du stalinisme: la fidélité inconditionnelle aux tournants tactiques de la bureaucratie soviétique, et l'absence délibérée de toute discussion publique avec la direction officielle du P.C.U.S. Cependant le stalinisme plutôt qu'un système de dogmes, est avant tout la déformation de la doctrine et de la politique marxiste-léninistes au service de la caste bureaucratique qui a usurpé le pouvoir politique en U.R.S.S. En ce sens, le stalinisme subsiste encore, à travers la déstalinisation, dans la mesure où cette déstalinisation n'est qu'une tentative désespérée de la bureaucratie soviétique de se cramponner au pouvoir devant les forces montantes de la démocratie soviétique, en U.R.S.S. même, et de la révolution dans le monde entier. Ce faisant, elle donne elle-même, indépendamment de ses intentions, une impulsion nouvelle à toutes les forces révolutionnaires qui sapent son propre pouvoir, sur le prolétariat en U.R.S.S., sur les « démocraties populaires », et sur le mouvement communiste international.

La nouvelle phase aiguë de la crise du stalinisme prend deux formes particulières en interaction dialectique l'une sur l'autre:

a) En faisant des révélations, cette fois-ci publiques, sur les crimes de Staline qui vont au-delà des révélations secrètes du XX<sup>e</sup> Congrès; en reconnaissant que Staline a violé les normes démocratiques dès la mort de Lénine; en reconnaissant publiquement le caractère provocateur du meurtre de Kirov; en reculant dès lors le début du « culte de la personnalité » vers les années 1933-34, Khrouchtchev donne un argument puissant à la demande de révision juridique des procès de Moscou et de réhabilitation juridique de toute la vieille garde bolchévique, Trotsky en tête. On peut être certain qu'en U.R.S.S. même, et dans tous les partis communistes du monde, les voix se multiplieront pour réclamer ces réhabilitations et qu'en décidant l'ouverture d'une enquête juridique sur les dessous du meurtre de Kirov, la bureaucratie soviétique pourra de plus en plus difficilement échapper à ces réhabilitations, d'ailleurs déjà préparées par l'érection d'un monument aux victimes de la terreur stalinienne et par l'expulsion du cadavre de Staline du Mausolée de la Place Rouge.

Tout l'effort de la bureaucratie se concentrera maintenant sur le refus d'une réhabilitation **politique** de la vieille garde bolchévique, et avant tout de Trotsky. Mais, ce faisant, la bureaucratie provoquera de plus en plus la demande de discuter publiquement, ouvertement, les idées des oppositionnels, de faire réparer leurs ouvrages, d'examiner leurs points de vue à la lumière des événements ultérieurs, ce qui amènera la crise du stalinisme à un niveau encore plus élevé, parce que politique.

b) En rendant public le différend entre le P.C.U.S. et le P.C. albanais — et, par ce truchement, le différend entre le P.C.U.S. et le P.C. chinois — Khrouchtchev a favorisé une nouvelle et rapide différenciation entre P.C. et au sein des P.C. Actuellement, outre notre tendance, il y a déjà trois tendances politiques différentes qui se manifestent au sein du monde communiste: le courant Khrouchtchev, le courant du P.C. chinois, le courant du P.C. yougoslave. Au sein de ces tendances, toute une série de différenciations se font jour, donnant naissance au courant du P.C. italien, à celui du P.C. albanais, qui n'est pas la même chose que celui du P.C. chinois, au courant du P.C. polonais qui recommence lui aussi, à se singulariser, après le long reflux qui a suivi l'« octobre polonais » de 1956. Le P.C. français s'oppose publiquement au P.C. italien. Le P.C. cubain défend, sur la nature de classe de l'Etat cubain, des positions différentes d'autres partis communistes, etc. Un cas extrême de différenciation publique est bien celui de la majorité du P.C. de l'Inde, qui se solidarise publiquement avec sa propre bourgeoisie contre le P.C. chinois, lors des derniers incidents frontaliers. Ces différenciations ne pourront qu'aller en s'accroissant.

II

Cette nouvelle phase aiguë de la crise du stalinisme s'explique en dernière analyse par l'accélération de la montée de la révolution, aussi bien dans les Etats ouvriers

eux-mêmes que dans les pays coloniaux, accompagnée d'une aggravation ou d'une reprise de la lutte de classe dans plusieurs pays impérialistes (Belgique, Grande-Bretagne, Italie, France):

— En U.R.S.S. même, pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir de Khrouchtchev, une **pression politique de la base** s'est jointe à la pression des consommateurs sur le gouvernement. Des manifestations spontanées provenant de désaccords politiques implicites ou ouverts avec la fraction dominante de la bureaucratie ont été multiples : grève à Odessa; manifestations des étudiants lors de l'arrivée des « pèlerins de la paix »; manifestations autour du poète Evtouchenko; discussions idéologiques au sein du Parti pour supprimer la décision de 1921 interdisant momentanément la formation de fractions; demandes de poursuivre la déstalinisation, etc. Cette pression a été puissante, non seulement au sein de la jeunesse, des étudiants et des intellectuels, **mais aussi au sein du Parti lui-même.**

— Dans les pays et les mouvements entraînés dans la révolution coloniale, les illusions de la « coexistence pacifique », les bavardages sur « l'esprit du camp David », l'orientation générale de la bureaucratie soviétique vers une alliance avec la bourgeoisie coloniale, sa passivité à l'égard de la révolution algérienne ainsi que la passivité criminelle du P.C.F., le sort malheureux des P.C. d'Égypte et d'Irak par suite de la politique catastrophique dictée par le Kremlin; le rôle minime sinon nul, joué par les P.C. en Algérie et à Cuba dans les deux révolutions puissantes qui se déroulent dans ces pays — tous ces signes de refus d'utiliser l'énorme potentiel de la révolution coloniale en faveur de la révolution socialiste mondiale, et les tentatives multiples pour freiner, même arrêter cette révolution, ont provoqué des discussions et un mécontentement croissant au sein de ces partis et de ces pays, dont le P.C. chinois s'est fait en partie l'interprète, et qui a exercé une énorme pression sur la couche dominante de la bureaucratie soviétique. Au cœur même de l'État que dirige cette bureaucratie, à Moscou, la courageuse activité anti-impérialiste des étudiants coloniaux de l'Université Lumumba a abouti à plusieurs reprises à des heurts publics avec l'appareil bureaucratique et même avec la police, comme ce fut le cas lors de la dernière manifestation devant l'Ambassade de France, en faveur de la libération de Ben Bella.

L'interaction entre la montée révolutionnaire en U.R.S.S. même, la montée de la révolution coloniale, et les effets de cette double montée sur le P.C.U.S. et sur les P.C. dans ce monde, donne maintenant à la crise du stalinisme de plus en plus la caractéristique d'un processus permanent, explosif, avançant par bonds, sujet à des rebondissements sensationnels, quelles que soient les tentatives désespérées de la bureaucratie pour l'arrêter à un quelconque palier, tentatives en elles-mêmes inévitables, et qui se répéteront encore, comme au lendemain du XX<sup>e</sup> Congrès, mais avec de moins en moins de chances de succès.

### III

Pourquoi Khrouchtchev a-t-il pris l'énorme risque des révélations du XXII<sup>e</sup> Congrès et du conflit public avec le P.C. albanais? Tout en tenant compte du caractère même du personnage, qui manifeste une certaine tendance aventuriste dans tous les domaines, on ne peut expliquer ce tournant plein de dangers extrêmes pour la bureaucratie soviétique que par la situation politique difficile dans laquelle se trouvait le maître actuel du Kremlin : il était pris dans l'étau d'une double opposition qui montait contre lui de toute part, l'opposition des forces dynamiques, progressistes, jeunes, révolutionnaires dans la société soviétique et dans les partis communistes d'un côté, et l'opposition des forces les plus conservatrices et les plus rétrogrades de la bureaucratie d'autre part, qui s'opposaient avec de plus en plus d'acharnement aux innovations que Khrouchtchev préconisait dans de nombreux domaines.

C'est la puissance de cette double pression, à laquelle s'était sans doute jointe également celle de la caste militaire en U.R.S.S. même (elle n'a jamais accepté la réduction du budget militaire et des effectifs militaires des dernières années), qui a acculé Khrouchtchev à une option désespérée, afin d'éviter que tous ses adversaires ne se coalisent contre lui. La coalition, en outre, était favorisée par la persistance de la crise agricole, et notamment par l'échec relatif de l'expérience des « terres vierges » qu'il avait patronée. Son option a été double : sur le plan international, un net raidissement à l'égard de l'impérialisme (crise de Berlin, reprise des expériences nucléaires, bombe de 50 mégatonnes), en vue de désarmer les critiques qui lui reprochaient de faire des concessions à Washington; sur le plan intérieur, une relance de la déstalinisation, qui était la manœuvre la plus apte à lui assurer une base de masse extrêmement large et à isoler ses adversaires soviétiques et internationaux, en les présentant plus ou moins comme des « complices » des crimes de Staline ou comme des partisans d'un retour aux méthodes stalinienne, ce que les masses soviétiques veulent empêcher à tout prix.

Mais en agissant avec cette audace et en prolongeant ainsi son pouvoir, Khrouchtchev a, en même temps, fait sauter une série de digues autour du pouvoir et des privilèges de la bureaucratie soviétique. A travers les brèches ainsi créées, les flots de la critique révolutionnaire se frayeront un chemin avec de plus en plus de chances de provoquer de puissants échos dans les masses soviétiques. Et si Khrouchtchev lui-même se présente encore pour le moment devant ces masses comme le héros de la déstalinisation, il ne se passera pas longtemps avant qu'aux dénonciations du

rôle que Malenkov a joué dans l'épuration en Arménie, ou aux dénonciations du rôle de Kaganovitch dans l'épuration parmi les cheminots, ne fasse écho la demande insistante de savoir qui a organisé l'épuration en Ukraine...

Après son arrivée au pouvoir, Krouchtchev s'est efforcé d'arrêter la montée révolutionnaire en U.R.S.S. au palier atteint au XX<sup>e</sup> Congrès, avant tout grâce à des promesses (en partie d'ailleurs réalisées) d'amélioration du niveau de vie des citoyens soviétiques. Son intention première était de contenir au XXII<sup>e</sup> Congrès la pression au même niveau, en promettant aux travailleurs la solution de tous les problèmes... dans vingt ans. C'était une traite en échange de laquelle le peuple soviétique était appelé à tolérer le pouvoir de la bureaucratie pendant toute la période de « construction du communisme ».

Mais la pression des masses s'est avérée trop forte pour être contenue à un tel niveau. Il a donc fallu élargir la brèche et poursuivre la déstalinisation. Khrouchtchev s'efforcera sans aucun doute de créer ainsi un nouveau palier. Réussira-t-il? En tout cas, il est improbable qu'il parvienne à gagner cinq ans, comme ce fut le cas entre 1956 et 1961. La pression de la révolution internationale aidant, il est plus probable que le prolétariat soviétique avancera dans quelques années rapidement sur la voie de la révolution politique qui devra balayer la bureaucratie comme caste dominante.

### IV

La tentative de la bureaucratie soviétique de mettre ses crimes sur le seul compte de Staline, et d'esquiver la critique socio-économique marxiste par le subterfuge de la seule dénonciation du « culte de la personnalité » peut d'ores et déjà être considérée comme ayant échoué. De plus en plus, dans les partis communistes du monde entier, y compris dans celui de l'U.R.S.S. la question est posée : comment ces crimes ont-ils été possibles, et pourquoi a-t-il fallu plus de vingt, sinon plus de vingt-cinq ans, pour les dénoncer? Au dernier comité central du POUP (PC polonais), Oskar Lange a posé la question d'une explication marxiste du « culte de la personnalité », et il a demandé aux « camarades soviétiques » de fournir cette explication. Gomulka a mentionné l'isolement de l'U.R.S.S. et son état arriéré. Dans le document du Secrétariat du PC italien, la nécessité d'une explication est également soulignée, avec une même demande adressée au PC de l'U.R.S.S.

La publication d'un long éditorial dans la « Pravda » du 22 novembre 1961 consacré en partie à une polémique contre l'idée d'une « dégénérescence de l'U.R.S.S. » dont on parle ouvertement dans différents milieux du PC italien et surtout parmi les jeunes, prouve que d'ores et déjà ce débat a commencé au sein du P.C.U.S. lui-même.

La manière dont se déroule ce débat permet à la IV<sup>e</sup> Internationale d'intervenir avec tout le poids de son expérience et de sa position marxiste révolutionnaire sur la nature de l'U.R.S.S. Le mouvement trotskyste mondial est le seul à offrir l'explication du stalinisme selon des critères marxistes-léninistes rigoureusement scientifiques. Il est le seul à saisir le phénomène du stalinisme comme un phénomène **social** explicable par les contradictions de la société soviétique.

Ce n'est pas par hasard que l'éditorial de la « Pravda » ne polémique qu'avec ceux qui conçoivent la « dégénérescence de l'U.R.S.S. » comme voulant impliquer le rétablissement de la propriété capitaliste dans ce pays. Il peut facilement réfuter cet argument. Mais il serait extrêmement plus difficile aux bureaucrates de réfuter l'explication d'une contre-révolution **politique** qui s'est produite en U.R.S.S. sur la base du nouveau mode de production introduit par la révolution d'Octobre, de même que s'était produite la contre-révolution thermidorienne au cours de la Révolution française, sans que cela ait impliqué un retour à l'ancien régime. Car, si l'éditorialiste de la « Pravda » affirme qu'un seul homme ne pouvait radicalement modifier le régime social et politique de l'U.R.S.S., comment un marxiste pourrait-il admettre que l'assassinat de certaines de milliers de personnes, la liquidation de toute la vieille garde bolchévique, la liquidation de la direction de l'Armée Rouge, faits qui ont causé des dommages terribles à l'U.R.S.S. et qui sont des faits de dimension sociale (exprimant donc des conflits **sociaux**), soient de simples séquences du « culte de la personnalité » venues on ne sait comment, un simple « incident regrettable » et non pas le produit d'une extrême dégénérescence du régime politique, dégénérescence dont la nature doit être mise à nu?

L'analyse trotskyste de la dégénérescence bureaucratique du pouvoir soviétique éveillera de plus en plus d'intérêt, connaîtra de plus en plus d'échos au sein des PC, avant tout dans les États ouvriers et en U.R.S.S. même. Ce sera notre contribution majeure à la discussion en cours dans ces pays, contribution qui aidera puissamment à combattre tout révisionnisme, et tout défaitisme à l'égard des principes communistes, à maintenir intact tout l'héritage marxiste-léniniste et à donner une réponse principielle et politique à tous les problèmes qui se posent dans les États ouvriers, à l'étape actuelle.

### V

L'idée de « l'État-guide » du prolétariat mondial, l'idée du « monolithisme d'airain » du mouvement communiste mondial — deux idées éminemment révisionnistes et anti-léninistes élevées au niveau de dogmes à l'époque stalinienne — se retournent maintenant d'une manière imprévue contre la bureaucratie soviétique. Elles aboutissent à une différenciation de plus en plus rapide et chaotique de l'ensemble du mouvement communiste international, au développement de tendances centrifuges qui, dans la mesure où l'on refuse toujours d'introduire la nécessaire distinc-

tion et séparation entre l'Etat et le Parti, risquent même de menacer l'alliance politique, économique et militaire entre les Etats ouvriers.

En l'absence d'une véritable Internationale communiste, ayant une structure fondée sur le centralisme démocratique, l'éclatement de toute discussion idéologique — absolument normale et inévitable entre partis communistes — aboutit rapidement à la rupture de l'unité d'action. En l'absence d'un régime intérieur sain, d'une véritable démocratie prolétarienne, de la liberté des tendances, cette discussion aboutit à l'opposition entre bureaucraties nationales, entre P.C. de différents pays, chaque bureaucratie maintenant la fiction du « monolithisme » au sein de son propre parti. Alors que les courants actuels sont de toute évidence des courants internationaux, et que tous les importants partis communistes comptent dans leurs rangs des représentants de ces différents courants, le centralisme bureaucratique étouffe toutes les minorités au sein des Partis, et donne à la nécessaire discussion internationale l'aspect nuisible et dangereux d'une querelle entre Etats ou « nations ».

Cette situation ira en s'aggravant, aussi longtemps que le mouvement communiste mondial n'opèrera pas un franc et complet retour aux principes du léninisme qui comportent :

- 1° la suppression du centralisme bureaucratique et son remplacement par le centralisme démocratique léniniste qui implique le droit de constituer des tendances. Le rétablissement d'une entière liberté de discussion, d'un véritable régime de démocratie prolétarienne au sein de tous les partis communistes, avec la parution régulière de Bulletins Intérieurs ainsi que de Tribunes de Discussion dans la presse publique, pour que se déroule périodiquement une véritable discussion idéologique et politique ;
- 2° l'organisation d'une discussion internationale dans le mouvement communiste sur toutes les questions controversées, passées et présentes. La participation organisée à cette discussion des courants communistes oppositionnels qui ont été exclus de l'I.C. et des divers partis communistes, et notamment et avant tout de la IVème Internationale, pour avoir dénoncé les premiers les crimes de Staline. La publication en U.R.S.S. et dans tous les partis communistes, de tous les matériaux et plate-formes des oppositions au sein du P.C.U.S., et avant tout de l'Opposition de Gauche, de Trotsky, Zinoviev et Kamenev, et de l'Opposition de Boukharine ;
- 3° la préparation d'un Congrès Mondial du mouvement communiste qui jettera les bases de la reconstitution d'une Internationale Communiste fondée sur le centralisme démocratique et sur la démocratie prolétarienne, avec participation de tous les partis et courants communistes sans exclusive aucune.
- 4° l'admission du principe d'une distinction nette entre devoirs et tâches des Etats ouvriers, et devoirs et tâches des partis communistes, la discussion franche et publique entre partis allant de pair avec un effort unanime pour resserrer les liens de l'alliance nécessaire, sur un pied d'égalité, entre tous les Etats ouvriers, et avant tout entre l'U.R.S.S. et la R.P. de Chine. L'abandon de toute mesure discriminatoire ou de sanctions économiques à l'égard de la R.P. de Yougoslavie, de la R.P. de Chine et de la R.P. d'Albanie.

En défendant cette plate-forme, les trotskystes, ayant conscience de leurs responsabilités, agissent non pour défendre d'étroits motifs fractionnels, mais pour la cause du communisme, des Etats ouvriers et de la révolution mondiale dans son ensemble. Leurs propositions pour organiser la discussion et résoudre la crise mondiale du communisme sont les seules qui, tout en portant un coup décisif à la bureaucratie soviétique et aux diverses bureaucraties nationales, permettent de conserver et de renforcer la cohésion entre Etats ouvriers, de renforcer et non d'affaiblir l'unité d'action du mouvement ouvrier et du mouvement communiste international.

## VI

La dynamique de la discussion déclenchée dans le mouvement communiste international tend à soulever tous les problèmes, à réexaminer tous les dogmes, à remettre en question tous les aspects de la politique stalinienne. Nous, trotskystes, ne pouvons qu'encourager une discussion aussi large, aussi générale que possible, fermement basée sur les principes du marxisme-léninisme, ne laissant dans l'ombre aucune question, aucun mystère, aucun problème prétendument « trop explosif » pour être posé. Les jeunes générations soviétiques, les jeunes générations communistes dans le monde entier, réclament impérieusement qu'on leur dise la vérité. La révolution n'a rien à leur cacher.

Cette discussion pose tous les problèmes fondamentaux de la politique communiste. Elle dépasse de ce fait, très largement les débats entre staliniens et communistes yougoslaves, entre khrouchtchéviens et communistes chinois, débats qui avaient un caractère plus conjoncturel, plus limité à une zone spécifique du programme communiste. C'est pourquoi, sans exclure la possibilité d'alliances tactiques pour obtenir gain de cause sur des points précis, surtout à l'intérieur des Partis Communistes eux-mêmes, la tâche des trotskystes est avant tout celle de verser dans ce débat leur propre réponse programmatique sur toutes les questions controversées.

La nécessité d'une telle attitude découle également du caractère idéologiquement hétérogène des courants en présence, qui ne sont pas encore clairement définis et

délimités, et qui en général lient des positions plus avancées sur certaines questions avec des positions conservatrices ou rétrogrades sur d'autres questions. En ce qui concerne plus exactement les positions réciproques adoptées aujourd'hui sur la question de la déstalinisation par la bureaucratie soviétique et la bureaucratie chinoise, elles s'expliquent par les pressions différentes que subissent ces deux bureaucraties, de même d'ailleurs que la position plus avancée qu'adopte le P.C.Chinois à l'égard de la révolution coloniale. Ce dernier subit plus particulièrement la pression de cette révolution, mais il la subit indirectement, surtout à travers sa situation internationale, et dans des conditions objectives détériorées, d'énormes tensions des rapports sociaux en Chine, qui ne sont guère de nature à inciter une bureaucratie à s'engager sur la voie de la déstalinisation.

Khrouchtchev par contre subit de plus en plus la pression d'un prolétariat moderne, le deuxième du monde en puissance numérique et en qualification, et sans doute le premier en culture générale et politique, ce qui pousse le pouvoir soviétique sur une toute autre voie lorsqu'il est obligé de faire des concessions.

- 1° En ce qui concerne la tendance Khrouchtchev, nous donnerons un appui critique à sa lutte pour la déstalinisation contre les tendances plus conservatrices mais tout en exigeant que toute la lumière soit faite, que toutes les complicités soient dénoncées, que la réhabilitation des victimes soit publique, totale et individuelle, sans laisser aucun cas en suspens, à commencer par celui de Trotsky lui-même. En même temps, nous poursuivrons notre critique révolutionnaire à l'égard de cette tendance, en dénonçant le pouvoir et les privilèges en U.R.S.S. même, en défendant tout le programme de la révolution politique antibureaucratique en U.R.S.S. (conseils ouvriers, rétablissement et épanouissement d'un véritable pouvoir soviétique, droit à l'existence de plusieurs partis soviétiques, refonte démocratique de la planification, plafond aux traitements des membres du parti, etc...). Nous continuons de même notre critique révolutionnaire à l'égard de la politique menchévique, conciliatrice, envers la révolution coloniale, de la traction Khrouchtchev, qui en se basant sur une « coexistence pacifique » illusoire — non sans oscillations aventuristes — ne mise pas dans la lutte contre les menaces de guerre de la part de l'impérialisme, avant tout sur la mobilisation des masses travailleuses dans les pays impérialistes, coloniaux et semi-coloniaux, et en dernière analyse sur le renversement du capitalisme dans ses principales forteresses ;
- 2° A l'égard de la tendance Mao-Tsé-Toung, nous lui accordons, comme par le passé, un appui critique là où elle défend une attitude plus nette à l'égard de l'impérialisme et de la bourgeoisie coloniale, là où elle accorde une aide plus nette à des révolutions en cours (Algérie, Laos), surtout là où elle revise toute la conception stalinienne de la « révolution par étapes » dans les pays coloniaux et s'achemine empiriquement, à sa manière, vers la théorie de la révolution permanente. En même temps nous maintenons notre critique révolutionnaire à son égard pour sa défense inadmissible, sans principes, du régime stalinien, ce qui est d'ailleurs en contradiction avec certaines positions prises par le PC chinois lui-même en 1956-1957. Nous critiquons les aspects bureaucratiques prononcés de son propre régime en Chine, nous exigeons un retour franc et net à la démocratie prolétarienne et au régime léniniste dans le PC chinois, et une discussion générale et libre, au sein de ce parti, sur toutes les questions débattues dans le mouvement communiste international. Tout en appuyant les justes critiques du PC chinois à l'égard de la politique inadmissible de réduction d'aide économique soviétique à la Chine (les échanges commerciaux entre les deux pays ont diminué de plus de 35 % en 1960), nous critiquons en même temps les excès de rythme du « bond en avant » et demandons un examen critique, démocratique, d'esprit léniniste, de l'orientation économique actuelle, à la lumière des difficultés des deux dernières années, de l'ensemble du problème des sacrifices supportables par le peuple chinois sur la voie d'une rapide industrialisation du pays ;
- 3° A l'égard du PC yougoslave, nous lui accordons, comme par le passé, un appui critique sur la question des conseils ouvriers et de l'administration plus démocratique de l'économie en général, tout en critiquant la bureaucratisme prononcé du Parti, l'opportunistisme de sa politique étrangère, de son attitude à l'égard des révolutions coloniales, et de la bourgeoisie coloniale en particulier, et tout en demandant également un retour de ce parti aux méthodes d'organisation et aux principes du léninisme, une organisation d'Etat vraiment soviétique, fondée sur une véritable démocratie prolétarienne avec droit à l'existence de plusieurs tendances et partis soviétiques ;
- 4° En ce qui concerne le PC italien, nous soulignons la portée objectivement positive de certaines de ses attitudes, dans la mesure où il pousse plus en avant la déstalinisation, où il légitime en fait le droit de tendance et la multiplicité des partis après la conquête du pouvoir, tout en critiquant avec vigueur son opportunistisme sur les questions de politique intérieure, son incapacité à définir une voie révolutionnaire vers le socialisme dans la société italienne d'aujourd'hui, et tout en opposant à sa conception du « polycentrisme » l'idée d'une Internationale communiste fondée sur le centralisme démocratique et la démocratie prolétarienne la plus large.
- 5° A l'égard du PC albanais et du groupe Molotov en U.R.S.S., tout en dénonçant le caractère bureaucratique extrême de ces tendances, les crimes dont elles ont

été complices ou qu'elles commettent encore en Albanie, nous demandons que leurs documents et plate-formes — et notamment la lettre de Molotov au C.C. du P.C.U.S. — soient rendus publics et soumis à la discussion internationale. Nous sommes et restons adversaires de toute mesure d'élimination administrative à l'égard de cette tendance comme à l'égard de toute tendance dans le mouvement ouvrier. Nous sommes et restons adversaires de toute intervention étrangère militaro-bureaucratique, pour régler le sort de la clique d'Enver Hodja. Son élimination ne peut être que l'œuvre de la nécessaire et urgente révolution politique, antibureaucratique du prolétariat et des masses laborieuses d'Albanie elles-mêmes.

Partout nous nous efforçons de faire connaître et de répandre internationalement les positions plus justes, adoptées sur telle ou telle question, par tel ou tel Parti Communiste, en vue d'accentuer l'évolution générale de la crise du stalinisme. Partout nous défendons les principes léninistes afin d'apparaître comme le courant le plus principal, le plus responsable, le seul héritier du léninisme au sein du mouvement communiste international, le seul capable de donner une réponse d'ensemble aux problèmes qui se posent au mouvement ouvrier international à l'étape actuelle.

## VII

Notre intervention pratique dans la discussion au sein du mouvement communiste et dans la crise du stalinisme doit être plus particulièrement axée sur tel ou tel aspect de la question, selon que dans chaque pays, le mouvement communiste a déjà été entraîné ou non dans la discussion, et que celle-ci y a atteint tel ou tel niveau.

D'une manière générale, les questions de la réhabilitation de la vieille garde bolchévique, en particulier de Trotsky, de la révision des procès de Moscou, de la réhabilitation de toutes les victimes ouvrières assassinées par le Guépéou hors des frontières de l'U.R.S.S. (André Nin, Léon Sedov, Ignace Reiss, Rudolf Klement, Erwin Wolf et les nombreuses victimes du Guépéou en Espagne) ont occupé la place la plus importante dans la première phase de notre intervention. Elles continueront à jouer un rôle important dans des partis comme le P.C.F. ou le P.C. britannique, qui n'ont pas encore admis explicitement la « réhabilitation juridique » de fait, comme l'a pratiquement fait le PC italien. L'admission explicite du P.C. italien ne peut cependant remplacer une révision juridique et une réhabilitation formelle.

Au fur et à mesure que la discussion progresse, ce sont cependant des questions idéologiques plus fondamentales et des questions politiques plus précises, qui passeront au premier plan de notre intervention dans la crise du stalinisme. Ces questions sont notamment les suivantes :

- 1° l'explication marxiste du « culte de la personnalité », c'est-à-dire de la dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S., et la discussion des positions politiques défendues par Trotsky et le trotskysme depuis 1923 ;
- 2° la définition d'une politique léniniste à l'égard de la révolution coloniale (pour les PC des Etats ouvriers et des pays impérialistes) et dans la révolution coloniale (pour les PC des pays coloniaux et semi-coloniaux) ;
- 3° la définition d'une politique léniniste dans la lutte contre les menaces de guerre de l'impérialisme, et à l'égard des menaces plus précises que les armes nucléaires font peser sur l'avenir de l'humanité ;
- 4° la définition d'une politique révolutionnaire pour le renversement du capitalisme dans les pays impérialistes eux-mêmes, partant d'une analyse correcte de la situation objective de ces pays et de la situation de leur classe ouvrière et de leur mouvement ouvrier ;
- 5° la défense du principe de l'Internationale communiste centraliste démocratique et de notre conception léniniste des relations entre partis communistes d'une part, et Etats ouvriers de l'autre ;
- 6° le rétablissement de la liberté de constituer des tendances au sein des partis communistes ;
- 7° la défense de notre programme de rétablissement et d'épanouissement de la démocratie soviétique et de la démocratie prolétarienne dans les Etats ouvriers, tel qu'il a été précisé dans le document « Déclin et Chute du Stalinisme » adopté par le Vème Congrès Mondial de la IVème Internationale.

Le Secrétariat International appelle toutes les sections de la IVème Internationale, tous les trotskystes du monde entier, à se jeter avec audace, ardeur et enthousiasme dans cette bataille pour la victoire de l'héritage bolchevik-léniniste, dans cette bataille pour régénérer le mouvement communiste mondial. Les possibilités de faire triompher nos idées, de renforcer nos organisations et d'assurer leur fusion avec une large avant-garde communiste, avec de larges avant-gardes ouvrières, sont plus grandes que jamais par le passé. Tous les trotskystes interviendront de manière résolue, pour que ces possibilités soient effectivement exploitées. Ils prépareront pour 1962 un grand Congrès Mondial d'unité trotskyste et révolutionnaire, qui constituera un véritable pôle d'intérêt et d'attraction aux milliers et aux milliers de militants communistes qui, de par le monde, se posent aujourd'hui des questions auxquelles seule la IVème Internationale est à même d'apporter les réponses révolutionnaires, cohérentes et satisfaisantes.

6 décembre 1961.

# LE CONTROLE OUVRIER

Les « néo-capitalistes » et de pseudo-théoriciens socialistes font état d'une prétendue disparition de la classe ouvrière à la suite des modifications qui se sont produites en Europe occidentale et aux Etats-Unis au cours des années d'une prospérité inattendue. Le marxisme ne se porte pas plus mal de ces « innovations ». Mais il se pose des problèmes aux marxistes, notamment en matière de mots d'ordre de transition, pour répondre aux conditions matérielles nouvelles, les mots d'ordre de la période de chômage et de misère étant manifestement inadéquats. La question est évidemment à l'étude dans nos sections européennes. Nous publions ci-après un document élaboré par nos camarades de la section italienne sur le sujet du contrôle ouvrier.

1) Le mouvement marxiste révolutionnaire ne peut se contenter d'élaborer, à côté de ses objectifs historiques fondamentaux, une plateforme de revendications immédiates car, ce faisant, il recopierait le schéma des partis réformistes traditionnels (programme maximum et programme minimum), critiqué d'une manière radicale par la Troisième Internationale du temps de Lénine et par le Programme de Transition de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il doit être à même d'exprimer une série d'objectifs de transition qui ne doivent en aucune manière être confondus avec les objectifs partiels et qui ne peuvent d'ailleurs représenter une version « modérée » des objectifs fondamentaux.

Les objectifs de transition doivent être conçus pour répondre à certaines nécessités objectives, compréhensibles à un moment donné à de larges couches du mouvement des masses : toutefois, ils doivent avoir en même temps une portée objectivement anticapitaliste, de rupture du système. Ce serait pourtant une attitude erronée que de se borner à développer une agitation pour expliquer *a priori* aux masses que la rupture et, en dernière analyse, le renversement du système, sont les conditions nécessaires pour réaliser ces objectifs. Il faut, au contraire, pousser les masses à lutter pour ces objectifs qu'elles comprennent et veulent atteindre, même si elles n'en voient pas clairement la portée objective, même si elles ne sont pas prêtes à lutter pour renverser le système. Au cours de la lutte, appuyées par l'expérience, les masses de fait seront portées à poser d'une manière concrète les problèmes essentiels de

structure et, en dernière analyse, le problème même du pouvoir.

La formulation et *a fortiori* la concrétisation d'un programme de transition, ont toujours constitué un problème ardu pour le mouvement ouvrier : car cela suppose en effet l'existence d'un parti révolutionnaire, agissant même en période pré-révolutionnaire ou carrément stagnante. Si les partis de la II<sup>e</sup> Internationale n'arrivèrent même pas à concevoir de véritables objectifs de transition, les partis communistes de la III<sup>e</sup> Internationale mirent bien vite de côté la formulation léniniste correcte — fort mal assimilée, par ailleurs — en oscillant entre l'aventurisme genre « troisième période » et l'opportunisme des fronts avec les partis bourgeois et petits bourgeois. Le mouvement communiste n'a pas été capable de dépasser cette limitation ; et même dans l'étroite analogie de leurs conceptions générales (voie nationale et démocratique au socialisme, etc...), le P.C. français et le P.C. italien représentent deux déviations, de nature opposée, de la conception marxiste-léniniste des objectifs de transition. Le premier, en effet, est porté à les ignorer et à les sous-évaluer, en se contentant de proclamer au moyen de formules stéréotypées sa « fidélité » aux objectifs historiques et d'élaborer des revendications immédiates ; le second au contraire ne les ignore pas, les rappelle même avec insistance mais les situe dans une conception essentiellement réformiste (arrivant même à concevoir un programme de transition réalisable sur la ligne de la Constitution de la République bourgeoise).

Il faut toutefois marquer à l'actif du

mouvement ouvrier italien dans la phase actuelle, la « reconstruction » de l'idée de programme de transition, reconstruction réalisée, quoique d'une manière empirique, par d'aucuns qui, finalement, ont compris la nécessité de revendications de « rupture ». Un procédé plus systématique et une liaison avec les expériences passées du mouvement ouvrier communiste auraient permis d'obtenir des résultats plus consistants, mais la valeur objective de cette « redécouverte » reste, qui est par ailleurs une preuve pratique de la validité persistante des méthodes léninistes sur ce plan aussi.

2) Les objectifs de transition des premiers congrès de la III<sup>e</sup> Internationale et du congrès de fondation de la IV<sup>e</sup> étaient élaborés dans une période de crise aiguë du système capitaliste, qui se traduisait même d'une façon immédiate en un profond bouleversement, en une paralysie ou du moins en une impasse des forces productives elles-mêmes. Ces éléments objectifs sont présumés d'une manière explicite par les élaborations que nous avons rappelées.

A l'époque actuelle, l'élaboration a lieu dans une situation radicalement différente par divers aspects. D'une part — est-il nécessaire de le rappeler ? — la situation internationale de ces quinze dernières années et le développement des Etats ouvriers, de l'U.R.S.S. en premier lieu, posent d'urgents impératifs aux classes au pouvoir, dont la force, en dernière analyse, est menacée à la racine, ce qui facilite la prise de conscience politique de larges couches prolétariennes. D'autre part, le capitalisme européen, y compris celui d'Italie, a pu compter sur un développement considérable des forces productives et sur une conjoncture économique prospère. Ce serait effectivement une erreur de considérer, comme le font de nombreuses personnes, que cette situation est destinée à durer indéfiniment et de la voir comme typique du capitalisme pour toute une phase historique : néanmoins, le fait subsiste qu'elle dure depuis un certain nombre d'années et qu'elle ne semble pas destinée à s'interrompre et à se renverser dans un avenir immédiat.

Par conséquent, les objectifs de transition ne peuvent plus être formulés et avancés à la manière classique pour les phases de crise et de paralysie de la production, mais à partir d'une analyse précise de la situation particulière et des stimulants particuliers qui en dérivent.

3) Un programme de transition peut et doit s'articuler de façon différente, toucher les différents niveaux de la lutte du mouvement ouvrier, introduire des mots d'ordre

d'une portée politique générale. Il est toutefois évident que ces derniers doivent constituer un point d'arrivée, tandis que, dans les premières phases, ils se posent essentiellement sur un plan de propagande, et ce seront d'autres objectifs qui prévaudront au niveau de l'agitation et de la mobilisation des masses.

L'élaboration organique d'un programme de transition et, en particulier, des objectifs capables de stimuler une lutte dont la portée politique soit générale, intéresse essentiellement le parti révolutionnaire, l'organisation politique d'avant-garde de la classe ouvrière. Cela ne signifie pas, loin de là, que le syndicat doit éviter à tout prix de se mettre à ce niveau, qu'il doit considérer comme en dehors de sa sphère d'action l'élaboration d'objectifs de transition et la lutte pour leur réalisation.

Le syndicat ne peut en effet être relégué à la simple tutelle des intérêts économiques immédiats des travailleurs ; il doit insérer dans son programme la participation, au niveau et sous les formes qui lui sont propres, à la lutte révolutionnaire contre le système capitaliste. On doit refuser toute interprétation de l'autonomie du syndicat dans le sens que celui-ci doit se borner, en somme, à ronger certaines marges du profit du patron sans se poser des objectifs de structure qui l'amènent à une fonction antagoniste à l'égard du régime (et non seulement à l'intérieur du régime). Tout cela vaut d'autant plus que les mots d'ordre de transition qui s'imposent en cette phase sont reliés directement aux luttes syndicales et sont en même temps nécessaires pour donner à ces luttes un contenu réellement dynamique et éviter que d'éventuels succès puissent être plus ou moins entièrement réabsorbés. Au niveau de la tactique, pour une série de causes déjà examinées, la C.G.I.L. consent actuellement une plus grande liberté de mouvement et d'élaboration (à l'échelle européenne, depuis quelques années se dessine déjà le phénomène bien connu selon lequel une partie des syndicats ou certains de leurs secteurs prennent des positions plus avancées que celles des organisations politiques ouvrières).

Une pareille conception de la fonction révolutionnaire du syndicat, loin d'impliquer des concessions à l'anarcho-syndicalisme, doit au contraire être insérée dans une vision correcte de la fonction irremplaçable du parti révolutionnaire. Le parti seul, en effet, peut avoir une conception globale des problèmes de la lutte des classes travailleuses pour la conquête du pouvoir et la construction du socialisme, le parti seul peut exploiter d'une manière organique les possibilités et les instruments

qui existent au sein même de la société capitaliste, engager une politique d'alliances, fixer des objectifs de transition, conduire les ouvriers et les paysans au renversement révolutionnaire de l'appareil d'Etat capitaliste. Le parti seul peut assurer à l'échelle internationale la coordination indispensable des luttes révolutionnaires.

Notre conception d'ailleurs ne réduit en aucune façon les militants et les cadres syndicaux révolutionnaires à de simples véhicules des conceptions, des orientations tactiques et des méthodes du parti dans les rangs des syndicats. Le parti a naturellement le droit d'avoir une attitude à lui envers les orientations de la politique syndicale, de la diffuser parmi les travailleurs, de faire des critiques au syndicat quand il le croit utile. Mais cela ne doit impliquer en aucune façon que le syndicat est dirigé d'une manière bureaucratique, « du dehors », et que les militants révolutionnaires, quand ils décident de leur attitude dans les organisations syndicales, ne tiennent pas compte, avant tout, de la situation et de la dialectique intérieure de ces organisations, de leurs exigences spécifiques.

## — II —

4) La nécessité de mots d'ordre de transition, la définition précise de la fonction de « rupture » que le syndicat doit remplir, la validité renouvelée d'un mot d'ordre central comme celui du CONTROLE OUVRIER ne dérivent pas d'un renvoi mécanique à de vieux textes, ni d'un *a priori* idéologique, mais de l'expérience pratique, des conditions objectives actuelles qui proposent tout cela d'une manière originale (dans ce sens, la liaison avec les meilleures traditions du mouvement ouvrier et avec les conceptions générales se réalise *a posteriori*).

D'une manière plus précise, notre façon de poser le problème se montre concrètement si on la rapporte aux conditions qui se sont créées sur les lieux de travail à la suite du développement économique impétueux de ces dernières années.

L'adoption de techniques de production plus avancées et de nouvelles méthodes d'organisation du travail ont déterminé une hausse considérable de la productivité industrielle. Le rapport homme-machine a été soumis à une évolution qui a accentué d'une façon constante le poids spécifique de cette dernière. Aussi bien dans le cas où s'est produite une fragmentation extrême du travail humain que dans le cas opposé d'une réduction du travail à des fonctions de contrôle des machines qui accomplissent toutes seules une série d'opérations,

c'est la machine qui détermine le rythme du travail et impose un type de « rationalité » d'organisation au travail humain. Ce dernier se trouve ainsi dans une position toujours plus subalterne tandis que l'intensité de son exploitation ne fait qu'augmenter.

Cette évolution a provoqué un véritable bouleversement dans le règlement des rapports de travail et en particulier une démolition des qualifications ouvrières traditionnelles. Le genre professionnel demandé par les nouvelles attributions tend à dépendre toujours moins d'une habileté acquise au cours de la pratique prolongée d'un certain mode de travail et à se réduire toujours plus à un bagage de notions techniques générales ou à une capacité d'adaptation rapide à la machine et au cycle de production.

L'évaluation du travail fourni échappe toujours plus à la disposition traditionnelle des qualifications et aussi, par conséquent, au pouvoir contractuel du syndicat qui, en général, n'a pu s'opposer aux solutions données par le patronat au rapport « qualification-emplois ». Les principes de la logique productiviste ont fini par prévaloir et l'arbitraire du patronat dans l'évaluation des nouvelles attributions a été présenté sous une lumière de fausse objectivité qu'imposerait une organisation rationnelle du travail.

Facilité par l'affaiblissement progressif du pouvoir syndical dans les usines, l'arbitraire du patron s'est accru dans le règlement des principaux aspects du rapport de travail et, par conséquent, dans la détermination de toute la configuration de la carrière du travailleur. Et les objectifs que la politique du patronat poursuit avec une détermination cynique ont paru d'une manière toujours plus claire.

Par un calcul très précis, cette politique tend à « atomiser » l'ouvrier à l'égard du complexe de l'organisation de la production, en l'isolant dans tous les sens des personnes et des choses qui sont en dehors de sa fonction spécifique et en l'empêchant de comprendre le rôle social de son travail. Par tous les moyens, on cherche à séparer le producteur du fruit du travail, à le persuader d'accepter de façon passive, à « l'habituer » à sa condition toujours plus aliénée. La feuille de paye, remplie presque toujours d'une façon incompréhensible, est comme le symbole de cette condition.

C'est ainsi que des détours paternalistes, des chantages d'intimidation, des discriminations de toute espèce alternent dans un seul but : diminuer, abrutir, mortifier la personnalité du producteur pour affaiblir son pouvoir contractuel et sa capacité de

lutte. Plus que jamais, dans cette phase de l'organisation capitaliste, la force-travail a acquis crûment le caractère d'une marchandise.

Sur un plan plus spécifiquement économique, le dessein des patrons vise d'une part à contrôler les carrières des ouvriers et les systèmes de rétribution pour les enfermer en une masse globale des salaires définie, de l'autre à se garantir la liberté absolue d'imposer les niveaux de production et de déterminer des variations dans la quantité de la production. Cela répond d'ailleurs à l'exigence d'établir des plans d'investissement adaptés aux caractéristiques actuelles du progrès technologique.

La plus grande partie du capital réservée à l'emploi de moyens techniques plus perfectionnés et, par conséquent, les plans d'amortissement plus coûteux lient, en effet, d'une manière plus étroite qu'auparavant la reproduction du capital au fonctionnement précis du mécanisme de production, dans le respect des programmations. Cela donne une plus grande rigueur à tout le cycle de production.

Par ailleurs, malgré la recherche constante de contrôles monopolistes *a priori* et la tendance à planifier sur une large échelle le développement économique, le marché — en termes de prix et d'entité de la demande — est forcément influencé par les fluctuations de la conjoncture internationale et par les diverses formes de concurrence entre monopoles. La nécessité en découle pour les entrepreneurs de disposer d'une certaine marge de manœuvre dans la conduite de l'entreprise : et cela se traduit, étant donné l'exigence de prévoir exactement les prix de production, par la nécessité de contrôler les facteurs dont la variation éventuelle troublerait la réalisation des programmes.

L'organisation, l'embauche, le licenciement, les transferts de catégorie, les échelles d'ancienneté, les primes, les horaires et rythmes de travail, tels sont les facteurs que la direction de l'entreprise doit absolument contrôler. La réalisation d'un programme de production peut supporter éventuellement des hausses de salaire et des primes venues de façon irrégulière, mais elle devient impossible si la force-travail récupère son autonomie et impose des variations à l'ensemble des données ci-dessus citées. Quand cela se produit, non seulement les prévisions deviennent aléatoires, mais la base même de la politique de l'entreprise se trouve être brisée par la disparition de l'arbitraire patronal sur les critères qui régissent les rapports de travail.

On comprend ainsi que l'acharnement des patrons à défendre leur pouvoir absolu de

décision, quand le contrat a été stipulé, répond à une nécessité vitale de la production capitaliste dans sa phase de développement actuelle. En ce sens, on comprend mieux la recherche constante des trêves syndicales. Et on comprend aussi la tentative d'introduire, là où c'est possible, les salaires de poste et autres systèmes du même genre.

Ce qui intéresse l'aile marchante du capitalisme, étant donné aussi l'orientation opportuniste des plus grands partis ouvriers, n'est pas tant d'annuler ou de déborder le syndicat que de l'obliger à un certain genre de contrat qui soit adapté aux exigences actuelles de fonctionnement du régime, présentées sous forme mystifiée comme « rationalité » et « objectivité » absolues.

5) L'acceptation de l'analyse que nous avons résumée d'une façon sommaire implique une série de conséquences ; et précisément :

a) Les revendications salariales et contractuelles ayant une valeur essentiellement quantitative, si elles sont nécessaires parce que la tâche des organisations syndicales consiste à assurer le progrès de la classe ouvrière même à ce niveau (quoique pas surtout et seulement à ce niveau) et parce qu'elles peuvent être un aiguillon indispensable, surtout après une période de stagnation, et peuvent déterminer de larges mobilisations capables de rendre confiance à d'entiers secteurs de la classe ouvrière, sont toujours susceptibles d'une « réabsorption » dans la situation donnée (le cas échéant par des manœuvres d'inflation contrôlée ou par des habitudes comme la généralisation des heures supplémentaires ; plus encore, elles peuvent répondre à certaines exigences économiques générales du régime (augmentation de la consommation, surtout dans certains secteurs, etc...). En tout cas, elles ne touchent pas la nature en soi de l'aliénation prolétarienne, c'est-à-dire ne diminuent pas la condition de marchandise de l'ouvrier.

b) Une nouvelle systématisation salariale, contractuelle, etc., qui tienne compte des développements et des exigences nouvelles et qui, en tout premier lieu, pose d'une façon résolue des problèmes tels que celui des qualifications, déplacerait la lutte sur un terrain plus avancé, de « rupture », en ce sens que des qualifications nettement établies diminueraient d'une façon sensible l'arbitraire du patronat et tendraient vers une « reconstruction » partielle de l'ouvrier comme producteur.

c) Il est nécessaire d'éviter l'écueil des généralités, en partant de la condition réelle extrêmement différenciée, mais, en même temps, de poursuivre avec ténacité

tous les éléments unificateurs qui ne doivent pas seulement être conçus comme souhaitables, mais comme une condition pour pouvoir développer les luttes et exprimer des objectifs partiels qui aient effectivement une portée générale. Sinon, on verra se préciser le risque d'un corporatisme (favorisé même par certaines nouvelles structures de syndicats de catégorie). Il faudra donc donner la priorité à des revendications plus facilement susceptibles de généralisation.

d) Ce qui précède implique et introduit en même temps le thème central : il est nécessaire que la classe ouvrière dispose non seulement d'une force contractuelle (élément important en soi dans une phase de stagnation et d'oppression paternaliste), mais aussi d'un *pouvoir de contrôle*. Le caractère contractuel de tous les aspects du rapport de travail et le droit des syndicats de contrôler l'application des accords établis forment un point de départ concret, compréhensible aux masses, et contiennent en même temps une indication générale significative en ce qu'elles peuvent introduire une première forme potentielle de contrôle ouvrier.

6) Le contrôle ouvrier doit être considéré comme un mot d'ordre, un objectif central en cette phase, car il offre, d'une part, de larges possibilités de généralisation (il peut, en effet, s'adresser même à des secteurs agricoles et sous des formes tendanciellées comparables aux secteurs tertiaires eux-mêmes) ; d'autre part, il introduit par sa nature même un élément de rupture du système.

C'est en somme un véritable objectif de transition parce qu'il naît d'exigences objectives réelles, compréhensibles aux masses, stimule la lutte dans une direction donnée, suscite une série d'expériences, permet pratiquement une prise de conscience progressive des exigences anticapitalistes fondamentales. C'est en effet dans la lutte pour le contrôle ouvrier que les larges masses comprendront la nécessité de la rupture et du renversement du système, qu'elles auront dans la pratique déjà commencé à préparer. Autrement dit, en se battant pour la réalisation d'un objectif qui leur paraît compréhensible et réalisable, elles se rendront compte petit à petit de l'exigence de se poser aussi d'autres objectifs plus généraux qu'aujourd'hui elles ne comprennent pas ou ne conçoivent pas de façon concrète.

Le contrôle ouvrier se pose à des niveaux différents qui doivent être reliés dynamiquement en perspective. Il est indispensable de comprendre que, si l'objectif était réalisé à un niveau, il serait impossible de

s'arrêter : si l'on n'avance pas, la conquête obtenue est reprise et est peu à peu privée de son contenu. C'est en effet un élément essentiel des mots d'ordre de transition que leur caractère nécessairement dynamique et propulsif.

Dans la phase actuelle la ligne du contrôle ouvrier devra s'articuler et se préciser de la manière suivante :

a) Il faudra partir de l'exigence péremptoire du caractère contractuel de tous les aspects du rapport de travail (primes, salaires aux pièces, qualifications, promotions, etc.) et du contrôle effectif de l'application des accords éventuellement établis. Le salaire devra être relié d'une façon directe et explicite à la productivité du travail (au sens le plus large).

b) Il en découlera nécessairement l'exigence du contrôle sur une première série de décisions du patronat qui finalement déterminent les qualifications, les salaires aux pièces, la partie du salaire liée à la productivité, etc.

c) L'analyse de ces aspects des décisions du patronat portera inévitablement plus en arrière, à l'examen plus général et global du mécanisme de production de l'usine, jusqu'à arriver graduellement aux problèmes de gestion économique et financière de base, que le patron présentera comme des « secrets », mais qu'il faudra au contraire dévoiler progressivement.

d) La seule issue sera le contrôle ouvrier sur l'entreprise et le complexe en général, ce qui est la forme plus avancée et organique de ce même contrôle ouvrier. Naturellement, on ne peut établir *a priori* ni les rythmes de développement, ni les formes concrètes de passage d'un niveau à l'autre (niveaux qui, eux aussi, sont schématisés d'une façon approximative). Il est évident que ce serait une erreur non seulement de ne pas se rendre compte du chemin à parcourir avant de rejoindre le niveau plus élevé, mais aussi de ne pas savoir voir les niveaux différents dans la perspective nécessaire (l'accent mis sur l'agitation et la mobilisation devra être distinct de celui mis sur la propagande). Ce qui importe, c'est surtout la logique de la conception d'un programme de transition, c'est de savoir partir du niveau actuel — à cette fin certains slogans élémentaires pourront être utiles (par exemple : « Nous voulons comprendre nos feuilles de paye », c'est de ne voir aucun niveau comme un but en soi, c'est de ne jamais perdre de vue la liaison dynamique indispensable.

7) La ligne du contrôle ouvrier non seulement peut et doit se réaliser concrètement à d'autres niveaux (par exemple : le contrôle sur la préparation professionnelle et le contrôle sur l'embauchage), mais il offre aussi un élément nécessaire pour un programme de transition plus général.

Il suffit de penser à la question des nationalisations, qui est en train de redevenir d'actualité. Les marxistes révolutionnaires n'ignorent pas et ne peuvent manquer de souligner les limites des nationalisations réalisées dans le cadre capitaliste bourgeois et à plus forte raison des nationalisations du genre de celles dont on parle actuellement en Italie pour les industries électriques. Néanmoins, si ces nationalisations sont suggérées et réalisées avec l'appui des secteurs les plus dynamiques de la classe au pouvoir, ils ne peuvent jamais prendre une attitude indifférente ou se borner à un soutien non critique. Les marxistes révolutionnaires doivent, en outre, soutenir, en général, la nécessité de ne pas concéder d'indemnités, introduire un élément de caractérisation de classe, et précisément le contrôle ouvrier des entreprises nationalisées (ou tout au moins insérées dans le secteur de l'Etat). Cet élément assurera que le programme du mouvement ouvrier ne s'identifie pas à celui des secteurs « progressistes » de la classe au pouvoir.

Le contrôle ouvrier dans le secteur nationalisé pourra apparaître plus immédiatement compréhensible à certaines couches des masses et mieux relié à la situation politique concrète : pour cette raison il devrait avoir en quelque sorte la priorité dans le programme de transition. Ce qui doit être clair pourtant, c'est que la ligne du contrôle garde toute sa valeur, même à l'égard des secteurs monopolistes privés. L'exposé que l'on a fait montre, d'une manière évidente, la large gamme d'applications d'un mot d'ordre auquel nous attribuons, dans la phase actuelle, une valeur centrale. C'est ce qui nous différencie nettement non seulement de ceux qui préfèrent supprimer toute caractérisation de classe pour ne pas léser leur « alternative démocratique », mais aussi de ces centristes qui veulent bien parler de contrôle ouvrier, mais comme d'un slogan, d'une revendication à mettre parmi tant d'autres, dans un éventail programmatique essentiellement réformiste.

8) Dans sa phase d'application, le contrôle ouvrier implique évidemment des instruments d'organisation. Il est inutile d'ajouter qu'il n'y a pas de schémas, qu'on ne peut en créer, mais que seules sont possibles quelques indications générales.

La première, c'est que le contrôle devra naître dans l'atelier et pénétrer verticalement toute l'usine. C'est donc un des premiers problèmes que d'organiser le contrôle dans l'atelier, ce qui est certainement difficile dans les conditions actuelles, étant donné le manque complet de forme d'organisation traditionnelle à ce niveau. Il faudra donc chercher à créer ou à rétablir la fonction et la pratique des assemblées et des délégués de chaque atelier, qui devront avoir un caractère rigoureusement unitaire. En effet, même si l'initiative peut et doit être prise par le syndicat, il ne faut pas que dans l'appareil de contrôle se reproduise la division syndicale qui caractérise actuellement les Comités d'entreprise, ce qui fait que leur action est normalement subordonnée aux compromis extérieurs des sommets syndicaux. Il faudra donc au début chercher l'adhésion au contrôle pour les problèmes spécifiques du rapport de travail, tels qu'ils sont compris par de larges couches d'ouvriers. Le seul élément de distinction se trouvera dans l'intensité avec laquelle sera sentie l'exigence de se battre pour un contrôle ouvrier dans le but d'assurer une solution réelle de ces problèmes. Le premier objectif essentiel sera de faire pénétrer la nécessité du contrôle dans la conscience de larges couches de la même manière que certaines revendications de salaires ou des conventions collectives. Quand cela aura été obtenu, les implications ultérieures du contrôle ouvrier paraîtront aux travailleurs comme une conséquence logique (l'action des partis ouvriers sera décisive à ce niveau).

Le deuxième problème est celui de la liaison verticale des organismes de contrôle au niveau de l'usine (successivement à celui du secteur et de la catégorie). Dans une première phase, il faudra peut-être revaloriser les Comités d'entreprise et chercher à en faire un instrument plus unitaire, plus représentatif et plus efficace de ce qu'ils sont aujourd'hui dans la plupart des cas, en leur garantissant l'exercice de ces fonctions de contrôle qu'ils n'ont pas remplies jusqu'à présent. La liaison plus directe avec les travailleurs au moyen des délégués de chaque atelier pourra servir à cette fin.

Ce genre de liaison pourra être valable jusqu'à ce qu'on ait réussi à imposer l'assemblée unitaire des délégués d'usine comme instrument largement représentatif de décision. Cette assemblée devrait désigner un Bureau ou un Comité d'entreprise ayant les fonctions d'un organisme permanent. Il ne s'agit évidemment que d'une indication générale, destinée à se traduire pratiquement en différentes applications.

Au fur et à mesure que la ligne du contrôle se développera à travers les niveaux que nous avons indiqués, l'exigence se précisera, toujours plus directe et plus concrète, et donc toujours plus compréhensible à de larges secteurs, d'élaborer des formes d'organisation plus organiques et plus complexes, capables d'assurer une coordination au niveau du complexe, du secteur, de la branche de production, etc. On pourra alors envisager des conférences de délégués d'atelier, des conférences générales d'organismes permanents de contrôle, etc.

Il est clair que l'organisation du contrôle à des niveaux supérieurs à l'entreprise peut être conçue uniquement dans le cadre d'une évolution profonde de la politique et de l'organisation du syndicat dans son ensemble, et des directives tactico-stratégiques des partis ouvriers. Cela signifie que, pratiquement, la question du contrôle pourra se poser, actuellement, seulement au niveau de l'usine ou du groupe, et que toute une série de problèmes pourront être affrontés à l'échelle nationale, tant bien que mal, seulement par le syndicat. Pour une certaine période il y aura donc forcément des interférences et des croisements de compétences et de l'action des organismes de contrôle à l'entreprise avec les compétences et l'action des organisations syndicales. Cette difficulté, en dernière analyse, ne pourra être résolue que dans la mesure où le syndicat de la classe unitaire, la C.G.I.L., fera sien la ligne du contrôle ouvrier en y adaptant sa propre structure d'organisation.

Le problème des dénominations à employer pour les organismes de contrôle est naturellement secondaire. Il serait pourtant utile d'adopter une nomenclature apte à exprimer l'exigence du renouvellement et à répondre à de nouvelles fonctions.

9) La ligne du contrôle ouvrier vise essentiellement à conquérir des positions fortes dans la structure de la production, à introduire un élément essentiel de caractérisation de classe, à créer les germes d'organismes véritablement prolétariens à opposer à la structure économico-politique du pouvoir bourgeois. Il en résulte qu'un contrôle ouvrier réalisé même partiellement représente une menace très grave à la souveraineté du capitaliste, qui y consentira seulement sous une pression considérable du mouvement des masses, et quand la crainte d'une détérioration ultérieure de la situation l'obligera à céder.

Autrement dit, une réelle application du contrôle ouvrier est concevable seulement

dans une phase de dualité de pouvoir : l'expérience le montre.

On n'exclut pas que le mot d'ordre ne puisse avoir une efficacité de propagande et d'agitation dans une période précédant celle de la dualité de pouvoir, ni que des réalisations partielles initiales puissent avoir lieu dans une situation où les rapports de force commencent à évoluer à l'avantage du prolétariat et où se produisent de vigoureux mouvements de masses. S'il est absurde de se faire des illusions sur la facilité de la réalisation d'une expérience de contrôle — chaque progrès, même minime, impliquera en réalité des luttes très dures — d'autre part, c'est une erreur de croire qu'on ne peut rien faire sans arriver directement à une collision violente avec le système et sa classe dirigeante. Il y a toujours une marge de repli de la part du capital, et de progression de la part de la classe ouvrière, il y a des formes initiales de dualité qui ne sont que le prélude d'une dualité générale, il y a la possibilité d'établir des organismes de pouvoir ouvrier dans telle ou telle usine, dans tel ou tel secteur, avant que le problème du pouvoir ne se pose en termes immédiats sur le plan politique général. Tout dépend, finalement, des rapports de force dans une situation donnée, de l'orientation tactico-stratégique des organisations politiques et syndicales du prolétariat, de la fermeté dont elles feront preuve dans la lutte, de la capacité qu'elles auront d'exploiter à temps toute possibilité objective sans éviter, le cas échéant, les replis nécessaires.

10) Le contrôle ouvrier qui pose directement les travailleurs devant des tâches productives aux différents niveaux représentera une forme concrète d'éducation de la classe révolutionnaire pour les tâches plus élevées et plus complexes de gestion, que cette classe devra affronter après la prise du pouvoir. Et les organismes de contrôle qui se formeront, particulièrement dans une phase de généralisation de la dualité de pouvoir, pourront être le noyau des conseils ouvriers, élément dirigeant de l'usine dans l'Etat prolétarien.

Au fond, c'est pour cette raison aussi que le contrôle ouvrier rencontre l'hostilité persistante des bureaucrates qui ont une conception de la structure de l'Etat ouvrier et des tâches du prolétariat bien différente de celle des marxistes révolutionnaires. Mais c'est une raison de plus pour que ces derniers considèrent le contrôle ouvrier comme un de leurs mots d'ordre principaux.

## Provocation stalinienne contre la IV<sup>e</sup> Internationale en Allemagne de l'Est

Immédiatement après le 22<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S., alors que les procédés staliniens y avaient été publiquement dénoncés, on vit, comme s'ils n'avaient rien appris, les dirigeants du S.E.D. se livrer à ce jeu infâme. Dans une conférence de presse à Berlin-Est, un nommé Freitag se déclara membre du Comité Exécutif International de la IV<sup>e</sup> Internationale, affirma que l'organisation d'espionnage de l'Allemagne de l'Ouest, le service Gehlen, voulait se servir de nos camarades Raptis et Santen pour compromettre le F.L.N. Et ce, peu de temps après que le procès d'Amsterdam ait attiré l'attention de larges couches dans le monde sur l'aide que la IV<sup>e</sup> Internationale avait

apportée à la Révolution algérienne, et que la défense de nos camarades ait suscité une très vaste campagne de solidarité.

Le personnage présenté à Berlin-Est n'était pas du tout membre de la IV<sup>e</sup> Internationale, à plus forte raison n'avait-il aucune place dans ses organismes dirigeants.

La conférence de presse de Berlin-Est fut reprise pendant deux jours par la presse stalinienne dans le monde, notamment par *L'Humanité* qui se garda bien de publier les démentis qui furent adressés. Et puis, au bout de deux jours, les calomnies cessèrent, le silence se fit.

### UN BULLETIN EN LANGUE ARABE

Un bulletin ronéotypé en langue arabe « Quatrième Internationale » a commencé

à paraître depuis quelque temps. Plusieurs numéros en ont déjà été publiés.

### INDE

## Résultats des élections : polarisation, progrès de la droite

*D'une lettre en provenance de l'Inde, nous publions les informations suivantes sur les récentes élections générales :*

Le R.C.P.I. (Parti Communiste Révolutionnaire de l'Inde) a gagné deux sièges à l'Assemblée législative du Bengale-Ouest et conservé son siège dans l'Assemblée législative de l'Assam. A Bombay le candidat présenté pour l'Assemblée provinciale fut battu avec 16.000 voix contre 20.000 au candidat du Parti du Congrès.

Le camarade Khagen Barbarua, un leader de l'Assam, a été élu comme candidat du R.C.P.I. Au Bengale, le camarade Anadi Das a battu le président de l'Assemblée

législative dans la circonscription de Howsah. Le camarade Kandi Pal est le troisième élu du parti dans l'Assemblée du Bengale.

Le R.S.P.I. (Parti Socialiste révolutionnaire de l'Inde) qui avait passé un accord électoral avec le PC indien au Bengale et au Kerala a deux sièges au Parlement (les camarades Tridib Chaudhuri au Bengale, et Skrikantan Nair à Kerala) et sept sièges à l'Assemblée du Bengale-ouest.

Il n'y avait pas de front unique de la gauche en Assam. Au Bengale le R.C.P.I. faisait front avec le PC indien, le R.S.P.I., le Forward Bloc, etc.

Dans des états comme le Bengale, An-

dhra et Kerala où le PC indien (dominé par sa gauche) avait présenté un programme de lutte de classe limitée, la gauche a eu de bons résultats. Au Bengale et à Andhra, le PC est devenu le principal parti d'opposition dans l'Assemblée d'état.

Mais à Maharashtra où le PC et d'autres groupes de gauche ont mené campagne sur une plate-forme rassemblant un front démocratique de plusieurs classes pour obtenir un état linguistique dans cette région, l'échec a été considérable. Ce front Samiti, qui avait obtenu en 1957 127 sièges (sur 264) dans l'Assemblée d'état et 23 sièges (sur 44) au Parlement, obtint seulement 32 sièges locaux et n'eut aucun élu au Parlement.

Une autre caractéristique importante des élections est l'apparition de partis réactionnaires, communalistes, comme le Jan Sangh, dans quelques grands états où la gauche était traditionnellement faible et où le PC suivait une ligne de collaboration de classe.

A Uttar Pradesh (la province de Nehru), le Jan Sangh, parti communaliste hindou, est devenu le principal parti d'opposition. Le P.S.P. (socialiste) qui était le principal parti d'opposition passe de 42 à 38, le PC de 9 à 6.

Le Jan Sangh est aussi devenu le principal parti d'opposition dans l'état de Mashya Pradesh.

Dans trois autres états (Rajasthan, Gujarat, Bihar), un nouveau parti, le Swatantra, soutenu par les parties les plus réactionnaires de la bourgeoisie et par des éléments semi-féodaux est devenu le principal parti d'opposition.

Dans les états de Madras et de Punjab, les forces séparatistes régionales (réactionnaires) sont aussi devenues les principales oppositions dans les assemblées.

Cette apparition de forces extrêmement réactionnaires et la défaite de la gauche dans quelques états ont soulevé de vives discussions à la base du PC indien. La politique de l'aile droite de Dange (khrouch-

tehevienne) soutenant la « bourgeoisie progressive » représentée par Nehru est ouvertement mise en question.

La ligne de collaboration de classe de la direction du PC fut typiquement illustrée dans l'élection de Bombay. Le ministre de la guerre Krishna Menon était combattu par Kripalani, soutenu par un front constitué par le Jan Sangh, le Sawantra et le P.S.P. Le dirigeant du P.C., Dange, sabota la possibilité de présenter un candidat de gauche à la fois contre Menon et Kripalani, et força son parti et le front Samiti à soutenir Menon.

Dans cette élection, tous les partis réactionnaires et le lobby pro-U.S.A. firent campagne contre Menon, dont l'élection était, pour Nehru, une question de prestige. Le pseudo-socialisme de Nehru et Menon ne fut jamais dénoncé. Il s'ensuivit qu'il fut élu avec une majorité de 145.000 voix sur Kripalani ; mais en même temps à Bombay, qui était la forteresse traditionnelle de la gauche, tous les candidats de gauche, PC compris, furent battus à l'exception d'un seul. Dange lui-même perdit son siège devant une nullité présentée par le Congrès.

Le résultat des élections a sérieusement miné les positions de la direction droitière du PC et la fraction de gauche s'efforce d'en tirer profit pour tenter de prendre la direction du Parti. L'aile gauche s'est identifiée avec Pékin dans le différend sino-soviétique. La crise et la lutte pour la direction se sont aggravées avec la mort d'Ajoy Ghosh, le secrétaire général du Parti, à la veille des élections.

\*\*\*

Le 28 janvier, à Bombay, fut tenu un meeting en hommage à Natalia Sedova-Trotsky, auquel participèrent des membres du R.C.P.I. et du R.S.P.I. La présidence était assurée par le camarade C. G. Shah, un des fondateurs du mouvement communiste en Inde.

### CEYLAN

## 62 députés demandent la réhabilitation de Trotsky

Nos camarades du L.S.S.P. (section ceylanaise de la IV<sup>e</sup> Internationale) nous informent que 62 députés ont signé une pétition adressée à Khrouchtchev, déclarant notamment :

« Nous avons remarqué dans la publica-

tion des travaux du XXII<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. qu'il a été officiellement reconnu qu'au temps de feu Joseph V. Staline plusieurs chefs révolutionnaires et d'autres, dans des procès montés de toutes pièces, avaient été faussement accusés et fausse-

ment déclarés coupables d'infâmes crimes politiques contre l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

« Nous notons avec une réelle satisfaction que le gouvernement d'U.R.S.S. et le P.C.U.S. lui-même ont amorcé un processus qui permettra la révision de ces cas et la réhabilitation, pour la plupart à titre posthume, des victimes de la terreur de cette époque.

« Il n'est sans doute pas nécessaire de rappeler à Votre Excellence que la plus renommée des personnes ainsi condamnées au temps de Staline fut Léon Trotsky, compagnon de Lénine à la tête de la Gran-

de Révolution d'Octobre 1917 et principal fondateur de l'Armée Rouge...

« En conséquence, nous faisons appel à vous pour susciter une révision publique et décisive du procès et des preuves alléguées contre Trotsky, en faisant porter la révision sur les faits avérés et connus auxquels, dans le procès, on ne fit allusion d'aucune manière.

« Permettez-nous d'ajouter que l'autorisation d'une telle révision par le gouvernement de l'U.R.S.S. contribuera largement non seulement au crédit de l'U.R.S.S., mais aussi à celui du mouvement de la classe ouvrière internationale toute entière.

23 novembre 1961. »

## CUBA

### Un hommage à Natalia

Dans son numéro du 12 février, le principal magazine de Cuba, *Bohemia*, reproduit la photographie de Natalia sur son lit de mort. La légende accompagnant la photo se lisait comme suit : « Une figure historique. La veuve de Léon Trotsky à

Paris où elle mourut la semaine dernière. Le drapeau rouge des Soviets la recouvre et est dressé sur le mur, à côté des portraits de Marx et de Trotsky, celui-ci en compagnie de Lénine, avec d'autres souvenirs d'une longue vie militante ».

## ETATS-UNIS

### Mort de C. WRIGHT MILLS

A 46 ans vient de mourir C. Wright Mills, le sociologue le plus remarquable des Etats-Unis. Le plus remarquable, non seulement par la qualité de ses travaux, mais aussi par son caractère.

Par plusieurs livres, et notamment *The Power Elite*, il avait littéralement démonté le mécanisme de la société américaine. (Nous avons rendu compte en son temps de cet ouvrage.) Mais ce qui témoigne le plus en faveur de Mills, ce fut son attitude envers la Révolution cubaine. Il fut enthousiasmé par elle et, après un voyage à Cuba, écrivit en quelques semaines un livre *Listen, Yankee* (« Ecoute, Yankee ») dont 600.000 exemplaires ont déjà été écoulés aux Etats-Unis. Chez lui, dans son studio, il avait mis sur la porte le mot d'ordre des Cubains : *Venceremos* (Nous vaincrons).

Mills n'était pas marxiste ; il relevait

plutôt de la meilleure tradition « radicale » aux Etats-Unis, c'est-à-dire de celle qui veut réellement rester fidèle aux meilleurs enseignements des démocrates révolutionnaires du passé, qui n'ont pas manqué jadis aux Etats-Unis, mais dont il ne reste plus que quelques individualités. Cependant, Mills n'adoptait pas une attitude négative envers le marxisme ; il considérait nécessaire que la jeunesse l'étudie et, à cet effet, il venait de terminer un livre : *The Marxists*, un exposé qui, selon notre camarade Warde (qui fut lié à lui) contient un exposé honnête, révélateur aussi des faiblesses de la pensée de Mills au sujet du marxisme. Dans cet exposé, il considère cependant que Lénine et Trotsky ensemble formèrent le pivot du bolchevisme, de l'effort le plus héroïque et le plus persévérant pour traduire les idées marxistes dans la pratique révolutionnaire.

### Le S. W. P. offre son aide au P. C. américain

Devant les attaques portées par la bourgeoisie américaine contre les communistes, les trotskystes des Etats-Unis (S.W.P.) proposent leur soutien dans une lettre dont nous extrayons les passages suivants :

« Si le Parti Communiste peut effectivement être mis hors la loi aujourd'hui sous un prétexte quelconque, un précédent aura été créé à partir duquel d'autres partis pourront être mis hors la loi sous un autre prétexte. Si le parti qui détient le pouvoir au gouvernement peut mettre hors la loi ses opposants, il ne restera rien de la Loi des Droits de l'Homme (Bill of Rights). Pour prévenir un si dangereux tournant dans notre pays, il est du devoir de tous ceux qui croient à la lutte pour

préservier les droits démocratiques de défendre les droits du parti communiste.

« Le S.W.P. se tient prêt à aider à la défense du parti communiste de toutes les façons que nous pourrons. Nos salles de réunions sont partout dans le pays à votre disposition. Par la présente, nous offrons à vos délégués une invitation permanente à parler dans nos meetings et forums publics pour expliquer votre cas.

« Nous sommes prêts à aider à construire le mouvement le plus large possible pour la défense des droits démocratiques du parti communiste, un mouvement de défense basé sur la grande tradition américaine du travail suivant laquelle le mal fait à un seul est un mal fait à tous. »

## ITALIE

### Le mouvement communiste après le 22<sup>e</sup> Congrès

Le mouvement communiste italien a été particulièrement secoué par le 22<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. du fait, qu'antérieurement, des divergences sur des problèmes italiens étaient apparues jusque dans les sommets du P.C. italien.

Très rapidement, le secrétariat de ce parti lâcha un peu de lest : le « culte de la personnalité » n'était pas une explication suffisante, mais c'est à la direction soviétique qu'il envoyait la balle :

« ... Nous devons reconnaître que le problème ne peut être réglé par la seule dénonciation des défauts de Staline et des erreurs commises par lui, quitte à ajouter ensuite la reconnaissance de certains de ses mérites indiscutables. La question est plus vaste et plus complexe, elle soulève d'abord le problème de savoir comment de telles erreurs ont été possibles... Nous exigeons des explications supplémentaires puisque la dénonciation de l'ère stalinienne amorce le problème des responsabilités du P.C. italien et des autres... »

Dans une conférence de presse, le 1er décembre, Pajetta, parlant au nom de la direction, répond en ces termes à une question d'un journaliste sur la réhabilitation de Trotsky :

« Dès aujourd'hui, en Union Soviétique, quand on parle de Trotsky, on ne se réfère plus à ces accusations de caractère pénal qui, jusqu'à un certain point, ont servi à

justifier la condamnation des trotskystes. Si par réhabilitation on entend établir que Trotsky fut un révolutionnaire qui ne se lia pas aux impérialistes dans une action criminelle contre l'U.R.S.S., nous croyons que non seulement ce problème ne se pose plus, mais qu'en fait il a été résolu. Si l'on envisage un autre problème, celui de la réhabilitation politique, pour soutenir que Trotsky avait raison dans ses positions contre la politique soviétique et de Staline, nous pensons que, dans toute une série de positions sur lesquelles Trotsky fut politiquement battu, antérieurement à l'affaire de caractère pénal, Trotsky avait tort. Par exemple, il avait tort sur le problème de la construction du socialisme dans un seul pays. Au contraire, avaient raison le parti de l'U.R.S.S. et Staline. Nuova Generazione a posé le problème sous une forme que nous avons critiquée, parce que cet organe aborde un problème aussi important d'une manière qui peut même apparaître scandaleuse, dans le sens de faire un éclat. Dans le numéro suivant de cet hebdomadaire se trouve un article qui aborde le problème de la lutte politique contre le trotskysme séparant clairement les deux choses. En somme, la lutte contre Trotsky dans ses éléments politiques essentiels fut juste, même si à partir d'un certain moment elle fut conduite en partie avec des méthodes qui violèrent la légalité sociale. » (« L'Unità », 2 décembre 1961.)

C'est dans la Jeunesse Communiste que la discussion porta le plus loin. L'organe officiel de cette organisation ouvre un débat sur les « problèmes du socialisme ». Dans son numéro 42, qui fut ultérieurement attaqué par Thorez au Congrès du P.C.F., l'explication suivante est donnée :

« L'intérêt et les polémiques suscités par la vigoureuse prise de position des communistes soviétiques attirent l'attention de l'opinion publique sur la nouvelle « mythologie négative » du « culte de la personnalité », mythologie qui, si elle est justifiée par la difficulté de la lutte politique risque toutefois, par un enchaînement presque fatal de causes et d'effets qui semblent ne pas avoir de fin, de retarder cette clarification rationnelle faite avec les instruments critiques du marxisme, que Togliatti avait déjà souhaitée dans son interview célèbre à Nuovi Argomenti. Certes, nous n'avons pas attendu le XXII<sup>e</sup> Congrès pour demander que cette interview soit le point de départ de toute une analyse critique de notre part ; certes, nous n'attendrons pas le XXIII<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. pour affirmer la nécessité d'une révision critique de toute l'histoire soviétique, y compris de sa période la plus récente, pour encourager une analyse, y compris de sa période la plus récente, pour encourager une analyse plus juste, indépendamment de tout jugement de valeur, sur le rôle joué également par Trotsky lui-même dans la Révolution d'Octobre. Nous soutenons ce point de vue, non pas tant parce que nous sommes animés d'une volonté prématurée de secouer les consciences, mais bien parce que l'énormité même des dernières révélations souligne l'urgence d'une analyse qui seule peut nous donner raison. Le XXII<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S., soulevant courageusement le voile sur les erreurs du passé, a ouvert une série de problèmes : la façon dont est comprise l'unité idéologique du mouvement communiste international, les rapports entre les partis ouvriers, l'approfondissement de la démocratie intérieure du Parti, la réglementation des autonomies et l'institutionnalisation de la liberté à l'intérieur de l'Etat. Tels sont les problèmes ; il appartient au débat en cours d'en justifier ou d'en nier la légitimité et de donner les premiers instruments critiques propres à leur solution. Le mouvement ouvrier international ne part pas de zéro ; quarante ans d'histoire ont édifié un monde socialiste fort et respecté, ont ouvert des perspectives de paix pour toute l'humanité ; avec cette fierté, nous rouvrons avec tranquillité un débat qui fut interrompu pendant longtemps et avec des méthodes pas toujours licites. Aujourd'hui, nous pouvons affirmer qu'une nouvelle génération entre dans la lutte du mouvement ouvrier, une génération qui n'a pas

vécu l'« époque stalinienne » et qui cherche sa vocation révolutionnaire en faisant appel à la force du raisonnement critique du marxisme léninisme et non à l'unanimité factice et rituelle ».

Dans la série des photographies qui illustrent les pages du débat dans ce numéro nous en notons particulièrement deux dont les légendes sont les suivantes :

« Boulganine, Jdanov et Staline durant une session du Comité Central du P.C.U.S. Jdanov fut l'interprète, sur le plan idéologique, de la politique culturelle de l'époque de Staline. Son œuvre peut être prise comme symbole de ce qui n'est pas une culture marxiste. »

« Lénine parlant à un meeting ; près de lui se tient Trotsky, une des figures les plus originales de la Révolution d'Octobre et sur la pensée de qui le débat est aujourd'hui rouvert. On lui doit, entre autres, une des plus intéressantes histoires de la Révolution et les plus belles pages sur Vladimir I. Lénine. »

Le débat qui eut lieu dans l'organe des J.C., quelles que soient les délimitations qui sont exprimées à l'égard de Trotsky et du trotskysme et quelles que soient les inexactitudes politiques qui y sont contenues à cet égard, constitue une véritable révolution, une rupture extraordinaire avec le passé, en ce qui concerne l'approche des idées de Trotsky et du trotskysme dans le mouvement communiste mondial. Quels que soient les inévitables reculs et péripéties que connaîtra le processus ainsi ouvert, la voie est ainsi irréversiblement largement ouverte à la progression victorieuse des idées du trotskysme et de la IV<sup>e</sup> Internationale.

La direction du PC a évidemment essayé d'enrayer la discussion dans un cadre acceptable pour elle, et de l'arrêter même. Cependant la discussion, pour ne plus avoir d'aussi spectaculaires aspects que dans les semaines qui suivirent le 22<sup>e</sup> Congrès, se poursuit. Ainsi, le 9 mars, une organisation culturelle contrôlée par le PC organisa à Milan un débat public sur Trotsky entre Lucio Magri, secrétaire régional du PC, et le camarade Livio Maitan, officiellement en tant que secrétaire de la section italienne de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le débat avait été annoncé publiquement par deux quotidiens, dont l'organe officiel du PC. La discussion se fit sur un niveau idéologique très élevé, sans aucune déformation ni calomnie.

\*\*\*

L'éditeur italien Einaudi vient de faire paraître un volume d'*Ecrits* de L. Trotsky, qui contient la traduction en italien de nombreux articles, notamment de ceux relatifs à l'Allemagne d'avant 1933 et à la Révolution espagnole.

## DANEMARK

### Commentaire à la radio sur le 22<sup>e</sup> Congrès

À la radio nationale danoise, le camarade Moltved, ancien membre du C.C. du P.C. danois et à présent membre du P.S.P., a fait un exposé à la suite du 22<sup>e</sup> Congrès

du P.C.U.S. Il a montré que les « révélations » de Khrouchtchev témoignaient de l'agonie du stalinisme et de la justesse des positions défendues par Trotsky.

## BELGIQUE

### Discussion publique dans le P.C.

Un membre du Comité Central du PC belge, Jacques Grippa, s'est fait le défenseur des thèses du PC chinois. Il a écrit un article à cet effet, et cet article a été publié dans l'organe du PC belge, *Le Drapeau Rouge*, où il occupe plus de deux pages.

L'article est très intéressant. Mais ce qui est plus important encore, c'est le fait que cet article ait été publié. Il témoigne que ce petit parti est politiquement divisé.

Jusqu'à présent, la crise du stalinisme avait vu le monolithisme brisé à l'échelle internationale, mais non — sauf dans une certaine mesure en Italie — sur le plan de chaque parti national. L'aggravation du différend sino-soviétique, surtout si elle aboutit, comme de nombreux signes semblent l'indiquer, à une rupture ouverte entre Chinois et Soviétiques, aura des répercussions considérables au sein de tous les partis communistes.

### Une réunion de la IV<sup>e</sup> Internationale

Les Publications de *Quatrième Internationale* ont organisé à Bruxelles, le 18 janvier, une réunion publique destinée à présenter le livre de Trotsky : « La Révolution trahie » qui vient d'être réédité. Environ quatre-vingt personnes, en majorité des jeunes, assistèrent à cette réunion où le camarade Pierre FRANK exposa les causes qui engendrèrent le stalinisme dans les an-

nées 1920, et aussi la signification de la « déstalinisation » actuelle et les perspectives.

Une discussion très intéressante suivit l'exposé, portant sur les dangers de bureaucratisme et les moyens de lutter contre eux, ainsi que sur la justification de la IV<sup>e</sup> Internationale.

## GRANDE-BRETAGNE

### Malaise dans le P.C.

Un des plus importants et anciens intellectuels du PC britannique, le plus important économiste des P.C. d'Europe, Maurice Dobb, a écrit une lettre pour critiquer l'es-

timination que le dirigeant Palme Dutt avait donnée dans l'organe théorique *Labour Monthly* sur le 22<sup>e</sup> Congrès.

Il critique l'impression donnée que « les

pouvoirs exceptionnels » (il s'agit des crimes staliniens) furent « déformés et donnèrent lieu à des abus », que cela fut dû à des traits de caractère de Staline. Maurice Dopp rappelle plusieurs questions théoriques importantes (intensification de la lutte de classe en même temps que le socialisme est édifié, erreur dans le domaine agricole...) commises par Staline. Il s'étonne d'une différence faite par le dirigeant

du Parti entre des procès qui auraient été réguliers et d'autres qui ne l'auraient pas été, et il montre qu'elle ne repose sur rien.

La critique est bien timide, elle cherche à utiliser ce qui a été dit au 22<sup>e</sup> Congrès contre les réticences de la direction britannique. Elle a une importance en tant que symptôme de la crise qui se développe en profondeur.

## FRANCE

### Marguerite ROSMER

Le 20 janvier 1962, Marguerite Rosmer s'éteignait à Paris, à l'âge de 83 ans. Compagne d'Alfred Rosmer, l'historien du « Mouvement ouvrier pendant la première guerre mondiale », elle compta parmi les amitiés les plus proches et les plus fidèles de Léon Trotsky et de Natalia Sedova. Par une coïncidence à la fois cruelle et apaisante — puisque l'amitié semble ici s'affirmer jusque dans la mort — Marguerite Rosmer a disparu trois jours avant Natalia, dont la maladie l'avait très cruellement affectée.

Marguerite Rosmer-Thévenet, avant la première guerre mondiale, avait consacré ses activités à l'enfance. Durant la guerre, elle appartenait à ce petit groupe de la rue Fondary où se retrouvaient quelques femmes courageuses qui, affrontant la calomnie et l'insulte, osèrent s'élever contre l'hysté-

rie « jusqu'au-boutiste » des organisations féminines et essayèrent de renouer quelques liens avec le mouvement féministe international. Marguerite Thévenet, faisait aussi partie de la « Société d'études documentaires et critiques sur la guerre », assura la liaison avec Romain Rolland, lui apportant, comme il le note dans son « Journal », lettres et documents.

Dans les premières années de la Révolution russe, Marguerite Thévenet, dont le destin est désormais lié à celui d'Alfred Rosmer, organise l'envoi de vivres destinés aux enfants russes victimes de la famine née des extraordinaires difficultés que traverse la révolution. Elle part pour l'Union soviétique avec le premier train de vivres, afin de poursuivre sur place son œuvre de solidarité.

### Le referendum après Evian

Aussitôt les accords d'Evian signés, de Gaulle a voulu en tirer profit pour son régime. Il a décidé un « referendum », qui n'est qu'un plébiscite.

Plébiscite et non referendum, car il ne s'agit pas vraiment d'approuver les accords d'Evian (il n'est plus possible en tout cas pour l'impérialisme français de recommencer à faire la guerre en Algérie), mais d'accorder des pouvoirs les plus larges à de Gaulle sous prétexte de mettre ces accords en application.

Du côté réactionnaire, en dehors de groupements sans large audience pour le moment qui appellent à voter *non*, le principal parti de la droite classique, les Indé-

pendants, laisse la liberté de vote à ses élus et sections.

Le M.R.P., les Radicaux, le Parti socialiste, sans parler de l'U.N.R., votent *oui*, comme aux précédents plébiscites gaullistes.

Par sa force électorale, par l'écho qu'il peut recueillir dans le pays, le P.C.F. pouvait faire voter *non*, sans qu'il y ait d'ambiguïté sur la question de la guerre, en assurant un tel nombre de suffrages au *non* qu'il était impossible à la droite d'en tirer profit. Le P.C.F. pouvait aussi appeler les travailleurs à ne voter ni *oui*, ni *non*, mais à mettre un bulletin avec un

mot d'ordre, et combattre au dépouillement du scrutin pour que ces bulletins soient comptés séparément. Mais la direction du P.C.F. a préféré appeler les électeurs à voter également : *oui*. Quels arguments invoque-t-elle et quelles sont ses raisons de le faire ?

Thorez dit, tout d'abord, qu'il ne faut pas tomber dans le piège de de Gaulle, et que la question principale c'est la paix en Algérie. la signature des accords d'Evian, leur application. Dans ces conditions, le *oui* du P.C.F. est un *oui* à la paix et un *non* à de Gaulle. Le point de départ de cette argumentation, à savoir que c'est l'essentiel qui est déterminant, est une vieille connaissance. En mars 1956, sous prétexte que l'essentiel c'était le front unique avec les socialistes, les élus du P.C.F. ont voté les « pouvoirs spéciaux » à Guy Mollet, avec lesquels il a expédié le contingent pour faire la guerre en Algérie. De Gaulle ne recommencera pas la guerre en Algérie, quel que puisse être le résultat du vote du 8 avril, mais il se servira des pouvoirs prévus, peut-être un petit peu contre l'O.A.S. et beaucoup contre les travailleurs.

Quant au *oui*, de quelque façon que la direction du P.C.F. le qualifie au cours de la campagne électorale, en fin de compte, au dépouillement, personne ne pourra faire la distinction entre un *oui* M.R.P., un *oui* U.N.R. ou un *oui* P.C.F. Et dans une telle confusion, c'est de Gaulle qui en tirera profit.

Thorez a pris la décision de voter *oui*, de s'accommoder de la confusion qui sert de Gaulle, pour une raison très simple qu'il a à peine dissimulée. Au Comité Central qui a ratifié la décision de voter : *oui*, il a dit qu'il fallait utiliser le referendum pour préparer la campagne électorale.

Selon toute vraisemblance, le P.C.F. devrait progresser aux prochaines élections ; si on en croit les augures, il doit gagner pas mal de sièges. Mais le piège gaulliste consistait à amener le P.C.F. à voter *non*, et dans ce cas il aurait perdu, comme au referendum de septembre 1958, un grand nombre de voix, de la partie la moins éclairée de l'électorat communiste, celle qui, en 1958, voyait en de Gaulle l'homme capable de faire la paix en Algérie et qui lui attribuerait les mérites de la paix d'Evian. La direction du P.C.F. ne voulait pas s'engager dans une campagne électorale après avoir perdu des voix au referendum. Nous sommes en présence d'un raisonnement de maquignons électoraux de la V<sup>e</sup> République, bons héritiers de ceux de la IV<sup>e</sup>. La direction du P.C.F. a préféré avoir quelques difficultés avec une avant-garde qui se refuse à voter *oui*, plutôt que de perdre dans la partie la plus arriérée de ses électeurs. Elle manifeste son électoralisme le plus plat, et ce dans un régime où le Parlement est une institution méprisée de tous.

Le P.S.U. a décidé de mettre un bulletin motivé ne portant ni *oui*, ni *non*. C'est une bonne décision, qui a été prise contre la direction centriste (qui voulait voter *oui*) par une coalition de la gauche de ce parti et des mendessistes. Il est évident que dans le P.S.U. n'a joué ni le poids de la direction, ni non plus des soucis électoraux pour l'immédiat.

Le P.C.I. a distribué des bulletins portant les mots d'ordre suivants : *Oui à l'indépendance de l'Algérie - Libération de tous les révolutionnaires algériens - Amnistie aux Français qui les ont aidés - Non à l'O.A.S. ! Non au pouvoir gaulliste !*

Livres reçus (dont nous rendrons compte ultérieurement):

- Francis Jeanson. — La révolution algérienne (Ed. Feltrinelli).
- Ed. Morin. — L'esprit du temps (Ed. Grasset).
- C. Rougeron. — La guerre nucléaire (Ed. Calmann-Lévy).
- V. Leduc. — La coexistence pacifique (Ed. Julliard).
- G. Gurvitch. — Dialectique et Sociologie (Ed. Flammarion).
- F. Chatelet. — Logos et Praxis.

Des raisons techniques ont retardé ce numéro qui ne paraît donc qu'au 2ème trimestre de 1962, et non à la fin du premier comme nous espérions le faire. Le prochain numéro sortira en juillet.

La montée des prix nous oblige à fixer le prix de la revue à 3 NF. L'abonnement pour la France est désormais de 11 NF., pour l'étranger l'équivalent de 3 dollars.

*Nous avons réédité :*

## La Révolution trahie de Léon TROTSKY

Le livre le plus actuel pour comprendre le stalinisme  
et la « déstalinisation »

Le volume : **9 NF.**

Commandes à C.C.P. Pierre FRANK 12648-46 Paris

## QUATRIEME INTERNATIONALE

Abonnement : un an (4 numéros) . . . . . 11 NF  
Abonnement de soutien . . . . . 15 NF  
Etranger : un an . . . . . l'équivalent de 3 dollars  
(plus frais postaux pour envoi par avion)

**La tragédie du prolétariat allemand (1933)**

**La Révolution espagnole (1931-39)**

## ECRITS de Léon TROTSKY (TOME III)

« Je viens d'achever la lecture de ce tome III des ECRITS. Achever, pour un livre de cette importance et de cette richesse, veut dire que je l'ai parcouru de bout en bout, souvent arrêté en cours de route pour noter tous les points de repère pour des consultations ultérieures chaque fois qu'il faudra s'y référer. Vous avez donné là une information vraiment exceptionnelle pour toute cette période d'entre deux guerres — à tant de points de vue si décevante — qui doit provoquer des examens et des discussions fécondes. »

Alfred ROSMER.

« Les analyses que Trotsky a faites de la situation préfasciste en Allemagne et en Espagne sont d'une impitoyable actualité. »

J. DUVIGNAUD (« L'Express »)

Un volume de 600 pages : 16 NF. — Commandes à C.C.P.  
FRANK 12648-46, Paris, 64, rue de Richelieu.

Les 3 tomes des « Ecrits » déjà parus : 25 NF.

Léon TROTSKY

## OU VA LA FRANCE ?

Les événements de 1958 éclairés par ceux de 1934-36 : une réédition d'études sur la France écrites de 1934 à 1936 et que la chute de la IV<sup>e</sup> République a rendues d'une actualité brûlante.

Le volume : 5 NF.

Commandes à P. Frank, 64, rue de Richelieu  
C.C.P. 12648-46 Paris

Le Directeur-Gérant : Pierre FRANK.  
Diffusé par les N.M.P.P.



Société Parisienne d'Impressions, 4, rue Saulnier - Paris (9<sup>e</sup>)

